

BELGISCHE **K**AMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE **B**ELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE PLENAIRE VERGADERING
VAN

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU

20-12-1999
namiddag

20-12-1999
après-midi

AGALEV-ECOLO	:	<i>Anders gaan leven / Ecologistes conférés pour l'Organisation de lutttes originales</i>
CVP	:	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	:	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	:	<i>Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement du citoyens pour le changement</i>
PS	:	<i>Parti socialiste</i>
PSC	:	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	:	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	:	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	:	<i>Volksunie & ID21</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/00	:	<i>Documents parlementaires de la 50e législature, suivi du n° et dy n° consécutif</i>
QRVA	:	<i>Question et Réponses écrites</i>
HA	:	<i>Annales (Compte Rendu intégral)</i>
CRA	:	<i>Compte Rendu Analytique</i>
PLEN	:	<i>Séance plénière</i>
COM	:	<i>Réunion de commission</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/00	:	<i>Parlementaire documenten van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer</i>
QRVA	:	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
HA	:	<i>Handelingen (Beknopt Verslag)</i>
BV	:	<i>Beknopt Verslag</i>
PLEN	:	<i>Plenum vergadering</i>
COM	:	<i>Commissievergadering</i>

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation, 1008 Bruxelles
Fax : 02/549 82 60
Tél. : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

Officiële publicaties, van de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein, 1008 Brussel
Fax : 02/549 81 60
Tel. : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Inhoud**Maandag 20 december 1999, 14.15 uur
PLEN 026**

BERICHTEN VAN VERHINDERING	5
BEGROTINGEN	5
- Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 (197/1 tot 4 en 199/1)	
ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 (198/1 tot 28)	5
algemene bespreking	5
<i>Sprekers</i> : Eric van Weddingen , rapporteur, Yves Let- terme , Johan Vande Lanotte , vice-eerste minister en minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie, Dirk Pieters , rapporteur, Guy Ver- hofstadt , eerste minister, Herman Van Rompuy , Jean- Pol Poncelet , voorzitter van de PSC-fractie, Didier Reynders , minister van Financiën, Alfons Borginon , Maurice Dehu , Georges Lenssen , Jean-Pierre Vi- seur , Alexandra Colen , Aimé Desimpel , Hagen Goy- vaerts , Jef Tavernier , voorzitter van de AGALEV-ECOLO-fractie	

BIJLAGE	53
INTERNE BESLUITEN	53
COMMISSIE	53
SAMENSTELLING	53
INTERPELLATIEVERZOEKEN	53
INGEKOMEN	53
MEDEDELING	54
REGERING	54
VERSLAG	54

Sommaire**Lundi 20 décembre 1999, 14.15 heures
PLEN 026**

EXCUSES	5
BUDGETS	5
- Budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 2000 (197/1 à 4 et 199/1)	
projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000 (198/1 à 28)	5
discussion générale	5
<i>Orateurs</i> : Eric van Weddingen , rapporteur, Yves Let- terme , Johan Vande Lanotte , vice-premier ministre et ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale, Dirk Pieters , rapporteur, Guy Ver- hofstadt , premier ministre, Herman Van Rompuy , Jean-Pol Poncelet , président du groupe PSC, Didier Reynders , ministre des Finances, Alfons Borginon , Maurice Dehu , Georges Lenssen , Jean-Pierre Vi- seur , Alexandra Colen , Aimé Desimpel , Hagen Goy- vaerts , Jef Tavernier , président du groupe AGALEV-ECOLO	

ANNEXE	53
DÉCISIONS INTERNES	53
COMMISSION	53
COMPOSITION	53
DEMANDES D'INTERPELLATION	53
DEMANDES	53
COMMUNICATION	54
GOUVERNEMENT	54
RAPPORT	54

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

LUNDI 20 DÉCEMBRE 1999

14.19 heures

PLENAIRE VERGADERING

van

MAANDAG 20 DECEMBER 1999

14.19 uur

De vergadering wordt geopend om 14.27 uur door de heer **Herman De Croo**, Kamervoorzitter.

La séance est ouverte à 14.27 heures par M. **Herman De Croo**, président de la Chambre.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering :

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance :

Reynders, Verhofstadt.

De **voorzitter** : De vergadering is geopend.

La séance est ouverte.

Een reeks interne besluiten en mededelingen moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij zullen in de bijlage bij de handelingen van deze vergadering opgenomen worden.

Une série de décisions internes et de communications doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises en annexe des annales de cette séance.

Excusés**Berichten van verhindering**

José Canon, Michèle Gilkinet, Martial Lahaye, Jan Mortelmans, Luc Sevenhans, Jef Valkeniers, wegens ziekte / pour raison de santé;

Raymond Langendries, wegens familie-aangelegenheden / pour raison familiale.

Budgets**Begrotingen**

Budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 2000 (197/1 à 4 et 199/1)

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000 (198/1 à 28)

Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 (197/1 tot 4 en 199/1)

Ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2000 (198/1 tot 28)

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

Nous aborderons cet après-midi les secteurs : Premier ministre, Finances, Dette publique et Financement de l'Union européenne.

Wij vatten de bespreking aan van de sectoren Eerste minister, Financiën, Rijksschuld en Financiering van de Europese Unie.

M. Eric van Weddingen, rapporteur : Monsieur le président, monsieur le premier ministre, monsieur le ministre des Finances, chers collègues, la commission des Finances et du Budget a examiné le budget de l'Etat pour l'an 2000 au cours de ses réunions des 9, 16, 23 et 30 novembre, ainsi que des 7 et 8 décembre derniers.

Dans son exposé, le ministre des Finances a situé les perspectives conjoncturelles en Belgique par rapport à l'évolution conjoncturelle internationale, dont notre pays est fort dépendant. Il en ressort que les hypothèses macro-économiques sur lesquelles le gouvernement a basé son budget peuvent être considérées comme prudentes et même comme constituant des hypothèses minimum.

Eric van Weddingen

En ce qui concerne les recettes fiscales probables pour 1999, elles devraient s'élever à 2 611,3 milliards, soit un écart à la baisse insignifiant par rapport au contrôle budgétaire. Les recettes totales, fiscales et non-fiscales, courantes et de capital, devraient atteindre 2 759,4 milliards pour 1999, soit un accroissement de 2,3% par rapport à 1998. Les recettes totales pour 2000 seraient en croissance de 3,2% par rapport à 1999. Les recettes fiscales de 2000 ont été estimées, avec beaucoup de prudence, sur la base des paramètres macro-économiques du budget : 2,5% en valeurs et 1% en prix. Elles tiennent compte de l'incidence négative, en termes de recettes de l'impôt des personnes physiques, des mesures de réduction de la pression fiscale que sont l'indexation des barèmes fiscaux, la suppression progressive de la cotisation complémentaire de crise et l'amélioration de la déductibilité des frais de garde, soit une moins-value de 14,4 milliards.

En matière de recettes de TVA, un accroissement de 2,8% est prévu, qui tient compte de l'incidence de l'abaissement de la TVA pour certains services à haute intensité de main d'oeuvre.

En ce qui concerne les recettes destinées à financer d'autres pouvoirs - recettes qui sont déduites des recettes totales -, notons une augmentation de 14,4% des recettes destinées au financement alternatif de la sécurité sociale. Le solde net à financer pour l'an prochain serait légèrement supérieur en montant absolu à celui de cette année en raison des conséquences directes et indirectes de la crise de la dioxine. Le taux d'endettement n'en poursuivra pas moins son mouvement à la baisse.

La dette publique atteignait 10 210,3 milliards à fin septembre. Le taux d'endettement public devrait descendre à 114,9% du PIB à la fin de cette année. Le taux d'endettement poursuivra sa diminution structurelle l'an prochain et les années suivantes grâce au maintien du respect de la norme budgétaire du programme de stabilité, à savoir la réalisation d'un surplus primaire d'au moins 6%. Le ratio des charges d'intérêts en pourcent du PIB poursuivrait ainsi en 2000 la tendance à la baisse amorcée en 1994.

Ainsi grâce à l'effet boule de neige inverse, une marge de manoeuvre budgétaire sera dégagée en 2002, après qu'un équilibre budgétaire aura été atteint.

Le ministre des Finances conclut son exposé en indiquant que les autorités européennes ont réagi très favorablement à l'égard des hypothèses retenues par le gouvernement belge, à savoir :

1. le respect strict du programme de stabilité : déficit de 1% du PIB, surplus primaire stabilisé à 6% et diminution de la dette de 2,5% du PIB;

2. la volonté d'appliquer les lignes directrices arrêtées à l'échelon européen en matière d'emploi, c'est-à-dire essentiellement pour la Belgique des mesures de réduction de charges;

3. l'engagement de faire en sorte qu'à l'occasion du contrôle budgétaire, tout boni conjoncturel soit affecté prioritairement à une réduction complémentaire du déficit budgétaire;

4. l'engagement que toute cession d'actifs, qui pourrait intervenir au cours de l'exercice budgétaire, soit utilisée en vue de réduire le taux d'endettement;

5. l'engagement d'atteindre l'équilibre budgétaire lors de l'exercice 2002.

Le vice-premier ministre et ministre du Budget a détaillé et justifié les paramètres retenus pour l'élaboration du budget. Il a, par ailleurs, relevé la décision de réductions additionnelles de cotisations de sécurité sociale à charge des employeurs, représentant 0,3% du PIB et prenant effet le 1er avril 2000. La croissance réelle des dépenses primaires du gouvernement fédéral est limitée à 1,4%, soit plus d'un point en dessous du chiffre de croissance réelle attendu pour l'an 2000.

Le ministre du Budget a souligné que les recettes devraient augmenter plus que prévu, libérant une marge de quelque 5 milliards en vue de prendre de nouvelles initiatives. Le gouvernement mènera une politique visant à encourager l'emploi et à augmenter le taux d'activité par :

1. la réduction substantielle des charges salariales par travailleur;

2. la création de "premiers emplois" pour les jeunes;

3. l'extension du Maribel social;

4. le développement d'une politique de grande ville;

5. des mesures destinées à éviter les pièges à l'emploi pour les bas salaires.

Des initiatives seront prises afin de rendre la sécurité sociale plus efficace et plus juste.

En conclusion, le ministre du Budget estime que, grâce aux efforts consentis au cours des dernières années, le budget 2000 contraste avec les budgets des années antérieures. Il est, en effet, le premier à pouvoir, à nouveau, être utilisé en tant qu'instrument politique, permettant au gouvernement d'élaborer un projet ambitieux, en vue de répondre aux besoins sociétaux les plus prioritaires.

Au cours de la discussion générale, des membres ont développé avec compétence un historique bien documenté de l'évolution de nos finances publiques durant les dix dernières années. Ils ont exprimé la crainte de voir se

Eric van Weddingen

reproduire l'erreur commise au cours de la période 88-90 où "le retour du coeur" a handicapé la poursuite de l'assainissement budgétaire et a nécessité un effort plus important les années suivantes.

Pour ces intervenants, le gouvernement risque de devoir faire face à des dépenses supplémentaires, pour lesquelles il n'a pas prévu suffisamment de crédit. L'excédent primaire aurait dû être de 6,3% au lieu de 6% et le solde net à financer de 0,7% du PIB au lieu de 1%.

Toujours selon ces intervenants, les mesures fiscales auraient dû être structurées différemment et le total de la réduction d'impôts et de charges n'aurait pas dû dépasser 55 milliards au lieu des 85 milliards proposés par le gouvernement. Les intervenants estiment, en effet, qu'il importe de privilégier l'objectif structurel à long terme de nos finances publiques et de ne pas trop prendre en compte les effets positifs induits par la situation conjoncturelle favorable.

D'autres commissaires se réjouissent de la prise en compte, dès le budget 2000, de l'impact financier de nombreuses mesures en faveur des contribuables et de la promotion de l'emploi. Ils insistent sur l'urgence de la réduction de charges sociales annoncées de 32 000 francs par travailleur.

Ils soutiennent le choix du gouvernement qui, tout en respectant scrupuleusement le pacte de stabilité, a décidé de desserrer l'étau fiscal après autant d'années d'efforts considérables consentis par les contribuables.

Un intervenant critique les conditions, selon lui trop restrictives, du plan "embauche jeunes" et plaide pour une augmentation substantielle de la pension des indépendants.

Deux intervenants plaident pour une réduction plus rapide de la cotisation complémentaire de crise.

Un commissaire relève qu'outre les hypothèses macro-économiques prudentes, le budget ne tient pas compte des effets de retour produits par les nombreuses mesures annoncées sur le plan social et fiscal. Il en conclut que le gouvernement respectera aisément son objectif budgétaire et fera même mieux. Il appelle de ses vœux une réforme fiscale qui tienne compte de l'évolution du concept de famille et abolisse les discriminations en fonction du choix de vie.

Des intervenants relèvent la surcharge fiscale due à la non-indexation des barèmes fiscaux et à la cotisation complémentaire de crise qui, selon les chiffres avancés par le ministre des Finances, s'élèverait à près de 380 milliards en six ans. Ils se réjouissent de voir le gouvernement entamer la décrue fiscale en faveur des contribuables qui ont payé un tel tribut.

Un intervenant estime que les mesures annoncées en matière d'emploi sont inadaptées à la Flandre. Il insiste sur l'ouverture d'un débat pour les défis économiques d'aujourd'hui afin de déterminer les mesures requises lors du prochain budget.

Un autre intervenant s'insurge contre les transferts, selon lui trop importants, de la Flandre vers la Wallonie.

Un commissaire s'inquiète de ne pas trouver dans le budget de signe annonciateur d'une fiscalité favorable à l'environnement. Il souhaiterait voir impulser une fiscalité incitative en matière de déchets et voudrait que soit envisagée l'instauration d'une taxe sur le CO².

Enfin, plusieurs intervenants soulignent la rupture que marque ce premier budget de la législature par rapport aux budgets des années précédentes. Un intervenant estime toutefois le contraire.

De nombreuses questions ponctuelles ont été posées, notamment sur les estimations de recettes et sur l'impact budgétaire des diverses mesures nouvelles en matière de réduction d'impôts et de cotisations sociales. Je me permets de renvoyer aux réponses figurant au rapport.

La section "Finances" du budget, essentiellement axée sur les mesures fiscales annoncées, a donné lieu à de nombreuses interventions des membres. Etant donné que la loi portant des dispositions fiscales a été votée depuis la discussion de ce chapitre en commission du Budget, je me permets, afin d'éviter les redites, de renvoyer au rapport écrit, ainsi qu'au débat qui a eu lieu lors du vote de la loi fiscale la semaine dernière.

Les sections "Dotations" et "Dette publique" ne sont pas dissociables de la discussion générale du budget. Elles ne feront donc pas l'objet d'un rapport distinct.

M. Dirk Pieters vous fera maintenant rapport sur les remarques de la Cour des comptes et les réponses apportées par le gouvernement.

Je conclurai pour ma part par le résultat du vote en commission. Le budget 2000 a été adopté par 9 voix contre 4.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn vraag betreft niet het uitstekende en synthetische verslag van onze gewaardeerde verslaggever, maar veeleer de geschreven versie ervan.

Mijnheer de minister van Begroting, tijdens de commissiebesprekingen hebben wij op een bepaald ogenblik uw argumentatie voor de keuze voor slechts 5.15%-punten primair saldo entiteit 1, waarvoor u zich baseerde op de ESER-correctie, kunnen ontcrachten. U hebt toegegeven dat, wat de NMBS betreft, het om een "handigheidje" gaat, zoals u letterlijk zei. Met betrekking tot de BBP-groei hebt u toegegeven dat de tabel achter-

Yves Leterme

aan in de Memorie van Toelichting en de tekst en de tabel op pagina's 90 en 91 in tegenspraak zijn. Ik heb hier de tekst van de drukproef van het verslag waarin u aankondigt dat er een erratum zal worden gepubliceerd.

Mijnheer de voorzitter, op het einde van boekdeel 1 van het verslag is inderdaad een erratum opgenomen. Het is echter ontoereikend omdat het enkel de sommaties betreft en niet de verschillende onderdelen. Het geeft de wijzigingen niet weer, noch op het vlak van de overdrachten aan de NMBS, noch wat de BBP-groei betreft. Ik zou willen dat de regering haar beloften houdt en een erratum toevoegt aan het verslag. Met betrekking tot de tabel op pagina 91 van het verslag moet per onderdeel worden gezegd wat het cijfer is dat ten gevolge van de overgang van ESER 79 naar ESER 95 in aanmerking moet worden genomen.

Minister **Johan Vande Lanotte** : Mijnheer de voorzitter, ik meen dat er een misverstand is. Het erratum dat wij hadden aangekondigd had betrekking op de samentelling. U had gevraagd meer te doen, maar ik heb daarmee niet ingestemd.

Ten eerste, van de tabel kan ik geen erratum maken. Wel heb ik gezegd dat wij de cijfers beter moeten toelichten. Dat is evenwel geen erratum en heeft ook geen effect op onze berekeningen. Wij blijven bij ons standpunt. De administratie had aanvankelijk een schatting gedaan, maar het Instituut voor Nationale Rekeningen heeft een andere rekening gemaakt, die wij in aanmerking hebben genomen.

Ten tweede, uw opmerking inzake de NMBS is juist. In het verslag is dat duidelijk aangegeven. Wij zijn vertrokken van het effect voor de begroting. Tijdens de besprekingen inzake de NMBS heb ik dat toegegeven. Aangezien er effectief minder wordt gestort is ook de weerslag kleiner. Dat staat in het verslag. Ik kan dat in dat omvangrijke boek evenwel niet overal invoegen als een erratum.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik blijf erbij dat de regering niet correct handelt wanneer ze achteraan in boekdeel 1 haar erratum beperkt tot de samenvattende cijfers. De fouten gaan over de onderdelen van die cijfers. Als ik het erratum bestudeer, kom ik trouwens nog op een grotere impact inzake de overgang van ESER 75 naar ESER 95.

Ik betreur dat in de overgang van de drukproeven van het verslag naar het definitieve verslag essentiële onderdelen van de verslaggeving, die correct door de diensten werd opgemaakt, zijn weggelaten. Dat is wellicht gebeurd met het doel om die vergissingen niet te laten

blijken in het verslag. Ik betreur dat. Het is blijkbaar een van de stijlkenmerken van de regering om ook op het vlak van de besprekingen inzake de begroting, de waarheid niet ter sprake te laten komen.

De **voorzitter** : Collega's, het verslag werd goedgekeurd. Ik heb de bemerking van de minister van Begroting gehoord. Het incident is gesloten.

Mijnheer Pieters, u hebt een kort verslag over de begroting van het Rekenhof. Dan zal ik de begroting van de eerste minister kort in bespreking brengen.

De heer **Dirk Pieters**, rapporteur : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, heren ministers, collega's, zoals ieder jaar heeft het Rekenhof, zoals opgedragen door artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, zijn commentaar en opmerkingen voor het begrotingsjaar 2000 aan de Kamer overhandigd. Deze hadden een aantal regeringsamendementen tot gevolg. Alle opmerkingen en de antwoorden van de regering werden in het schriftelijk verslag opgenomen. Ik breng hier een weliswaar uiterst bondig verslag over drie ervan, die ook ter sprake kwamen bij de uiteenzettingen van de collega's. Ze behandelden : ten eerste, de provisionele kredieten; ten tweede, de structuur van de begroting van Justitie en ten derde, een volgens het Rekenhof onvoldoende verantwoording.

Ten eerste, in de sectie Financiën werden voor een bedrag van 5 miljard frank provisionele kredieten ingeschreven. De tekst bij de wetsbepalingen, noch de summier toelichting omschrijven het onderwerp van deze kredieten op een precieze wijze. Er is dan ook sprake van een inbreuk op het beginsel van de specialiteit van de begroting. Een bepaald lid heeft dit trouwens als blancocheques bestempeld. De minister van Begroting erkent dat de kredieten summier zijn omschreven, maar verklaart dit door erop te wijzen dat ze omwille van de aard van de uitgaven nog niet exact kunnen worden toegewezen aan de diverse basisallocaties van de begroting. In zijn antwoord geeft hij, in de mate van het mogelijke, een meer gedetailleerde verantwoording van die kredieten.

Ten tweede, het Rekenhof is van oordeel dat de structuur van de begroting Justitie op diverse punten voor verbetering vatbaar is. De huidige structuur is in het algemeen budgettair ondoorzichtig en maakt in het bijzonder een evaluatie van bepaalde maatregelen uit het meerjarenplan voor Justitie en Veiligheid behoorlijk moeilijk. Het Rekenhof dringt dan ook aan op een meer transparante uitsplitsing van de betrokken kredieten. De minister antwoordt bereid te zijn de structuur van de bedoelde kredieten in de nabije toekomst te hervormen.

Ten derde, het Rekenhof klaagt diverse malen over een onvoldoende verantwoording van de basisallocaties. Het gaat onder meer om basisallocaties in de sectie 11,

Dirk Pieters

diensten van de eerste minister; sectie 12, Justitie; sectie 16, Landsverdediging en sectie 31, Middenstand en Landbouw. In zijn antwoord geeft de minister een aantal bijkomende verantwoordingen of belooft hij beterschap tegen de begrotingscontrole 2000.

Mijnheer de voorzitter, voor een gedetailleerde verslaggeving verwijs ik naar het schriftelijk verslag.

De voorzitter : Wij bespreken thans de begroting van de sector Eerste minister.

De heer Yves Leterme (CVP) : Mijnheer de voorzitter, de eerste minister wijst, terecht, op het feit dat het hier toch om enkele honderden miljoenen gaat. Daarom had ik graag uit zijn mond vernomen wat de precieze beweegredenen zijn - deze blijken uit de toelichting, noch uit de verantwoording bij het artikel - om de Europese Beweging 3 miljoen frank toe te stoppen.

Eerste minister Guy Verhofstadt : Mijnheer de voorzitter, ik heb daarover in de commissie uitleg gegeven en men vindt dat terug in het schriftelijk verslag.

De heer Yves Leterme (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik neem vrede met dit antwoord. Ik weet uiteraard wat in het verslag staat, maar het blijft een eigenaardigheid dat men, als nieuw initiatief, zomaar 3 miljoen frank toestopt aan de Europese Beweging. Wij zullen zeer zorgvuldig nagaan wat met die 3 miljoen gebeurt en op welke wijze ze in de komende jaren kan worden verantwoord.

De voorzitter : Dat kan u te gepasten tijde controleren via het Rekenhof.

Aangezien niemand meer het woord vraagt inzake de sector Eerste minister, kan de eerste minister beschikken en gaan wij over tot de algemene opmerkingen.

De heer Herman Van Rompuy (CVP) : Mijnheer de voorzitter, leden van de regering, collega's, waaraan ik het meest moest wennen de voorbije maanden, was niet het einde van de regeringsdeelname, maar wel het andere gebruik van de taal.

De taal dient niet altijd meer om de feiten weer te geven, maar soms om een andere, een fictieve werkelijkheid op te roepen. Wat men communicatie noemt heeft soms meer weg van misleiding.

In mindere mate, maar toch enigszins, past het gebruik van de term "actieve welvaartsstaat". Het geeft de indruk een nieuw project op te roepen. Mijn stelling is dat het reeds in belangrijke mate bestaat en dat het feitelijk nu reeds moet worden aangevuld met een nieuwe visie.

Ten eerste, de actieve welvaartsstaat bestaat nu reeds. Vooreerst is de idee van verzoening tussen economisch dynamisme en sociale bescherming, de praktijk sedert

vijftig jaar. Wij noemen dat de sociale markteconomie of het eilandmodel. In de loop van de jaren werd dat concept soms zelfs de eco-sociale markteconomie genoemd. Hoe dan ook, het concept soziale Marktwirtschaft is rechtstreeks uit de christen-democratie geput.

Ik neem aan dat dit een ontdekking is voor degenen die tot voor kort de markteconomie nog niet ideologisch hadden verwerkt en er zoals voor de NAVO de koele minnaars van waren, hoewel dit een contradictio in terminis is.

Anderen hadden jaren vastgezeten in een soort van neoliberalisme, maar mochten door de verkiezingszege van de socialisten in de Europese Unie leren dat een frontale aanval op de sociale zekerheid hen electoraal en politiek marginaliseren.

Daarom werd de sociale markteconomie een nieuw icoon. Omdat het echter niet mogelijk was deze christen-democratische term te gebruiken, kwam het woord "actieve welvaartsstaat" zeer gelegen. Bovendien was het een nieuw woord en het nieuwe is een waarde op zich geworden.

Kortom, het nieuw begrip is een gemeenplaats, een soort van heruitvinden van het warm water. De term is ook misleidend omdat de indruk zou kunnen worden gewekt dat er veel te weinig activiteit zou zijn en veel te weinig welvaart. Beide zijn onjuist.

De werkgelegenheidsgraad in Vlaanderen ligt boven het gemiddelde van de Europese Unie en is de voorbije jaren bijzonder sterk gestegen. Uitgedrukt in voltijdse equivalenten doen wij het in Vlaanderen beter dan in Nederland.

Herinnert u zich, mijnheer de minister van Begroting, toen u nog meningsverschillen had met de liberalen en u een instituut de opdracht gaf om een en ander te onderzoeken en alles bleek te berusten op een tegenstelling, op een misverstand? Voor alles en nog wat worden er nieuwe woorden uitgevonden. Welnu, ik verwijs terzake naar de studie van Mc Kinsey, die ons bereikte net vóór de verkiezingen en waaruit bleek dat, in vergelijking met Duitsland en Nederland, België zelfs beter presteerde als men het aantal arbeidsuren per hoofd van de bevolking als indicator gebruikt en men de zaken dus niet uitdrukt in personen of in voltijdse eenheden.

Ik verwijs trouwens naar de recente cijfers inzake werkgelegenheid voor 1998 die met 2% stegen. Op vijf jaar tijd kwamen er in ons land ongeveer 200 000 banen bij. De werkloosheidsgraad onder jonger behoort tot de laagste in Europa. Dat is het werk van de bedrijven en de

Herman Van Rompuy

non-profitsector. Dat belet echter niet dat ik fier en tevreden ben over dit resultaat en over het feit dat ik daaraan mocht meewerken. Mocht het anders zijn geweest, dan had men de overheid hiervoor in elk geval verantwoordelijk gesteld.

Dit resultaat was niet mogelijk geweest zonder het herstel van het lange-termijn-vertrouwen van verbruikers en investeerders via een drastische sanering van de openbare financiën, zonder de flexibilisering van de arbeidsmarkt door de invoering van de tijdelijke contracten in 1993 en zonder de aanmoediging van de deeltijdse arbeid. Al deze maatregelen leidden tot de globale stijging van de werkgelegenheid dankzij de creatie van 200 000 jobs.

Dit resultaat heeft niets te maken met werktijdverkorting. De activering van de uitkering is niets nieuws. Denken we maar aan de PWA-ers, de Smet-banen, de doorstromingsprogramma's. Meer nog, we kunnen stellen dat de activering van de uitkering reeds werd toegepast bij de BTK-ers, de GESCO's en de DAC-ers.

Het is correct dat we beter kunnen. Beter kan altijd, zeker in een periode van enerzijds arbeidsschaarste zoals dit in Vlaanderen op dit ogenblik het geval is en, anderzijds, van toenemende vergrijzing van de bevolking die binnen een paar jaar zeer acuut zal zijn.

Een verhoging van het gemiddeld globaal aantal arbeidsuren over het geheel van de loopbaan is op termijn onvermijdelijk. Voor individuen afzonderlijk kan dit een andere vorm aannemen, globaal zal de arbeidsinzet echter moeten stijgen om knelpunten in de economie te vermijden.

De toename van het nationaal inkomen is nog meer nodig als men niet de politieke moed heeft te hervormen in de sociale zekerheid. Men moet weten wat men wil. De zachte methode van de verhoging van de activiteitsgraad van het jongste ontwerp van sociaal akkoord zal onvoldoende zijn. Het eens zo versmadelijke overlegmodel moet aangevuld worden met voluntaristische politiek. De actieve welvaartsstaat vraagt actie. De verhoging van de activiteitsgraad heeft meer nood aan een structurele politiek terzake en aan meer inspanningen inzake opleiding en vorming dan aan een versnelde uitvoering van het door de vorige regering besliste meerjarenplan inzake vermindering van sociale lasten. Ik beklemtoon dat het Internationaal Monetair Fonds in zijn verslag van november dezelfde bemerking maakt.

Men mag evenmin de indruk wekken dat er een groot probleem is met onze welvaart.

Het Mc Kinsey-verslag stelt, ik citeer : "In vergelijking met de ons omringende landen is België gemeten in BBP per hoofd een welvarend en productief land. Sinds het mid-

den van de jaren tachtig is deze positie aanzienlijk versterkt en werden Nederland en Duitsland ingehaald. Bovendien heeft Vlaanderen een van de laagste armoedegraden ter wereld".

Tijdens de vorige legislatuur werden al de aanbevelingen van het armoederapport uitgevoerd.

Een van de grote oorzaken van de nieuwe armoede is de familiale crisis die vooral vrouwen met kinderen in de armoede stort. Deze ontwikkeling ontsnapt aan de politiek. Velen durven dit verlies aan familiaal en sociaal weefsel nog niet toegeven, zeker niet in een levensbeschouwelijk onverdraagzaam land als België.

Om deze nieuwe vorm van armoede een halt te kunnen toeroepen, is het bijzonder belangrijk dat al de discriminaties ten opzichte van gehuwden in de belastingwetgeving worden afgeschaft. In tegenstelling tot de begroting van 1998 ontbreekt in het voorliggend ontwerp elke verdere aanzet om dit te verwezenlijken. Ons wetsvoorstel is een bijdrage in het debat over de hervorming van de personenbelasting. Ik betreur dat de belastingverlaging van de Vlaamse regering - de 75 frank per belastingplichtige per maand - totaal huwelijks- en kindonvriendelijk is.

Samen met anderen heeft de CVP de idee van gelijke kansen in het onderwijs gedurende meer dan 40 jaar in de praktijk gezet. Altijd maakten en maken de christendemocraten het onderscheid tussen gelijke kansen en gelijkheid. De cijfers van de OESO bewijzen dat onze inkomensongelijkheid een van de kleinsten van West-Europa is. Meer verfijning is echter nodig. Er duiken nieuwe vormen van sociale achterstand en uitsluiting op, onder meer de kennisarmen in de informatiemaatschappij en de affectie-armen die zich niet volledig kunnen ontplooiën met negatieve gevolgen voor hun persoonlijke en familiale toestand.

De inkomensongelijkheid neemt toe ten voordele van sommige kleine groepen. Ik denk aan de fenomenale bedragen die aan een aantal topmanagers in multinationale bedrijven, sportlui en showmensen worden uitgekeerd en waarover in Nederland terecht steeds meer vragen rijzen. De markt heeft haar overdrijvingen. Tegelijkertijd pleit ik wel voor een betere beloning van degenen die een echte extra inspanning leveren. Ik denk bijvoorbeeld aan werklozen die willen werken of aan vormen van financiële participatie voor alle werknemers. Met dat laatste wordt trouwens een oude gedachte uit het christelijk-sociaal erfgoed verwezenlijkt, met name het volksactionariaat, die de verzoening tussen kapitaal en arbeid mogelijk moet maken. Ik kijk er benieuwd naar uit of de socialisten hier aan de liberalen zullen toegeven wat zij weigerden toe te geven aan de christendemocraten.

Herman Van Rompuy

Er wordt gezegd dat het concept van de actieve welvaartsstaat bevorderlijk is voor de economische groei, maar het veronderstelt precies economische groei. Het is immers alleen houdbaar als er voldoende budgettaire ruimte is. Daarom is het de verkeerde politiek om in tijden van economische relance een structurele verslechtering van het primair overschot toe te laten. In 2000 zal deze verslechtering op structureel vlak er een zijn ten belope van 60 miljard, dit volgens de berekeningen van de Nationale Bank. Het is de eerste keer sinds 1992 dat het primair overschot in structurele termen naar beneden gaat.

De Europese Centrale Bank, de diensten van de Europese Commissie en de OESO pleiten er alle voor om ambitieuzer te zijn in deze voordelige periode teneinde de schuld sneller af te bouwen. Het internationaal monetair fonds raadt ons land zelfs aan naar een overschot op de begroting te streven. De federale regering houdt zich alleen formeel en minimaal aan de verbintenissen die de vorige regering aanging in het kader van het groei- en stabiliteitspact. Economisch gesproken houdt de federale regering zich genedele aan de engagementen door de beduidende structurele daling van het primair overschot. Dat is des te merkwaardiger omdat de voorbije twee jaar op budgettair vlak beter werd gepresteerd. Dat zal blijken als de resultaten er zijn, in 2000.

Mijnheer de voorzitter, geachte collega's, het is geen begroting van de toekomst. Men rekent er blijkbaar op dat in de Europese Unie er een gelijkaardige langdurige groei zal zijn zoals in de Verenigde Staten waar de nieuwe economie nu al meer dan acht jaar voor groei zorgt. Wij zijn niet zover gevorderd in de toepassing van de informatietechnologie dan de Verenigde Staten. Ginds worden 50% meer arbeidsuren per hoofd gepresteerd dan hier. De Europese Unie moet voortgaan in de liberalisering en de flexibilisering van de goederenmarkt.

Er blijven ook tal van onzekerheden hangen als de overdreven hoge aandelenkoersen in de Verenigde Staten, hun duurzaam tekort op de lopende rekening van de betalingsbalans of de ontwikkeling van de energieprijzen. Ik vergeet nooit dat de OESO voor 1993 eerst een groei van 2% voorspelde om daarna uit te monden in een recessie van 2%. Daarom zeg ik dat wij ons niet kunnen baseren op een permanente groei voor de volgende jaren. Wij moeten klaarstaan om in 2010 de schok van de veroudering van de bevolking op te vangen. Dit wordt de uitdaging voor de volgende generatie.

Het budgettaire probleem is niet over. Tussen 2010 en 2030 lopen de kosten van de veroudering en de vergrijzing van de bevolking inzake gezondheidszorg en pensioenen met bijna 500 miljard op, altijd volgens de meest recente gegevens van de Nationale Bank. Het is een van de weinige ontwikkelingen die wij op voorhand kennen. Ik ben natuurlijk voor allerlei sociale correcties, maar de

grootste sociale daad die wij kunnen stellen is het veiligstellen van het wettelijk pensioenstelsel. Door het de facto laten zakken van de begrotingsnormen wordt een deel van de sociale en fiscale initiatieven betaald. Dat is volgens mij geen goede politiek; het is het toepassen van de oude politiek, om die nieuwe term nogmaals te gebruiken. Gelukkig kan men dit doen vanuit een situatie die een tekort aangeeft van minder dan 1% van het nationaal inkomen, zijnde het tekort dat wij nalieten in 1999. De nationale gemeenschap torst nog de last van een veel te hoge openbare schuld, zeker in het kader van de schok van de vergrijzing.

Deze doelstelling moet boven kleine politieke berekeningen staan, waar men aan elk van de regeringspartners toelaat te "scoren" - nog zo een belachelijk woord - met geld van de belastingbetaler. Dit geldt des te meer wanneer het gaat om grote bedragen van boven de 70 miljard frank. Mijnheer de minister van Begroting, u herinnert zich net als ik de discussies vorig jaar. Toen ging het over een bedrag van 5 miljard frank.

De burgerdemocratie en de actieve welvaartsstaat mogen geen ideologische verpakking zijn om soms impopulaire maatregelen te vermijden. Ik vrees dat dit ook het geval zal zijn voor dat andere voorspelbare toekomstprobleem, namelijk dat van de files en de mobiliteit. De vorige regering was van plan dit vraagstuk met dezelfde energie aan te pakken als het budgettaire probleem. Het is nu al een gemiste kans. Moeilijke maatregelen neemt men immers bij het begin van de legislatuur.

De actieve welvaartsstaat bestaat reeds, maar is onvoldoende uitgebouwd. Ze moet echter niet alleen economisch worden ondersteund. Er staan ons uiterst zorgelijke ontwikkelingen op het niet-materiële vlak te wachten. Er is vooreerst de niet aflatende arbeids- en prestatiedruk, die een toenemend aantal mensen onderuit haalt. Dit is zeker het geval wanneer hiermee familiale problemen samengaan, zoals het in stijgende mate het geval is.

Werktijdverkorting verheft het probleem in de plaats van het te verzachten. Stress is een maatschappelijk en binnenkort economisch probleem van eerste orde. De socialemarkteconomie moet ook menselijk blijven te midden van de globalisering van de wereldeconomie. Verder volgens is er de vereenzaming van zowel de jonge als de oude generatie. Het is de grond van veel verslavingen en dramatische daden. De vereenzaming ontnemt mensen de hoop, zonder dewelke er geen vitale samenleving is.

Ten slotte is er een sterke toename van geweld en agressiviteit, zowel op straat, als op de baan, thuis, op school, tegen zichzelf en tegen anderen. Ik verwijs hierbij naar de tragedie van de gezinsmoorden. Onze welvaartsstaat moet ook deze nieuwe factoren integreren in het toekomstproject. Indien dit niet gebeurt, bestaat het gevaar dat de samenleving van binnenuit wordt aange-

Herman Van Rompuy

vreten en vroeg of laat implodeert. Dit is niet enkel een zaak van de politiek maar van de civiele maatschappij in haar geheel. Het gaat niet alleen om een zaak van rechten, maar van plichten van elke persoon en van elk gezin. Het is niet uitsluitend een zaak van macrosolidariteit van de overheid en de belastingbetaler, maar van microsolidariteit van het voluntariaat.

Het gaat hierbij om het afscheid van de ik-cultus en de overgang naar een wij-gevoel van samenhangende gezinnen en groepen. Het is dus goed mogelijk dat degenen die vandaag zoveel te laat de socialemarkteconomie ontdekken, opnieuw een oorlog achterliggen door die nieuwe, niet-materiële ontwikkelingen niet te zien. Van onze kant zullen we daarvan de kern maken van een nieuw project voor de samenleving op - letterlijk - de vooravond van de 21ste eeuw.

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : Monsieur le président, messieurs les ministres, chers collègues, le budget constitue, par définition, le geste politique fondamental d'un gouvernement, par lequel ce dernier annonce, pour l'année suivante, les recettes qu'il escompte, les engagements qu'il envisage de prendre, les axes de sa politique, les décisions, les modifications, les mutations, bref l'essence même de la vie politique du gouvernement fédéral.

En conséquence, il apparaît tout à fait légitime de l'examiner avec soin.

L'examiner d'abord à la lumière du contexte macro-économique dans lequel ce budget se présente.

L'examiner ensuite à la lumière des déclarations gouvernementales successives qui ont organisé la majorité en place. L'examiner enfin - et cela n'est pas sans importance - au regard des promesses électorales qui ont été formulées par les partenaires engagés aujourd'hui au sein d'une coalition. A ces trois perspectives qu'il faut adopter pour évaluer ce budget, je ne peux évidemment pas manquer d'ajouter - en ce qui nous concerne - la nécessité de percevoir ce nouveau budget au regard des initiatives et des décisions prises auparavant et qui pourraient ou ne pourraient pas être poursuivies par la nouvelle majorité.

Partant, à la lumière du contexte macro-économique actuel, je pense - et c'est là le premier élément de ma préoccupation en ce sujet -, qu'il est utile de rappeler - même si cela apparaît peut-être de manière moins intense dans les documents qui nous ont été soumis - combien le nouveau gouvernement bénéficie d'un contexte macro-économique exceptionnellement favorable.

Ainsi, du point de vue de la demande globale, l'Europe est en passe de connaître une situation qu'elle n'avait plus vécue depuis près de vingt ans : les déficits publics

sont faibles; les taux d'intérêts sont faibles, le taux d'inflation reste sous contrôle pour ainsi dire partout. Tout est donc en place afin de permettre à la politique macro-économique de se révéler favorable à la croissance et à l'emploi, pour autant évidemment que soit maintenu le cap des réformes structurelles, lesquelles ont déjà permis aux pays européens de redevenir compétitifs sur la scène internationale, après de gros efforts certes. Les observations actuellement disponibles et les indicateurs conjoncturels avancés semblent tous confirmer le scénario d'un dynamisme retrouvé par l'économie européenne.

Certes, le retour de la croissance en Europe nous avait déjà été annoncé pour cette année; mais l'on sait qu'il a accusé quelque retard en raison du climat d'incertitude qui a caractérisé l'économie mondiale en 1999. A la faveur de l'amélioration de l'environnement économique mondial et de la bonne tenue des indicateurs de la zone EURO, les instituts de conjoncture ont tous revu à la hausse leurs chiffres relatifs à la croissance européenne - ce qui du reste n'enlève pas les risques, évoqués par le collègue Van Rompuy, d'un changement d'attitudes dans des délais peut-être parfois plus brefs que ce que l'on pourrait espérer.

Il n'empêche, selon la Commission européenne, la croissance devrait atteindre 2,1% en 1999 dans la zone EURO et se maintenir à 2,9% en 2000 et en 2001.

Par ailleurs, étant donné que l'inflation, en dépit de la hausse des prix du pétrole, ne devrait pas dépasser le seuil des 2%, la Commission européenne s'attend à d'importantes créations d'emplois dans l'Union européenne, lesquelles devraient permettre de faire passer le taux de chômage de 9,2% en 1999 à 8,6% en 2000, et même à 8% en 2001. Ce climat favorable vaut bien sûr également pour la Belgique, d'autant plus que notre économie, largement spécialisée dans le secteur des produits semi-finis et des biens d'équipement, a tendance à réagir plus vite que les autres à toute amorce de relance conjoncturelle en Europe. Ainsi, la croissance du PIB belge a, elle aussi, été revue fortement à la hausse pour 1999, tandis que les chiffres annoncés pour l'année prochaine sont franchement euphoriques chez certains instituts. A cet égard, l'on pourrait citer, à titre d'exemple, les dernières prévisions avancées par le service d'études économiques de la banque FORTIS, qui font état d'un taux de croissance de 3,2% en l'an 2000 et de 2,7% l'année suivante. Si l'économie belge se porte bien, si elle va se mettre à tourner à plein régime, elle le devra principalement à trois facteurs : la demande intérieure, les exportations et les investissements des entreprises. Pour chacun de ces trois facteurs, l'on peut démontrer en quoi cette perspective est optimiste.

Si j'ai insisté sur ce contexte macro-économique favorable, c'était dans le but de me permettre d'avancer maintenant ma seconde réflexion : ces bons résultats ne sont

Jean-Pol Poncelet

pas le fruit du hasard; ils sont le fait d'une politique qui n'est évidemment pas celle de la coalition arc-en-ciel, mais bien celle des majorités qui l'ont précédée. Si, après une période de plus de dix ans, la conjoncture s'est améliorée, si notre pays se trouve aujourd'hui dans la capacité d'en tirer pleinement le profit, tant au plan international qu'au plan européen, c'est grâce à la politique de redressement volontariste qui fut menée pendant plus de dix ans par la coalition rouge-romaine et qui a permis d'ailleurs à la Belgique d'accéder à la monnaie unique.

Nous avons, à l'époque, accepté les perspectives de la Commission et le plan de convergence. Pouvaient participer à la zone euro les pays qui avaient démontré une véritable maîtrise de leur variables économiques nominales, les prix, l'intérêt, les taux de change, les critères budgétaires.

Les efforts que la Belgique a consentis pour respecter ces critères de convergence européens furent importants, très importants même pour nos citoyens. Mais ils correspondaient également à une nécessité, dans la mesure où notre pays ne pouvait plus continuer à reporter sans cesse sur les générations futures la facture des dépenses excessives de l'autorité publique. En une décennie, non seulement les finances publiques ont été profondément assainies mais, en plus, l'ensemble des indicateurs macroéconomiques de la Belgique ont connu une amélioration remarquable.

On pourrait citer le taux de l'inflation et son évolution au cours des dix dernières années : de 1,6 à 0,9 entre 1987 et 1998; le déficit public : de -7,6 à -1,3% du PIB. On pourrait parler du surplus primaire. On pourrait même parler de la diminution de la pression fiscale et parafiscale : de 46,2 à 45,7% au cours de la même décennie. Le taux d'investissement s'est amélioré.

Bref, la politique menée par les majorités précédentes ont permis d'améliorer sensiblement la situation et, singulièrement aussi, celle du marché du travail. Mon collègue Van Rompuy a cité quelques chiffres sur l'évolution de l'emploi au cours de la même période. Notre pays a donc réussi à rattraper largement son retard, au cours des dernières années.

Cela m'amène à formuler, du point de vue macroéconomique, un certain nombre de commentaires, voire des questions ou des critiques sur les propositions qui nous sont faites.

La bonne santé économique dont la Belgique jouit actuellement est en partie, avec la conjoncture, le fruit du travail d'assainissement des finances publiques et de restauration de la situation compétitive, qui a été mené au cours de plus d'une décennie par les coalitions précédentes. Grâce aux efforts accomplis, le nouveau gouvernement a l'occasion de disposer, pour la première

fois depuis longtemps, de marges de manoeuvre importantes lors de la composition de son budget. Ces marges s'élèvent en tout cas à environ 16 milliards de francs pour l'année 2000, montant qui pourra atteindre des dizaines de milliards de francs à la fin de la législature, selon les estimations du Bureau du Plan.

On ne peut interpréter l'apparition de ces nouvelles marges que comme un hommage aux gouvernements précédents dont le travail opiniâtre les a rendues possibles. C'est la croissance continue de l'emploi qui assure la croissance des recettes fiscales et des cotisations de sécurité sociale.

En dépit du contexte favorable, les orientations budgétaires imprimées par le nouveau gouvernement appellent toutefois un certain nombre de réflexions. J'en évoquerai cinq.

La première est une question : Le gouvernement n'a-t-il pas cédé à la tentation de pratiquer une politique procyclique ? En réduisant le rythme de l'assainissement et en décidant de s'écarter de l'application orthodoxe du pacte de stabilité et de croissance européen, le gouvernement arc-en-ciel a choisi de ne pas tirer profit de la période de haute conjoncture pour réduire au maximum le niveau de l'endettement public. Techniquement, en période de haute conjoncture, quand le taux de croissance selon le pacte de stabilité est compris entre 2,3 et 2,7%, le pacte de stabilité prévoit qu'un tiers de l'amélioration conjoncturelle soit affecté à une augmentation du surplus primaire et, au-delà des 2,7%, c'est même toute l'amélioration conjoncturelle qui doit être affectée à l'amélioration du surplus primaire.

Dans une application réellement orthodoxe du pacte de stabilité, le gouvernement aurait dû retenir une norme de surplus primaire de 6,2 et non 6% du PIB, ce qui représente une différence de près de 20 milliards de francs.

En choisissant de consacrer en dépenses la totalité des marges nouvelles disponibles, le gouvernement se prive de toute possibilité de disposer de stabilisateurs automatiques en cas de revirement de la conjoncture. Notre collègue a rappelé lui-même, il y a quelques instants, comment en un délai relativement rapproché un tel revirement de la conjoncture est parfois possible.

Deuxième remarque - ou deuxième question - : il s'agit, de notre point de vue, d'une conception bien légère du principe de précaution. En privilégiant ses besoins immédiats, le gouvernement n'oublie-t-il pas que son rôle consiste également à se projeter dans le temps ? Ne doit-il pas dès lors anticiper dès aujourd'hui pour être en mesure de répondre efficacement aux défis de demain comme par exemple celui du vieillissement de la population ?

Jean-Pol Poncelet

En choisissant à la fois de ralentir le rythme de l'assainissement budgétaire et de consacrer la totalité des moyens nouveaux à des dépenses structurelles, sans prendre la peine de constituer une réserve démographique, le gouvernement a choisi de faire la sourde oreille à la prise en compte du vieillissement annoncé et inéluctable de la population. C'est d'autant plus inquiétant qu'on sait aujourd'hui qu'il existera un décalage dans le temps entre l'apparition des marges de manoeuvre budgétaires, qui vont croître si les espoirs de conjoncture que j'annonce se réalisent, et la charge du vieillissement de la population sur la sécurité sociale, qui ira crescendo de 2010 à 2025. En "oubliant" de mettre sur pied une réserve démographique en profitant aujourd'hui de la conjoncture, la coalition démontre qu'elle ne se soucie guère de l'avenir du paiement des pensions.

Troisième question : qu'en est-il de l'allocation des dépenses ? L'analyse systématique du budget des dépenses de la nouvelle majorité appelle deux constats. Le premier - agréable à notre point de vue - est celui d'une incontestable continuité par rapport à la politique menée par la majorité précédente. Le deuxième - qui nous paraît tout aussi limpide mais moins agréable - est celui d'une main-mise libérale dans l'affectation des nouvelles marges de manoeuvre.

La continuité n'est pas contestable. Le budget rend hommage aux principaux choix politiques du gouvernement précédent. On poursuit la réduction des charges sociales. On lutte contre les pièges à l'emploi par le relèvement du salaire minimum. On encourage financièrement la réduction du temps de travail. On procède à l'activation des allocations de chômage et au relèvement des pensions les plus basses.

Par contre, la plus grande partie des marges de manoeuvre sont octroyées aux entreprises alors que de nombreux besoins sociaux restent criants. Ainsi apparaît au grand jour cette main-mise sur un gouvernement au sein duquel socialistes et écologistes semblent avoir abdiqué leurs préoccupations sociales. Le gouvernement précédent avait déjà décidé d'octroyer d'importantes réductions de charges sociales aux entreprises (18 milliards de francs). On gonfle aujourd'hui ce montant de 24 milliards de francs supplémentaires sans les assortir d'aucune obligation ni contrepartie en matière de formation ou d'embauche.

Dans le domaine social, le gouvernement se limite à prendre des mesures favorables aux petits pensionnés, aux salariés du bas de l'échelle, aux malades chroniques, mais renonce à rencontrer d'autres besoins tout aussi importants et davantage prioritaires, comme par exemple le relèvement du minimex. Une étude récente, publiée par le "Cahier de la médiation des dettes" en juin de cette année, indique que le minimex ne couvre plus l'entièreté des besoins de base des allocataires sociaux.

Par ailleurs, nous cherchons toujours un réinvestissement significatif dans le domaine de la Justice. Nous cherchons toujours également un réinvestissement significatif de l'Etat dans la SNCB.

La quatrième caractéristique est évidemment, à la suite des accords de ces derniers jours, le retour des "jeux de gaufrier" et des compromis réalisés sur le dos de l'Etat fédéral. Alors que la majorité s'était engagée à faire souffler un vent nouveau sur les relations communautaires et à éviter de nouer des compromis boiteux, la renégociation de la clé de dotation du financement de l'enseignement a provoqué l'effet inverse. Certes, un accord a été acquis, mais à quel prix ? En s'écartant du principe inscrit dans la loi de financement -c'est-à-dire répartir différemment le montant actuel de la dotation TVA-, en mêlant la politique de l'emploi et le financement des étudiants étrangers, la coalition a démontré son incapacité à faire de la politique autrement. Elle a surtout renoué avec cette habitude qui consiste à faire systématiquement payer le niveau fédéral pour arriver à un accord communautaire.

En effet, pour éviter à la Communauté flamande de perdre le moindre franc, ce n'est pas moins de 3,5 milliards de francs que l'accord de la Saint-Eloi coûtera à l'Etat fédéral.

Ce qui m'amène à mon dernier commentaire : les conséquences de cet accord, c'est le doigt dans l'engrenage confédéral; je l'ai déjà évoqué lors de la discussion de l'accord. En effet, un autre volet de cet accord mérite une lecture attentive : il traite de l'autonomie fiscale. A cet égard, les partis francophones de la majorité, contrairement aux discours préélectorales sur la fermeté francophone, ont incontestablement mis le doigt dans un engrenage dangereux qui pourrait rapidement mener le pays au confédéralisme. En effet, le gouvernement flamand est autorisé à octroyer une réduction linéaire forfaitaire à l'impôt des personnes physiques pour un montant de 3,2 milliards de francs.

En outre, en agissant de cette manière, les partis francophones affirment être restés dans le cadre des dispositions inscrites dans la loi spéciale de financement. Rien n'est plus faux : les francophones ont accepté le principe d'une réduction forfaitaire, alors que la loi spéciale de financement n'autorise que des pourcentages, c'est-à-dire des soustractions ou des additions. De cette manière, on permet de facto à la Région flamande de modifier l'échelle de productivité de l'impôt, certes modestement au début vu l'ampleur du montant actuel et plus largement ensuite, car on sait que les marges disponibles dans le budget flamand iront en crescendo. Or, la détermination de la progressivité de l'impôt relève incontestablement de la fonction redistributrice de l'Etat qui est et doit rester une compétence fédérale.

Jean-Pol Poncelet

Par ailleurs, dans l'accord de la Saint-Eloi, les partis francophones de la majorité ont accepté, sous la pression du Nord du pays qui revendique l'autonomie fiscale, de reconnaître la nécessité de revoir à plus ou moins brève échéance la loi spéciale de financement. J'avoue qu'il y a là du brouillard puisque les uns et les autres, tout en disant qu'ils sont prêts à le faire, contestent le caractère transitoire ou temporaire des dispositions qui auraient été prises à ce jour.

Or, le transfert aux régions de compétences trop importantes en matière d'imposition risque d'entraîner à terme la dislocation progressive des compétences fédérales, à commencer évidemment par la sécurité sociale dont on ne voit pas très bien comment elle pourrait être maintenue à un niveau centralisé dans un système où son financement serait assuré différemment selon les régions. Comme l'autonomie fiscale entraîne inévitablement la diversité des taux d'imposition, elle implique la concurrence fiscale avec toutes ses conséquences sur la localisation des bases taxables, que ce soient les entreprises ou les contribuables. La compétition fiscale est, par principe, dommageable dans la mesure où elle condamnerait la région la plus pauvre du pays - on la connaît - soit à voir fondre sa base taxable soit à aligner, au prix de sacrifices sociaux, y compris la réduction des dépenses, le niveau de sa fiscalité sur celle de la région la plus riche. Où reste la solidarité ?

L'autonomie fiscale a de plus d'autres effets pervers. La fiscalité constitue une partie importante de la structure des prix et des coûts de production. Donc toute différenciation trop marquée des taux d'imposition pourrait entraîner des différences de taux de rentabilité des entreprises qui se répercuteront sur les prix et les coûts salariaux.

Encourager à ce point les différences, c'est préparer le terrain d'une différenciation salariale entre les régions qui mettrait à mal le modèle belge des conventions de travail. Accepter le principe de l'autonomie fiscale revient donc à mettre le doigt dans un engrenage confédéral avec comme conséquence de briser la solidarité interpersonnelle existant entre tous les citoyens de notre pays. C'est d'autant plus incompréhensible de la part des partis francophones de la majorité que la Wallonie n'est évidemment pas en suffisamment bonnes conditions économiques que pour pouvoir supporter les effets négatifs de cette concurrence fiscale.

Monsieur le président, avant de conclure, j'en arrive à quelques points plus précis qui correspondent à certaines de nos préoccupations.

M. Didier Reynders, ministre : Monsieur le président, chers collègues, je souhaitais laisser se poursuivre le raisonnement sur l'autonomie fiscale. C'est un débat que

nous avons failli mener en commission, mais il n'a pas eu lieu puisque le problème n'a pas été soulevé en commission à propos du budget; je suis heureux qu'il ait lieu en séance plénière.

Trois éléments à soulever concernant l'accord de la Saint-Eloi. D'abord, il n'y a pas formellement d'accord à demander au fédéral en matière de remise d'impôt, en ce sens que la loi spéciale - que ni moi ni ma formation politique n'avons négociée ou votée à l'époque - demande simplement une concertation avec le fédéral. Dès lors, le fédéral émet les remarques qu'il souhaite formuler, mais les régions avancent dans le cadre défini dans la loi.

Le gouvernement n'a donc pas à donner son accord mais une concertation devra être menée. Elle aura lieu d'ailleurs lorsqu'un projet de décret interviendra dans une région; je pense, par exemple, au budget 2000 de la Région flamande.

Vous avez évoqué l'idée d'additionnels - vous avez raison - et de soustractionnels en pourcentages. C'est une erreur que l'on commet souvent : la loi spéciale ne parle pas de soustractionnels, mais de remises d'impôt. Il s'agit d'un autre mécanisme que celui existant effectivement dans les communes pour les additionnels mais qui n'existe nulle part en termes de soustractionnels. On a repris cette terminologie d'"af centiemmen" ou de soustractionnels mais, si je regarde le texte de la loi, on y parle de "kortingen", de remises. On connaît la technique des remises qui peut intervenir soit à travers des pourcentages, soit à travers des montants. On a simplement demandé des remises d'impôts forfaitaires et linéaires. Vous savez qu'il y avait un débat sur la remise d'impôt éventuelle, exclusivement sur certaines catégories de revenus, les revenus du travail et, en particulier, sur les plus bas revenus. C'est évidemment impossible à réaliser dans le cadre de la loi spéciale, d'où l'idée de la remise linéaire et forfaitaire.

Dernière remarque en ce qui concerne toutes les conséquences que l'on peut en tirer sur une éventuelle dérive vers un confédéralisme. 3 milliards 200 millions de remises sur un peu plus de 1000 milliards de prélèvements d'impôts des personnes physiques, dans un premier temps en tout cas, ne mettront pas en péril l'union économique et monétaire. C'est un débat plus que marginal et le gouvernement l'a confirmé. En comparaison, cette mesure est beaucoup plus faible que les différences existant au niveau des additionnels communaux, parfois même à l'intérieur d'une même province ou d'un même arrondissement. Il faut en être conscient. Maintenant, je comprends vos remarques et vos inquiétudes pour l'avenir et elles pourraient être exprimées au sein du futur débat de la conférence intergouvernementale et interparlementaire. Mais c'est un débat dans lequel interviendront toutes les formations politiques. Je

Didier Reynders

vous confirme que si je suis invité à ce débat sur l'évolution de la situation fiscale en qualité de ministre des Finances, j'y participerai bien volontiers. Pour l'instant, nous nous en sommes tenus aux termes de la loi qui prévoit une concertation et qui autorise une région à décider de remises d'impôts, de "kortingen" sans autre forme de procès.

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : Monsieur le président, monsieur le ministre m'a bien compris et il n'a pas laissé entendre que j'annonçais la fin de l'Etat parce qu'on allait procéder à une remise d'impôts de 3,2 milliards. Ce que je dénonce, c'est le mécanisme dans lequel on est entré pour la première fois. C'est vrai que c'est l'application de la loi de financement et que, pour la première fois, les francophones ont accepté le principe de la concertation. Pour la première fois aussi, on a indiqué un montant de réduction. J'ai toujours beaucoup de peine à comprendre mais je ne suis peut-être pas doué : en quoi tout cela peut-il correspondre à une réduction linéaire et forfaitaire de l'impôt qui n'ait pas les conséquences que j'ai annoncées tout à l'heure ? Les marges de manoeuvre dont on vient de parler sont évidentes et nous reparlerons à bref délai de ces 3,2 milliards de francs. Nous verrons que cette somme sera le prélude à un montant beaucoup plus important qui, inévitablement, conduira notre partenaire flamand à demander une adaptation non pas seulement des barèmes mais du précompte professionnel. La suite de cela, ce sera une cotisation différente sur le plan des charges sociales et le mécanisme est en cours ! A ce moment-là, vous nous direz que ce n'est pas de votre faute, que vous n'aviez accepté que 3,2 milliards de francs. Nous pouvons prendre date et nous verrons les conséquences du mécanisme qui a été accepté aujourd'hui par les partis francophones, tout cela pour ajouter moins de 1% au budget de la Communauté française et encore, pour une période transitoire et déterminée que les partis flamands ont déjà décidé d'interrompre l'année prochaine.

Je voudrais conclure à propos de sujets plus précis; je pense notamment aux propositions du ministre des Finances sur la réforme fiscale. A plusieurs reprises en commission et dans la presse, le ministre a annoncé les grands principes, si j'ose dire la "philosophie" de la réforme fiscale : l'augmentation du revenu minimum imposable, la réorganisation des barèmes, la neutralité par rapport aux choix de vie - mon collègue Van Rompuy vient de faire une remarque sur ce sujet - et le principe des déductibilités. Je ne trouve cependant pas trace, dans ces suggestions, des influences de nos amis les écologistes qui, depuis des mois, nous expliquent que la fiscalité doit aussi être un outil fondamental de la politique environnementale et, singulièrement, de la mobilité.

Je constate que la vice-première ministre continue de prétendre que la marque des écologistes est frappante dans ce gouvernement. Mais, jusqu'à présent, les déclara-

tions du gouvernement ne prévoient pas la mise en place de leviers fiscaux en matière de mobilité, problème que vous considérez pourtant comme étant essentiel. Or, au-delà de l'impôt des personnes physiques, le projet de loi fiscale que nous venons d'adopter ne contient aucune mesure en matière de mobilité. C'était pourtant l'occasion de prendre un premier train de mesures en la matière. Je suis en effet convaincu que la fiscalité constitue un outil essentiel de la politique environnementale, notamment celle de la mobilité. Mais peut-être attendez-vous la fin de la législature pour les proposer à vos électeurs ? Au cours des débats structurels des prochains jours, nous allons d'ailleurs, monsieur le président, revenir sur ce problème du transport et de la mobilité pour voir en quoi la politique budgétaire du gouvernement actuel contient des germes concrets de nouvelle politique dans ce domaine.

Au-delà de la réforme fiscale, il y a la modernisation du ministère des Finances. Dans ce chapitre est abordée la réforme de la procédure fiscale. Elle est présentée comme une nouvelle modernisation. Votre prédécesseur en était pourtant déjà à la base. Je suppose donc que vous vous en partagez la paternité. La loi de réforme de la procédure fiscale est entrée en vigueur en avril 1999. Il est possible que l'information soit contenue dans le rapport, mais pourriez-vous nous préciser combien de réclamations ont été traitées par l'administration depuis l'entrée en vigueur de cette nouvelle réforme de la procédure fiscale ? Quelles mesures ont été prises pour résorber le contentieux antérieur à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions ? Sur le plan de la justice, quelles décisions a-t-on prises pour rencontrer la carence en magistrats spécialisés en matière fiscale ? Y a-t-il une collaboration prévue en termes budgétaires entre le ministre de la Justice et le ministre des Finances à ce sujet ?

Le troisième point que je souhaitais aborder concerne les conséquences du projet de loi contenant les dispositions fiscales, projet de loi qui est devenu une loi depuis le vote intervenu dans cette Assemblée. J'ai noté avec intérêt que vous avez modifié quelque peu votre position à l'égard de la réindexation des barèmes fiscaux. Vous vous l'étiez d'abord appropriée totalement, mais par la suite, vous avez concédé qu'une grande partie de la mesure avait été prise par le gouvernement précédent. Cela vous honore de reconnaître les mérites des uns et des autres dans une politique telle que celle-là.

Par contre, j'attends votre confirmation d'une réduction du taux de la TVA dans le secteur de la construction. Au cours des travaux en commission des Finances, vous vous êtes déclaré ouvert à l'organisation d'un débat. Vous avez proposé de demander au service d'Etudes et de Documentation de votre ministère de réaliser une nouvelle estimation de l'impact budgétaire qu'entraînerait

Jean-Pol Poncelet

une réduction de la TVA lors de la construction de nouveaux logements. Je vous rappelle que nous souhaitons ce débat et que nous y participerons dès que vous nous aurez donné les éléments de discussion.

J'en arrive à un sujet plus délicat, à savoir les distorsions que nous continuons à constater entre le budget fédéral et le budget de la région bruxelloise. A l'article 14 du projet de loi concernant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2000, un montant de 35 milliards 256,7 millions est inscrit au titre de la partie attribuée de l'impôt des personnes physiques pour la région bruxelloise. Or, le budget de la région bruxelloise prévoit, à la même rubrique, 36,7 milliards, c'est-à-dire 1,4 milliard de plus. La question est donc de savoir comment expliquer cette incohérence entre le budget fédéral et le budget régional. Est-ce la Région qui surestime ses recettes ou le gouvernement fédéral qui sous-estime les montants qu'il est tenu de ristourner à la Région ? A moins que le partage du fédéral vers le régional ne suscite une espèce de génération spontanée, mais j'avoue que c'est l'hypothèse que je retiendrais le moins facilement. La question a été abordée lors du débat budgétaire à la Région bruxelloise. Je ne vous donnerai pas le détail des réponses qui ont été fournies, mais la ministre du Budget de la région bruxelloise a semblé trouver cette différence normale. Selon elle, il s'agirait d'un geste politique de la région bruxelloise qui augmenterait unilatéralement le montant de ses recettes d'1,6 milliard. Cela ne correspond pas au montant inscrit dans le budget des Voies et Moyens que nous allons approuver.

J'aimerais vraiment pouvoir mieux comprendre ce qu'il en est exactement de l'inscription budgétaire en faveur de la Région bruxelloise.

En commission des Finances, vous avez confirmé le principe selon lequel les ventes d'actifs seraient affectées au remboursement de la dette. Par contre, dans une interview parue ce week-end, en citant Belgacom, la Loterie nationale ou la participation de l'Etat dans la Sabena, (objectivement des actifs que l'Etat pourrait céder), vous dites : "Deux éléments peuvent être mis en parallèle : l'utilisation de la cession pour réduire l'endettement de la Belgique et le positionnement de l'entreprise sur le marché européen, voire mondial. Il faudra encore analyser les répercussions pour les consommateurs, mais il est clair que plus tôt ces cessions d'actifs interviendront, plus vite cela aura un impact sur les finances de l'Etat. Ces opérations ont donc un triple but : renforcer la structure de certaines entreprises, diminuer l'endettement du pays" - il me semblait que c'était la règle - "à travers le budget, financer d'autres politiques indispensables : emploi, justice, réforme fiscale."

Je ne doute pas que vous nous expliquerez en quoi il est possible de concilier les exigences du pacte de stabilité avec cette éventuelle triple affectation de cessions d'actifs.

M. Didier Reynders, ministre : Monsieur Poncelet, je voudrais d'emblée vous rassurer sur ce dernier point. Le système est assez simple. Tant le principe que la règle sans exception consistent à utiliser le produit de la cession d'actifs pour la diminution de l'endettement, laquelle a évidemment un impact sur le budget. A terme, cela entraîne une réduction des charges d'intérêts et d'amortissements.

C'est ce qui libère - c'est la troisième possibilité que j'ai évoquée - des moyens financiers nouveaux pour l'emploi, la justice, la police ou d'autres éléments. En diminuant l'endettement, on diminue évidemment aussi la charge de l'endettement dans le budget. Ce faisant, nous disposerons d'une marge de manoeuvre supplémentaire.

Quant au positionnement de l'entreprise, notamment sur le plan européen, il vise non pas l'utilisation du produit de la cession d'actifs - ce produit sera effectivement destiné à la diminution de l'endettement - mais le choix du partenaire et du moment le plus propice à l'opération. Certes, plus rapide sera l'opération et plus profitable ce sera pour l'endettement et pour la libération des moyens budgétaires. Cependant, si je ne suis pas particulièrement pressé, c'est parce que je souhaite que la cession d'actifs des participations et entreprises publiques se déroule au mieux des intérêts et de l'avenir de l'entreprise elle-même. Donc, il n'y a aucune contradiction. Tout ira à la diminution de l'endettement, ce qui libérera bien entendu des moyens dans le budget par diminution des charges d'intérêts et d'amortissements. Cela devra se faire au moment et avec le partenaire choisis au mieux des intérêts et de l'avenir de l'entreprise.

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : Monsieur le ministre, cette réponse nous ramène à une discussion que nous avons déjà eue dans d'autres circonstances. Je pense qu'il faut avoir la correction de donner aux choses leur dimension réelle. Il est évident que l'économie éventuelle d'intérêts de la dette publique, due au remboursement par la cession d'actifs est évidemment de deux ou trois ordres de grandeur réduits par rapport au montant de l'enveloppe lui-même. Cela ne permettra évidemment pas de nouvelles politiques, car il ne s'agira que d'un petit supplément de l'ordre de quelques pourcents.

M. Didier Reynders, ministre : C'est de l'ordre de quelques pourcents, mais, par exemple, si vous organisez une ou plusieurs cessions d'actifs de l'ordre de cent ou deux cents milliards, les moyens libérés le sont à concurrence de 5 à 10 milliards de francs. Dans un budget annuel, ces moyens ne sont pas négligeables, lorsqu'il s'agit de lancer des politiques d'emploi-jeunes, des renforcements des moyens de la justice ou de la police. Mais, c'est à cette aune-là qu'il convient de mesurer l'impact budgétaire.

Didier Reynders

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : Il faudra également la mesurer à l'aune de l'accord et de l'enthousiasme de vos partenaires pour céder deux cents milliards d'actifs de l'Etat pour ce genre de mesures. Je me réjouis d'attendre les conclusions d'un tel débat au sein du gouvernement.

En conclusion, le gouvernement a connu trois phases. La première, à l'exception des déclarations gouvernementales du 14 juillet 1999, "la Voie vers le XXI^e siècle" et du 12 octobre 1999, "changer de cap", qui se voulaient "volontaristes et innovantes", nous pourrions la qualifier de peu active et surtout, de chaotique. Effets d'annonce répétés, initiatives individuelles et tiraillements peuvent la résumer. Je ne rappellerai pas les aléas de certaines initiatives prises par des ministres sur le plan individuel.

En seconde période, à la rentrée d'octobre, nous avons vécu ce qu'on pourrait appeler une accalmie, avec la mise en place de la conférence interparlementaire et interministérielle pour le renouveau institutionnel, dont les caractéristiques, à ce jour, sont impréparation et absence de décision sur le fond.

Puis il y a eu le dépôt du budget 2000, dont les notes de politique générale de chaque département ont d'ailleurs bien tardé à venir. En effet, celle du département des Affaires étrangères nous est parvenue la veille de la discussion. Mais le ministre n'avait sans doute pas eu le temps de la préparer.

La troisième période, qui se situe après la mi-novembre, peut être qualifiée de précipitation. En l'ajoutant à quelques contradictions spectaculaires, la précipitation s'est manifestée par le dépôt de projets de loi qui, tous, ont requis l'urgence.

Dans le document de politique générale que vous nous soumettez, vous dites - et je cite - : "Le budget 2000 tel qu'il est présenté n'est plus une fin en soi. Ce budget est un instrument politique et est par conséquent la traduction d'un projet ambitieux."

Monsieur le président, je pense en effet que les propositions sont à la mesure des ambitions. Elles sont diluées dans les compromis réducteurs qui sont l'essence même de cette majorité hétéroclite.

De heer **Alfons Borginon (VU&ID) :** Mijnheer de voorzitter, heren ministers, collega's, soms worden de begrotingsdebatten zowel hier als in de commissies verward met een discussie tussen Romeinse auguren over de richting van de winden en de omvang van de neerslag en dus over de te verwachten opbrengst van de akker. Als ik vaststel dat gerenommeerde conjunctuurvoorspellers zoals de diverse banken en internationale economische instellingen eigenlijk allemaal tot verschillende conclusies komen over te verwachten groei en rentevoeten en als ik bovendien vaststel dat eigenlijk nauwelijks iemand in dit huis ooit een discussie a poste-

riori voert over de vraag welke voorspelling er is uitgekomen en wat er fout was aan de andere voorspellingen, dan meen ik dat we allen nederig moeten zijn. De regering, noch de oppositie weet wat de toekomst op economisch vlak te bieden heeft. Onze rol in het parlement is dan ook niet om naast alle bestaande voorspellingen onze eigen voorspelling te formuleren. Wij hebben in feite twee taken.

Ten eerste, moeten wij toetsen of de regering zich met de keuze van de uitgangspunten die ze bij het opstellen van de begroting heeft gehanteerd, inschrijft in de bredere stroom van verwachtingen. Het gaat hier dus om een soort marginale toetsing van de criteria.

Ten tweede, moeten we erover waken dat de budgettaire doelstellingen worden gehaald, wat ook de uiteindelijke economische groei is. Desnoods moet dat met pijnlijke correcties gebeuren.

Het eerste is tot bewijs van het tegendeel een verworvenheid voor deze politieke generatie. Het tweede zal zich eerder voordoen tijdens het begrotingsjaar, met name naar aanleiding van de begrotingscontrole.

Mijn fractie is gewonnen voor een gezond begrotingsbeleid maar wenst nederig te zijn met betrekking tot de reële mogelijkheid van dit parlement om de toekomst te voorspellen. Ons debat moet zich toespitsen op de politieke keuzes die in de begroting worden gemaakt of juist niet worden gemaakt. Laat ik met het laatste beginnen.

Ondanks de paarsgroene coalitie die voor het eerst sedert decennia zonder christen-democraten regeert, blijft er veel meer beleid onaangeroerd dan er "snel en efficiënt" wordt veranderd. De regering Verhofstadt maakt rebus sic stantibus niet de keuze om stelselmatig overheidsdomeinen opnieuw te bekijken en te schuiven met de uitgaven. Integendeel, de minister van Begroting geeft zelf toe dat hij zich in essentie heeft gebaseerd op de bilaterale discussies tussen de vorige minister van Begroting en de vorige vakministers ter voorbereiding van de begroting voor 2000.

Eigenlijk zijn de uitgaven voor de sociale zekerheid door SP en PS sacrosanct verklaard, alle burgermanifesten en grote sociale plannen van de VLD ten spijt. In deze begroting werd niet geanticipeerd op een nieuwe regeling met betrekking tot fiscale autonomie voor de deelstaten. Zelfs de toepassing van het Sint-Elooisakkoord is nog niet in het budget verwerkt. Ook de bijdragen aan de Europese Unie blijven hoog omdat ze nooit in vraag werden gesteld. Zo kan men nog een tijdje doorgaan.

Natuurlijk vraag ik te veel van een nieuwe regering, maar misschien kan in een volgende begroting al wat meer fundamenteel worden gewerkt. Ik geef graag toe dat men in zes maanden de wereld niet kan veranderen. De

Didier Reynders

regering zal natuurlijk aanstippen dat de bijkomende uitgaven, de fiscale maatregelen en de bijkomende lastenverlaging in de sociale zekerheid wel degelijk omvangrijke maatregelen zijn. Tot op zekere hoogte is dat ook het geval. Ik betreur echter dat men bij het besturen van de Staat slechts wil zoeken naar besparingen als men krap bij kas zit. Eigenlijk zou de overheid permanent moeten nagaan of de bestaande uitgavenmechanismen wel de meest zinnige zijn. Denk maar aan de discussie die door de secretaris-generaal van het ministerie van Tewerkstelling onlangs nog werd aangekaart.

Wij moeten het debat in de juiste context plaatsen. Wij bespreken het topje van de ijsberg dat boven water steekt.

De ijsberg van de uitgaven blijft echter waar die altijd geweest is namelijk grotendeels onder water. Dit zijn mijn beschouwingen over de keuzes die niet werden gemaakt.

Ik kom nu tot de keuzes die wel werden gemaakt. Aan de inkomstzijde wordt er blijkbaar voor geopteerd geen nieuwe lastenverhogingen door te voeren, enkele fiscale verhogingsmechanismen uit het verleden langzaam ongedaan te maken, een aantal economisch geïnspireerde sectorale maatregelen te nemen en een paar snoepjes uit te delen. Deze discussie werd natuurlijk al gevoerd in het kader van de fiscale programmawet en ik veroorloof mij dan ook hier slechts enkele klemtonen te herhalen.

De VU&ID-fractie is voorstander van een terugkeer naar de normaliteit in de fiscaliteit. Het beste moment om dat te doen, volgens ons althans, is bij de grote belastinghervorming met op hetzelfde ogenblik het toekennen van een ruimere fiscale autonomie. De sectorale maatregelen zijn verdedigbaar, zowel wat de maritieme sectoren als de maatregelen inzake BTW-verlaging voor renovatie van woningen betreft. Wij zijn evenwel voorstander van een evaluatie van die maatregelen op termijn. Sectoren komen vaak met gerechtvaardigde vragen bij de politici. Zij gebruiken daarbij allerlei argumenten van economische en internationale aard om hun zaak te bepleiten. Wij mogen niet blind zijn voor hun gerechtvaardigde vragen, maar ook niet naïef. Ik nodig de minister uit om op tijd en stond al die sectorale maatregelen ook te evalueren.

Er zijn nog andere snoepjes, inzake de kinderopvang bij voorbeeld, maar die zijn te klein om een echte oplossing te bieden. Over het snoepje in verband met de naturalisatiewetgeving heb ik helemaal niets meer te zeggen, want daarover hebben wij het al uitvoerig gehad.

Samengevat blijven de fiscale maatregelen beperkt tot enkele miljarden frank vermindering, althans indien de fiscale minderinkomsten ingevolge de indexering niet worden meegerekend. Wat inkomsten betreft, kijken wij uit naar de reeds zo dikwijls aangekondigde grote belastinghervorming voor het parlementair jaar 2000-2001.

Ik kom thans bij de uitgaven. De belangrijkste wijziging daar is de daling van de intrestlasten, namelijk ongeveer 15,7 miljard frank, op de rijksschuld. Dit is ten minste de te verwachten daling van de betaalde rente. Op een schuld van zowat 10 025 miljard frank blijft iedere wijziging van de rentevoeten, hoe gering ook, een enorme invloed uitoefenen. Een wijziging van de gemiddelde rente op de uitstaande schuld van pakweg 0,15% doet deze minderuitgave van 15 miljard frank teniet. Ik weet wel dat de regering is uitgegaan van een zekere stijging van de rentevoeten, maar daarover gaat het niet. De essentie is dat de staatsschuld nog steeds hoog is en dat de kwetsbaarheid van de hele begroting voor wijzigingen in de rentestand, enorm blijft. Als deze regering er niet voor kiest om de betere conjunctuur aan te wenden om de schuld versneld af te bouwen, is deze keuze op zijn minst betwistbaar. Ik weet ook wel dat de snellere schuldafbouw moet worden afgewogen tegen de dringende noodzaak en het effect op lange termijn van bepaalde uitgaven. De uitgaven die door deze regering met een gewillig oog worden bekeken, vooral dan een aantal sociale uitgaven, overtuigen mij niet van hun investeringswaarde voor de toekomst, behalve dan misschien de uitgaven voor justitie en veiligheid. Transfers naar de gezinnen eerder verhogen en transfers van de gezinnen naar de staat eerder verlagen op een ogenblik dat wij nog altijd leven in een situatie van een arme staat met rijke burgers, zullen de gedroomde modelstaat België van Verhofstadt niet dichterbij brengen.

Hoe zat het overigens ook alweer met vermogensbelastingen en dergelijke? Persoonlijk vind ik dat eventuele bijkomende opbrengsten van een belasting op inkomen uit vermogen - als die er ooit komt - zou moeten bijdragen tot de versnelde afbouw van de schuld. Samen met de opbrengst van privatiseringen kan dit misschien voor enig soelaas op korte termijn zorgen.

De VU&ID-fractie is het fundamenteel eens met het principe dat de groei van de uitgaven voor autoriteitsdepartementen sneller verloopt dan bij de andere uitgavencategorieën.

De Staat heeft inderdaad jarenlang ingeteerd op haar eigen bestuurlijk apparaat. Dit kon niet blijven duren. De bevolking vraagt ons ook dat we meer middelen inzetten inzake justitie, politie en veiligheid. We zijn natuurlijk nog ver weg van de grote woorden van de minister van Justitie, die in allerlei interviews over een begrotingsstijging van 15 miljard sprak. Daarover bestaat in de regering, buiten de verhoging die voor dit jaar is gepland, geen enkele vorm van consensus. Uit het antwoord op verschillende vragen die tijdens de commissievergadering aan de minister van Begroting werden gesteld, is trouwens ook gebleken dat daarover eigenlijk geen afspraken zijn gemaakt. Bijgevolg zal minister

Didier Reynders

Verwilghen zijn uitspraken pas aan de waarheid getoetst zien wanneer volgend jaar de begroting wordt besproken. Wij zullen niet nalaten hem er dan aan te herinneren.

De stijging van de autoriteitsdepartementen wordt soms iets minder evident. Dit houdt ook in dat defensie wordt verlost van haar financieel keurslijf. Ik weet ook wel dat dit dossier niet ten eeuwigen dage kan worden ingeperkt, maar de essentie van onze boodschap is altijd geweest er eerst voor te zorgen dat de boel efficiënt georganiseerd is op Europees niveau. Pas dan kan worden nagegaan hoeveel wij moeten bijdragen aan die Europese defensie. Nu laat men gewoon het plafond voor uitgavenstijgingen binnen defensie vallen. Men gaat ergens geld inpompen zonder dat men eigenlijk weet waartoe het dient. Als ik collega Vanoost goed heb begrepen, bestaat er op dit vlak eigenlijk geen regeringsbeleid. In de tekst van zijn vraag staat dat men het daarover nog niet eens is en dat er op dat vlak geen regeringsmeerderheid bestaat. Wat een modelstaat waar men het zelfs nog niet eens geraakt over zijn kanonnenbeleid !

Of de verhoging van de begroting voor Ontwikkelingssamenwerking in de praktijk een verhoging zal blijken, is nog af te wachten. Ik heb nog nooit een minister van Ontwikkelingssamenwerking op voorhand horen verklaren dat hij zijn budget niet op zal krijgen. Meestal eindigt het echter zo. Ik hoop het tegendeel voor de heer Boutmans, maar het zal mij erg benieuwen.

De echte beleidsfout in deze begroting zit in de uitgaven voor de sociale zekerheid. Iedereen is voorstander van een goed sociaal vangnet. Niemand houdt ervan verworven rechten ter discussie te stellen, maar het is nu eenmaal onze taak als volksvertegenwoordiging om het totale kostenplaatje voor nu en voor de toekomst in de gaten te houden.

Wij stellen vast dat de federale uitgaven voor de sociale departementen met ongeveer 16,5 miljard frank stijgen. Dit is een stijging die drie keer sneller is dan de globale stijging van de federale uitgaven - 2,9% tegen 0,75%. Ook voor de som van alle overheden samen blijkt dat de sociale cel en de sociale zekerheid samen sneller stijgen dan het gemiddelde van de andere uitgaven - 1,9% tegen 1,2%. Dit is niet het gevolg van een serieuze hervorming van de sociale zekerheid, neen, dit is het gevolg van het heilig verklaren van de bestaande uitgavenmechanismen op het vlak van de sociale zekerheid. Dat is de prijs die Guy Verhofstadt moest betalen om SP en PS in de boot te trekken. Het gevolg ervan is dat de non-politiek van de vorige regering gewoon wordt voortgezet. Het trio Vandenbroucke, Aelvoet, Onkelinx is op dat vlak waarschijnlijk geen haar beter dan het trio de Galan, Colla, Smet. Dus stevenen wij met een sneltreinvaart recht op een betonnen muur af. 50% van de totale uitgaven van alle

overheden samen gaat naar de sociale sector. Iedereen weet dat de vergrijzing van de bevolking die uitgavenmassa alleen maar exponentieel zal doen toenemen. Op geen enkele wijze wordt hier het sociaal stelsel van de eenentwintigste eeuw uitgetekend. Dat is nu net het grote verschil met de paarse regering in Nederland, die daaraan wel aandacht schenkt en die een aantal heilige huisjes opnieuw durft te bekijken.

Ondanks alle sociale congressen van de VLD, ondanks tonnen studies die zijn geschreven over structurele hervormingen in de sociale zekerheidsstelsels, ondanks de ruime consensus in Vlaanderen rond het tweepijlersysteem, moeten wij vaststellen dat de regering hier gewoon een eskimobeleid voert. Ik bedoel daarmee het volgende : men heeft een dorp van iglo's en binnen de iglo's is het lekker warm, maar wie buiten de iglo's zit, blijft in de diepvrieskist van de regering zitten en als straks de dooi begint - de vergrijzing toeneemt - zit iedereen in het nat.

Collega's, wij denken niet dat structurele hervormingen per definitie minder geld kosten. Structurele hervormingen zullen evenwel de neveneffecten in de arbeidsmarkt wegwerken en meer echte sociale zekerheid bieden. Ze zullen allicht de Vlamingen ook minder geld kosten, maar vooral zal er werkelijk een evenwicht worden uitgedacht in de driehoek gezin-arbeid-vrije tijd. Dat doet deze regering eigenlijk niet. Hervorming van de sociale zekerheid betekent immers vooral vorm geven aan meer dan alleen maar het activeren van werklozen. Het betekent vooral op een positieve manier vorm geven aan het welzijn van de bevolking. Men moet de jachtigheid en de arbeidsdruk, die rust op wie nog wel actief is, verminderen en de niet-actieven betrekken in het maatschappelijk leven, daarom niet noodzakelijk in het arbeidsproces, maar ook in verzorgende taken en in studie.

Gehandicapten kunnen worden ingezet in aan hun omstandigheden aangepaste maatschappelijke taken. Op die wijze creëert men een echte welzijnsstaat. Dat doet deze regering niet. Het koekoeksei blijft ongecontroleerd groeien en zal bij ongewijzigd beleid alle andere uitgaven langzaam maar zeker verdringen. Het niet aanpakken van het dossier sociale zekerheid zal de vergissing van deze regering blijken te zijn. Men zal het binnen enkele jaren vergelijken met de te vroege belastingvermindering uit het begin van de jaren '90. Het creëren of laten bestaan van structurele onevenwichten moet nadien pijnlijk worden gecorrigeerd. Wij bevinden ons in een periode van relatieve hoogconjunctuur. Als we er nu niet in slagen sociale transfers zonder sociaal bloedbad terug te dringen, gaan wij het zeker niet doen als het economisch opnieuw slechter gaat, want dan stijgen die uitgaven automatisch nog meer.

Didier Reynders

Zachte heelseesters maken stinkende wonden. België is niet uit de crisis omdat Guy Verhofstadt plotseling een nieuwe regeringsformule aanvoert. De budgettaire kwetsbaarheid blijft.

Waarom is de liberale regeringspartner, en meer bepaald Guy Verhofstadt, die 10 jaar in de oppositiebanken heeft moeten slijten omdat Jef Houthuys hem de toegang tot de Wetstraat had verboden, het er plotseling wel mee eens ? Dat is heel eenvoudig. Ook de liberalen hebben hun snoepje gekregen, met name bijkomende verlagingen van de sociale lasten voor werkgevers ten belope van 32 000 frank per werknemer vanaf 1 april 2000.

Het is correct dat men in Vlaanderen geen ondernemer tegen het lijf kan lopen die niet klaagt over de te hoge sociale lasten. Het is ook juist dat dit in nagenoeg alle partijprogramma's, behalve misschien in die van SP en Agalev, als een belangrijke maatregel naar voren wordt gebracht. De vraag is evenwel of die politiek voor het jaar 2000 nog even efficiënt is. Hier doet zich het klassieke bestuursprobleem voor dat het 10 jaar duurt vooraleer een remedie tegen een economische kwaal effectief wordt uitgevoerd, maar tegen dan zijn de virussen al enigszins van vorm veranderd. Theoretisch klopt het dat wanneer de loonkosten voor werkgevers dalen, er meer werknemers zullen worden aangeworven en de concurrentiepositie verbetert. Dat theoretische schema gaat evenwel slechts op in de mate dat er werknemers beschikbaar zijn en er geen andere hinderpalen meespelen. Vraag en aanbod op de arbeidsmarkt moeten op elkaar afgestemd zijn. Voor België in zijn geheel kan men aannemen dat er voldoende werknemers zijn om de jobs in te vullen, maar in Vlaanderen - en vooral in bepaalde streken - is er een tekort aan arbeidskrachten in heel wat beroepen. Loonlastverlagingen zullen daar de neiging vertonen uit te monden in loonstijgingen. Als een ondernemer, die moeite heeft om voor cruciale posities in zijn bedrijf mensen te vinden, plots de mogelijkheid krijgt wat meer uit te geven voor zijn personeel, zal hij in de eerste plaats trachten ervoor te zorgen dat hij de cruciale werknemers die hij nodig heeft, kan houden, eerder dan bijkomende mensen in dienst te nemen. Het is een belangrijk gegeven, maar het effect dat de regering ervan verwacht, met name een stijging van de werkgelegenheid, zou heel wat kleiner kunnen zijn dan vooropgesteld.

Uit de federale cijfers van de regering blijkt trouwens dat de participatie in de arbeidsmarkt van de categorie 25 tot 50-jarigen niet zo laag ligt. Zullen de brugpensioneerden hun stelsel opgeven omdat er werkgevers zijn die bereid zijn hen aan te werven ? Het antwoord lijkt mij triviaal. Er is meer in het leven dan werken. Gaan jongeren sneller de schoolbanken verlaten omdat ze sneller een job vinden ? Misschien wel, maar ik wil het nog zien gebeuren.

De verlaging van de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid is een populaire maatregel, waarvan we evenwel de economische effecten nog moeten afwachten. Voor Vlaanderen is die maatregel alleszins niet onverdeeld gunstig op het vlak van de werkgelegenheidspolitiek.

Zo kom ik tot een ietwat ander perspectief waarmee ik de federale begroting wil bekijken. Ik sta hier niet om de modelstaat België te creëren. Ik denk immers dat dat niet kan. Daarvoor is er een te sterk verschil tussen Noord en Zuid in dit land. De modelstaat Vlaanderen lijkt ons daarentegen wel mogelijk. Daarom wil ik even stilstaan bij de vraag hoe de begroting in dat laatste perspectief moet worden beoordeeld. Dan kan ik niet anders dan vaststellen dat de balans niet zo positief is. Ik zal beginnen met de positieve punten.

Om te beginnen werd aan de inkomstzijde aandacht besteed aan sectoren die specifiek in Vlaanderen actief zijn. Voorts komen de belastingverlagingen - althans de terugkeer naar de normaliteit - uiteraard ook de Vlamingen ten goede en ik kan niet ontkennen dat de sociale lastenverlagingen een positief element is in een regio die veel werkgevers telt. Vervolgens is de verbetering van de werking van de autoriteitsdepartementen vooral een Vlaamse verzuchting.

Dit alles weegt echter niet op tegen het niet besproken behoud van grote uitgavenmechanismen en het behoud van de fiscale onverantwoordelijkheid van de deelgebieden. Belastingverlagingen op federaal niveau geven de regio die zijn uitgaven nu al niet kan dekken, een bijkomende reden om niet op eigen benen te staan.

De arbeidsmarkt in Vlaanderen heeft andere aandacht nodig dan alleen maar lastenverlagingen. En aangezien de alternatieve financiering ervan tenslotte ook grotendeels door Vlaanderen wordt betaald, zou het verkeerd zijn de voordelen voor Vlaanderen te overschatten. De Vlamingen blijven verstoken van de mogelijkheid om zelf een sociaal stelsel op te zetten dat op hun behoeften is afgestemd. Deze regering, deze begroting, dwingen ons mee plaats te nemen in een voertuig dat tegen razende snelheid naar een muur toe rijdt. De sanering van de federale schuldenberg wordt zeker niet versneld.

De Vlamingen zijn de grote belastingbetalers in dit land, maar wat krijgen zij terug voor hun geld ? Geen Staat die functioneert, geen verdwijning van de schuldenberg, geen moderne sociale zekerheid, geen arbeidsmarkt die op hun situatie is opgesteld, geen positieve welzijnsstaat, zelfs geen actieve welvaartsstaat.

Vandaar, mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, dat wij niet anders kunnen dat deze begroting niet goed te keuren.

Didier Reynders

Voor het overige weet u dat ik van mening ben dat de deelgebieden op fiscaal vlak zo snel mogelijk op eigen benen moeten staan.

M. Maurice Dehu (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, permettez-moi de vous faire part de la position du Parti socialiste en ce qui concerne les dispositions budgétaires que nous sommes amenés à voter.

Ce budget 2000 est, d'une part, prudent et réaliste et, d'autre part, novateur et porteur de politiques nouvelles. Je ne peux que m'en réjouir.

C'est un budget prudent et réaliste. Ce budget a en effet été élaboré de manière rigoureuse. Les hypothèses et options macro-économiques qui ont été retenues sont prudentes. Une diminution continue du taux d'endettement est prévue. Par ailleurs, le programme de stabilité est respecté et l'équilibre budgétaire est maintenu.

En tant que socialiste, je ne suis pas peu fier que l'équilibre financier d'une sécurité sociale de qualité soit respecté et que les protections actuelles soient maintenues.

C'est aussi un budget novateur, ai-je dit. En effet, ce budget est redevenu un instrument politique, porteur de politiques nouvelles. Il traduit les objectifs majeurs de l'accord de gouvernement, à savoir le développement d'un Etat providence actif, la modernisation de la sécurité sociale, le développement durable, une administration publique efficace, la réalisation d'une société sécurisante et juste. La priorité de cette majorité arc-en-ciel est le développement de l'Etat social actif.

Le Parti socialiste est très heureux que le gouvernement mène une action préventive en matière d'exclusion sociale et de chômage. La création des premiers emplois pour les jeunes et la réduction des charges salariales sont des thèmes qui nous sont chers. En même temps, les chômeurs de longue durée et les bénéficiaires du minimex seront insérés sur le marché du travail. C'est important pour nous.

Non seulement nous allons, avec les partenaires de la majorité, encourager l'emploi mais nous allons veiller aux points suivants.

Premièrement, les soins de santé resteront accessibles à chacun. Deuxièmement, des initiatives en matière de lutte contre la pauvreté seront prises. Troisièmement, les plus petites pensions seront augmentées. Cette majorité prévoit enfin une baisse de la pression fiscale et parafiscale. Les barèmes fiscaux seront à nouveau indexés; chacun pourra s'en réjouir.

Par ailleurs, la contribution complémentaire de crise sera supprimée.

Pour des motifs budgétaires, cette suppression ne se réalisera pas en une seule fois, même si d'aucuns le regrettent. Cela démontre en tout cas combien ce budget est prudent et réaliste. Pour des raisons budgétaires donc, la suppression de la contribution complémentaire de crise sera mise en oeuvre progressivement. Ici aussi, nous avons veillé à ce que les personnes disposant des revenus les plus faibles soient celles qui puissent bénéficier les premières de cette suppression. Le taux de TVA sera réduit sur des services à haute intensité de main-d'oeuvre. Enfin, le ministre des Finances présentera un projet de réforme fiscale qui aura pour finalité de diminuer la pression fiscale et parafiscale, tout en demeurant toujours attentif aux plus faibles et à la nécessaire création d'emplois.

En conclusion, ce budget est, pour mon parti et pour moi-même, un bon budget. Comme je vous l'ai dit, il présente les qualités de la rigueur, de la prudence et du réalisme. De plus, il est utilisé comme un instrument politique porteur de politiques nouvelles : il favorise l'emploi, tout en veillant aux plus démunis. Ce budget s'avère donc être un acte politique important; il contient en outre des dispositions fiscales qui, pour une fois, sont favorables aux contribuables. En conséquence, avec mon parti, je soutiens ce projet de budget 2000.

De heer **Georges Lenssen (VLD)** : Mijnheer de voorzitter, collega's, op macro-economisch vlak was de uitgangspositie voor de regering bij de opmaak van de begroting 2000 zeker geen gemakkelijke klus. Een aantal tegenvallers beperkte de budgettaire ruimte. Eerst en vooral was er de dioxinecrisis waardoor de economische groei voor het jaar 1999 lager was dan verwacht. Er moesten immers dringende en noodzakelijke maatregelen worden genomen. Die brachten meeruitgaven voor de begroting mee met een minder gunstig primair saldo tot gevolg. Daarnaast heeft de volledige toepassing van de ESR-95-methode een negatief effect op de berekening van het begrotingstekort. Ook voor de begroting 2000 heeft dit een negatieve invloed van ongeveer 0,3% op het BBP. Ten slotte is er een einde gekomen aan de steeds dalende trend van de rentelasten voor de overheid omdat de versnelling van de conjunctuur en de verstrakking van het monetair beleid de rentevoet hebben doen stijgen.

Bij de vaststelling van de macro-economische uitgangspunten is de regering bij de opmaak van de begroting 2000 uiterst voorzichtig te werk gegaan. Bovendien werden bijkomende buffers ingebouwd. Eerst en vooral wordt geen rekening gehouden met de mogelijke en in sommige gevallen zelfs zekere terugverdieneffecten van maatregelen die worden genomen bij de uitvoering van de begroting. Daarnaast is het algemeen bekend dat het werkelijke resultaat van de Vlaamse Gemeenschap traditioneel veel beter uitvalt dan in de begroting was

Maurice Dehu

gepland. Tenslotte kunnen in de loop van het eerste kwartaal van 2000 staatsactiva worden gevaloriseerd om de schuld te verlichten. Hierdoor zullen de rentelasten dalen en ook met deze daling werd geen rekening gehouden.

We mogen deze begroting dan ook als uiterst voorzichtig beschouwen. Ze is immers niet alleen gebaseerd op uiterst voorzichtige uitgangspunten, maar er werden bovendien ook bijkomende buffers ingebouwd. Ook uit de volgende beschouwingen blijkt dat de regering erin is geslaagd de uiterst ambitieuze doelstellingen van haar regeerverklaring te realiseren. Ze doet dit bovendien binnen de grenzen van een voorzichtige, orthodoxe en realistische begroting.

De 6%-norm voor het primaire saldo, die in het Stabiliteitspact wordt vooropgesteld, wordt zonder trucs of gesjoemel nageleefd. Iedereen verwacht immers een economische groei die hoger ligt dan de 2,5% die de regering heeft gehanteerd. Bovendien wordt geen rekening gehouden met mogelijke terugverdieneffecten en valt het resultaat van de Vlaamse Gemeenschap meestal positiever uit dan de begroting. Het primair saldo voor 1 januari 2001 mag dus minstens op 6,2% worden geraamd. Zoals eerder reeds gezegd wordt geen rekening gehouden met de daling van de rentelasten ingevolge de valorisatie van de staatsactiva. Niettegenstaande de stijgende rentevoeten, waarmee de regering wel degelijk rekening houdt, en ondanks het feit dat de investerings-toelagen aan de NMBS ten bedrage van 25 miljard niet langer onder, maar boven de lijn van de berekening voor de financieringsbehoefte liggen, blijft de regering trouw aan het Stabiliteitspact.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, de heer Lenssen heeft reeds tweemaal verwezen naar een strikte timing voor de valorisatie, vroeger privatisering, van overheidsactiva. Hij had het over het eerste kwartaal. Waarop baseert hij zich om te zeggen dat de valorisaties in het eerste kwartaal van 2000 zullen plaatshebben ?

De heer **Georges Lenssen** (VLD) : Mijnheer Leterme, ik heb vernomen dat minister Daems van plan is om in het eerste kwartaal minstens één valorisatie te doen.

De begroting 2000 blijft dan ook volledig binnen de normen van het Belgische stabiliteitsprogramma van 18 december 1998 dat werd opgesteld in uitvoering van het Europese Pact voor stabiliteit en groei.

Dit blijkt uit een aantal vaststellingen. Het totaal tekort zal ten hoogste 1% van het BBP bedragen, het primair overschot zal gestabiliseerd worden op 6% en voor het zevende opeenvolgende jaar zal het niveau van de bruto geconsolideerde schuld dat moet worden uitgedrukt in een percentage van het BBP, dalen. Deze vermindering zal in 2000 ongeveer 2,5% van het BBP bedragen.

De regering houdt geen rekening met de opbrengsten van de privatiseringen die zullen worden aangewend om de schuld af te lossen. Dit zal een daling van de rentelasten tot gevolg hebben. De begrotingsstrategie van de volgende jaren steunt op de verbintenis om het primair overschot van de gezamenlijke overheid op middellange termijn te handhaven op ongeveer 6% van het BBP. Dit beleid moet tegen 2002 een begroting in evenwicht opleveren.

De VLD stelt vast dat de fiscale en parafiscale ontvangsten en de totale ontvangsten in 2000 lager liggen dan de ontvangsten van de aangepaste begroting 1999. Ondanks een resem sociale maatregelen zal het gewicht van de overheid in de nationale economie in 2000 verder afnemen. Met haar gezonde mix van sociale bekommelingen en economische logica bewijst de regering dat ze haar regeerakkoord wil naleven.

De VLD verheugt zich erover dat de regering binnen een strikt budgettair kader prioritair aandacht besteedt aan de uitbouw van een actieve welvaartsstaat. Die welvaartsstaat moet niet alleen voorkomen dat mensen uit de boot vallen maar er eveneens voor zorgen dat iedereen een creatieve bijdrage aan de samenleving kan leveren en een hoge sociale bescherming geniet.

- *Voorzitter* : de heer **Jean-Pol Henry**, eerste ondervoorzitter

De regering wil deze doelstelling vooral bereiken door een algemene lastenverlaging op arbeid. Het is evident dat het verlanglijstje inzake fiscale maatregelen van het regeerakkoord niet in een keer kan worden afgewerkt. Alhoewel de noodzakelijke globale belastinghervorming slechts in de tweede helft van de legislatuur zal worden uitgewerkt, stelt mijn fractie met tevredenheid vast dat de regering reeds een aantal specifieke fiscale maatregelen heeft genomen zoals de afschaffing van de aanvullende crisisbijdrage op de personenbelasting, de integrale indexering van de belastingschalen, de verlaging van de BTW-tarieven voor arbeidsintensieve diensten en de verbetering van de aftrek voor kinderopvang. De heer Desimpel zal op deze maatregelen dieper ingaan.

Mijnheer de voorzitter, collega's, de VLD stelt vast dat het begrip "gezin" een ruimere betekenis heeft gekregen. Vroeger vormden samenwonende gehuwden met of zonder kinderen een gezin. Steeds meer mensen kiezen voor andere vormen van samenleven. Het fiscaal recht is echter nog steeds gestoeld op de klassieke vorm van samenleven van gehuwden met of zonder kinderen. De veralgemening van het twee-banen-twee-inkomensmodel en de diversificatie van de samenlevingsvormen dwingt ons echter het huidige fiscaal stelsel aan te passen. De VLD dringt erop aan dat de regering met de gewijzigde maatschappelijke realiteit rekening houdt als ze de grote fiscale hervorming uitvoert.

M. Jean-Pierre Viseur (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, on peut sans doute qualifier ce budget de premier budget "post-austérité". Je voudrais toutefois émettre deux considérations à cet égard.

Si la tendance de l'économie est certainement positive, le budget se veut malgré tout excessivement prudent et en tout cas pas euphorique. Bien que des marges de manoeuvre aient été dégagées, l'estimation a été prudente, tant du point de vue du taux de croissance de l'économie, évalué à 2,5%, que de l'évolution des taux d'intérêt qui a été anticipée à la hausse.

Il ne faut pas être euphorique non plus en ce qui concerne les finances publiques. Si ces dernières sont effectivement en voie d'assainissement, la dette atteint encore 10 210 milliards en 1999, selon les chiffres du budget, ce qui représente entre 105 et 110% du produit national brut. En tout cas, la charge pour 2000 s'élève encore à 615 milliards, ce qui représente 41% des recettes fiscales du pouvoir fédéral et 22% du total des Voies et Moyens. La dette pèse donc encore très lourd sur la politique de notre pays.

Peu importe de savoir si les marges de manoeuvre sont à porter au crédit de ce gouvernement ou du précédent puisque, dans tous les cas, ce sont les contribuables qui ont payé, et encore pas tous puisque ce sont surtout les revenus du travail et non ceux du capital qui ont été mis à rude épreuve. Au contraire, les activités financières ont été très rentables entre 1990 et aujourd'hui. De 1991 à 1997, le bénéfice des banques s'est accru de 158%, celui des assurances de 368% et l'indice boursier de 182%.

Malheureusement, pendant cette période, nous avons connu une solide augmentation de la pauvreté et de l'exclusion. Les documents budgétaires eux-mêmes annoncent d'ailleurs que le nombre de minimexés continue d'augmenter - + 60% au cours des années 91 à 98. En 1990, les allocations de minimex s'élevaient à 4 milliards et, en 1999, elles seront de 10,5 milliards. Une très légère diminution de 0,2% est prévue en l'an 2000. Espérons que c'est un début, mais il faut bien reconnaître que c'est un début timide.

Il ne faut pas oublier que les chiffres de l'exclusion ne concernent pas seulement le minimex. C'est aussi le chômage de longue durée qui s'est accru de 41% de 90 à 97, le surendettement de 35%, le nombre de coupures gaz et électricité de 31%.

En conclusion, pas de triomphalisme, ni de ce gouvernement ni des gouvernements précédents. Les partis qui revendiquent des mérites devraient d'ailleurs faire preuve d'autant plus d'humilité que ce sont ces mêmes

partis qui sont responsables des dérapages des finances publiques dans les années 70-80, qui ont coûté si cher dans les années 90. C'est pourquoi j'estime qu'il y a plus lieu de rechercher des responsabilités que des mérites.

Si le secteur social en a pris un coup dans les années 90, on ne peut pas parler non plus d'une politique environnementale digne de ce nom : nous avons notamment constaté l'accroissement du transport par route, du gaz à effet de serre, de la pollution de l'air. Rien n'a été fait en faveur d'une agriculture et d'une alimentation de qualité, ce qui a débouché sur la méchante illustration de la crise de la dioxine à la fin de cette période. Les engagements internationaux de Rio et Kyoto n'ont pas été respectés non plus.

J'ai rappelé tous ces chiffres et tous ces faits parce que nous attendons que ce gouvernement apporte des correctifs importants par rapport à la politique menée antérieurement, tant en matière de politique sociale qu'en matière de politique environnementale. Plus précisément, nous sommes en droit d'attendre :

- une diminution de la pression fiscale, mais surtout une diminution drastique de l'impôt sur les revenus les plus bas et sur les revenus du travail, qui sont ceux qui ont le plus souffert;
- une volonté réelle de lutte contre la pauvreté et l'exclusion;
- des mesures qui enclencheront des mécanismes conduisant à l'arrêt puis à l'inversion de tendance en ce qui concerne la dégradation continue de l'environnement et de la qualité de vie.

En quoi ce budget peut-il répondre à ces attentes ?

Au point de vue de la fiscalité, je voudrais faire une double remarque préalable : il est doublement important que l'effort porte sur le relèvement des revenus les plus bas.

C'est important économiquement parce que le "return" est plus élevé. En effet, les revenus les plus bas sont essentiellement consacrés à la consommation de biens et de services, d'où accroissement des recettes TVA, accroissement du chiffre d'affaires des entreprises, donc de leurs bénéfices et par conséquent de leurs impôts, de l'emploi, etc. En favorisant les revenus plus élevés, on favorise plutôt l'épargne et la formation de capitaux. Or, nous n'en manquons pas. Il faut donc privilégier le soutien de la consommation intérieure.

C'est important socialement. C'est encore plus évident. Il s'agit de justice distributive. Sous les deux gouvernements précédents, la pauvreté a augmenté. Le soutien de la consommation intérieure via les revenus les plus bas est surtout une question de société car il permet de satisfaire des besoins primaires essentiels.

Jean-Pierre Viseur

En matière de fiscalité, ce gouvernement est donc sur la bonne voie -il ne va pas encore assez loin, mais on ne peut pas tout faire en une fois. En effet, la suppression de la cotisation de crise commence par les revenus les plus bas et l'indexation des barèmes fiscaux favorise les revenus du travail, mais elle est neutre par rapport aux revenus mobiliers puisque ceux-ci sont imposés de façon forfaitaire et, le précompte étant libératoire, l'indexation des barèmes fiscaux n'intervient pas.

Le relèvement du revenu minimum imposable est annoncé, mais uniquement à partir de la réforme de la fiscalité. Je regrette que cela soit un peu tard, mais j'admets que l'on ne puisse pas tout faire en même temps et que cette mesure coûtera beaucoup d'argent. Cependant, il me semble qu'il serait préférable de retarder si nécessaire la suppression de la cotisation de crise sur les dernières tranches pour anticiper le relèvement du minimum imposable.

Enfin, l'augmentation de la prise en compte des frais pour garde d'enfants va dans le bon sens.

Mais je voudrais attirer l'attention sur le fait qu'une perception plus performante de l'impôt favorise aussi les revenus les plus faibles. En effet, le manque de personnel dans l'administration fiscale profite plus aux revenus les plus élevés qu'aux revenus les plus bas, qui sont soit des revenus salariés soit des allocations sociales sur lesquels il est impossible de frauder.

Or, le nombre de membres du personnel de l'administration fiscale est passé de 35 200 en 1991 à 33 100 en 1999. On enregistre ainsi une perte de 2000 agents en huit ans alors que le nombre de contrôles à effectuer, notamment auprès des sociétés commerciales, était en augmentation.

Aujourd'hui, le cadre n'est plus du tout rempli. Cependant, les tableaux relatifs aux effectifs du personnel, qui se trouvent dans les documents budgétaires, prévoient que ce sera le cas en l'an 2000 même si ce n'est pas pour le 1er janvier. Nous espérons, en tout cas, que les effectifs seront au complet pour le 31 décembre 2000.

Dans un an, nous procéderons à une évaluation des efforts consentis. En effet, il ne faut pas minimiser les difficultés de recrutement car il s'agit souvent de fonctions très ardues et très techniques. En tout cas, remplir les cadres constitue une nécessité absolue. Effet, les retards accusés dans certains secteurs - je pense en particulier au contentieux et au recouvrement - sont tellement importants qu'il faudra peut-être songer à dépasser le cadre prévu si on veut résorber le retard accumulé.

Voilà ce que j'avais à dire en ce qui concerne la fiscalité.

J'en viens maintenant aux aspects sociaux et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Je constate tout d'abord la volonté du gouvernement de donner de l'emploi aux jeunes. C'est un élément important. Cela permettra d'empêcher qu'ils tombent très tôt dans des mécanismes d'assistance et de dépendance.

L'extension du Maribel social offrira plus de moyens au secteur non marchand qui, je le rappelle, contribue souvent à lutter contre l'exclusion et la pauvreté.

L'augmentation de la norme de croissance des soins de santé est importante. Elle passe, en effet, de 1,5 à 2,5%. On prévoit également une augmentation de 4 milliards au profit des malades chroniques qui, bien souvent, se trouvent dans des situations tout à fait précaires.

Le budget prévoit encore une augmentation des pensions les plus modestes à partir du 1er juillet 2000. Bien sûr, cela ne représente qu'un peu plus de 1000 francs par mois. C'est peu. Mais il faut savoir que 450 000 personnes en bénéficieront et que cela représente un coût de plus ou moins 0,5 milliard par mois pour l'Etat, somme qui sera en majeure partie injectée dans l'économie à la satisfaction de besoins essentiels.

La première année, 900 millions seront consacrés aux revenus garantis des personnes âgées, ce montant devant passer à 7 milliards après deux ans.

Un montant de 125 millions est prévu pour lutter contre la pauvreté.

Le renforcement de l'usage des médicaments génériques constitue également un aspect de la lutte contre l'exclusion. En effet, chacun a déjà entendu parler de personnes qui, se présentant à la pharmacie, sont incapables, faute de moyens, de se procurer tous les médicaments figurant sur l'ordonnance. Dans ce genre de cas, les médicaments génériques, étant moins chers et mieux remboursés, peuvent certainement favoriser la lutte contre cette marginalisation.

Enfin, l'augmentation de 1 milliard 700 millions du budget de la coopération, soit une augmentation de 7,5%, nous démontre que le gouvernement ne se préoccupe pas seulement des pauvres de notre pays mais qu'il se soucie également des économiquement faibles des pays en voie de développement.

J'en arrive enfin aux matières généralement considérées comme "vertes", liées à l'environnement et au cadre de vie.

Le tableau budgétaire en la matière a un fond vert mais je dois honnêtement avouer qu'il est d'un vert pâle même si on y trouve par-ci, par-là des touches d'un vert plus accentué.

Jean-Pierre Viseur

Pourquoi un fond vert pâle ? Car dans leur déclaration de politique générale, la plupart des ministres - il ne s'agit donc pas seulement des ministres issus de nos partis - introduisent de nouveaux concepts liés à l'écologie, concepts qui étaient généralement absents auparavant.

Je parle plus précisément du concept de développement durable qui imprègne de nombreux secteurs; c'est un élément neuf. Le concept de développement durable - le concept de gouvernement durable est éventuellement moins sûr ! - est certainement une notion très écologiste, une notion d'un vert vif mais sa pâleur provient du fait que, trop souvent, elle manque de concrétisation.

C'est notamment le cas avec l'absence dans ce budget de toute fiscalité environnementale, pourtant annoncée dans la déclaration gouvernementale; je compte bien qu'il y sera remédié dans le courant de l'année et, a fortiori, dans le prochain budget.

Mais des touches d'un vert plus vif apparaissent. Pour n'en citer que quelques-unes, je constate une série de connotations écologistes notamment, en matière de santé, une meilleure approche des soins de première ligne; en matière d'énergie, le soutien à l'utilisation rationnelle de l'énergie mais aussi le développement des énergies alternatives, renouvelables.

Dans la politique des villes, 1,5 milliard est consacré principalement à l'habitat et à l'environnement dans les villes. En matière de transport, sont prévus le remboursement des frais de déplacement des fonctionnaires fédéraux qui utiliseront le train, de même que la gratuité pour les plus de 65 ans et de moins de 12 ans, ainsi que 8,5 milliards consacrés à l'investissement dans le futur RER.

En matière d'alimentation et d'agriculture, il est bien sûr question de la fameuse Agence fédérale pour la qualité de l'alimentation dont nous avons parlé il y a quelques jours, ainsi que du soutien à l'agriculture multifonctionnelle et traditionnelle, donc à l'agriculture durable. En matière de coopération, il y a une volonté de développement durable dans d'autres pays que le nôtre, d'abord avec une augmentation de 1,7 milliard du budget de la Coopération, mais aussi avec 800 millions de remboursement de dettes bilatérales.

Je ne veux pas pratiquer la langue de bois en disant que "tout le monde, il est beau, tout le monde il est gentil" : ce n'est pas vrai. Ce budget n'est pas satisfaisant à 100%. Mais, en politique, il n'y a pas de miracle : ceux qui espéraient un miracle au bout de six mois devront attendre un peu. D'ailleurs, M. Borginon en a convenu dans son allocution.

A mon avis, ce budget ne reflète pas encore assez le travail en profondeur qui a été accompli, avant les élections, avec la société civile et qui se poursuit encore

actuellement dans nos partis et dans la mouvance écologiste en général. Pour moi, les aspirations de la société et de nos concitoyens sont encore loin de toutes se retrouver dans ce budget. Mais la tendance est certainement positive et, parce que les contraintes budgétaires ont été allégées, les marges dégagées sont généralement utilisées à bon escient et dans la bonne direction.

C'est cette tendance générale que nous soutiendrons par notre approbation du budget.

Mevrouw **Alexandra Colen** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, het Vlaams Blok kan deze begroting niet goedkeuren wegens zowel fundamentele als specifieke bezwaren. Deze laatste zullen straks door mijn collega Hagen Goyvaerts toegelicht worden.

Ik wil het over ons meest fundamentele bezwaar hebben, namelijk het feit dat onze begroting de financiële transfers van Vlaanderen naar Wallonië bestendigt.

Het bestaande stelsel, waarbij jaarlijks vele miljarden ten bate van de Franstaligen door de Vlamingen moeten worden betaald, blijft ongewijzigd voortbestaan. De CVP heeft deze transfers gedurende vele jaren ongewijzigd gelaten, maar de VLD had tijdens het laatste decennium vanuit de oppositie te kennen gegeven dat ze die transfers niet langer duldde. Ze zouden transparant gemaakt worden en men zou werk maken van de afbouw ervan. Guy Verhofstadt slaagde er zelfs in mensen zoals wijlen Lode Claes en Frans Verleyen van zijn goede intenties te overtuigen.

Vandaag weten de Vlamingen dat ze bedrogen zijn; de transfers blijven bestaan. Zij zijn immers de bestaansreden van België, en de VLD weet dat zij nooit aan de regering zou hebben mogen deelnemen indien zij deze bestaansreden in gevaar zou brengen. Volgens een studie van het Vlaams Economisch Verbond van 8 november bedragen de jaarlijkse transfers, het verschil tussen het Vlaamse aandeel in de financiering van de staat en het Vlaamse aandeel in de uitgaven, 160,3 miljard frank. Dit is een cijfer van het VEV voor 1996, maar de huidige begroting wijzigt niets aan dit transfermechanisme. In de studie De Financiële stromen tussen de Belgische gewesten opnieuw bekeken van 1998 komen de fiscale onderzoekers E. De Boeck en J. Van Gompel tot een gelijkaardig cijfer, namelijk 186,5 miljard frank.

Grondwetspecialist Robert Senelle schreef in De Standaard van 22 november, en ik citeer : "Elke financiële regeling in verband met financiering van deelstaten moet, in een federaal staatsbestel, door die deelstaten zelf vooraf worden goedgekeurd, de bedragen moeten vooraf bekend zijn en de ganse regeling moet bovenal transparant zijn. Dat alles is in het federale België net niet het geval."

Alexandra Colen

Senelle verwijst naar het voorbeeld van de Duitse Bondsrepubliek. Daar bestaan er ook financiële transfers wanneer in een deelstaat het volledige belastinginkomen per inwoner lager is dan 95% van het nationaal gemiddelde.

In dat geval ontvangen deze deelstaten een bijdrage van de overige deelgebieden waarvan het overeenkomstig belastinginkomen boven het nationaal gemiddelde ligt. Dit mag er evenwel nooit toe leiden dat het niveau van het begunstigde deelgebied wordt opgetrokken tot meer dan 95% of dat de ondersteunende deelstaat tot beneden het nationaal gemiddelde zakt. In België bestaat dergelijke regeling niet en vormen de transfers vanuit Vlaanderen een financiële aderlating die totaal onaanvaardbaar en onhoudbaar is.

Als wij rekening houden met de rentelasten die Vlaanderen draagt in de Belgische schuldenlast, dan is de jaarlijkse geldstroom van Vlaanderen naar het zuiden trouwens veel groter dan 160 à 186 miljard. Dan gaat het om een transfer die volgens onze berekeningen ongeveer 325 miljard frank per jaar bedraagt, want de Vlamingen betalen een veel groter aandeel van de Belgische schuldenlast dan de 30% waarvoor zij aansprakelijk kunnen worden gesteld. De transfer van 325 miljard betekent per jaar een verlies van ruimschoots 54 000 frank voor elk van de zes miljoen Vlamingen, kinderen inbegrepen.

Elke Vlaming kan bijgevolg uitrekenen wat de "solidariteit" met Wallonië zijn gezin jaarlijks kost. Een gezin met drie kinderen verliest er 270 000 frank mee op één jaar, of meer dan 1 miljoen op 4 jaar.

Soms wordt gezegd dat Vlaanderen vandaag een plicht van solidariteit dient te vervullen jegens Wallonië omdat dit in het verleden met Vlaanderen solidair zou zijn geweest. Wij voeren hier vandaag het laatste begrotingsdebat van de twintigste eeuw. Daarom lijkt mij een historische terugblik op zijn plaats. Het is waar dat Vlaanderen in het verleden in een toestand van economische achterstand verkeerde. Ik wil graag twee vragen beantwoorden. Ten eerste, waarom verkeerde Vlaanderen tussen 1830 en 1940 in een situatie van economische achterstand ten opzichte van Wallonië en, ten tweede, heeft Vlaanderen ooit genoten van financiële transfers vanuit het zuiden ?

De economische achterstand van Vlaanderen in de 19de eeuw was te wijten aan de Belgische onafhankelijkheid. De belgicisten in deze Kamer zullen het niet graag horen, maar de wetenschappelijke bewijzen kunnen niet worden genegeerd. Ik haal ze graag even aan. De Belgische onafhankelijkheid was voor Vlaanderen een catastrofe, niet alleen op taalkundig-cultureel maar ook op sociaal-economisch vlak.

De revolutie van 1830 heeft Vlaanderen rampspoed gebracht en zijn economische ontwikkeling met honderd jaar vertraagd. Die revolutie is gelukt, niet omdat in september 1830 de Belgen de Hollanders zo dapper uit het Park van Brussel hebben verdreven, maar omdat de Hollanders toen niet voor België wilden vechten. Koning Willem voerde immers 15 jaar lang een consistente politiek, waarbij hij het zuiden economisch bevoordeligde ten nadele van het noorden. Dit veroorzaakte zodanig groot ongenoegen in het noorden dat toen begin september 1830 in Brussel de revolutie uitbrak, vele noorderlingen blij waren dat ze een voorwendsel kregen om zich van de Belgen te ontdoen. Ik citeer het Amsterdamse Algemeen Handelsblad dat reeds in de eerste week van september 1830 schreef, en ik citeer : "Ach, ware België maar nooit met ons verbonden geweest, wij zouden veel gelukkiger zijn geweest". Het blad riep zelfs op tot gewapende opstand indien koning Willem het zuiden zou wensen te behouden, want, aldus de Hollandse krant : "Onze kinderen zullen het hun vaders niet vergeven dat ze in september 1830 niet te wapen vlogen om hun dierbaar vaderland van België los te scheuren".

Dat de Hollanders van België los wilden, hebben wij in onze door het Belgische regime gemanipuleerde geschiedenisboekjes op school nooit geleerd, maar er is nog iets dat wij niet geleerd hebben. Bekijken wij even de gevolgen van de Belgische revolutie voor de twee grootste Vlaamse steden Antwerpen en Gent.

Koning Willem had Gent uitgebouwd tot het industriële hart van zijn rijk en Antwerpen tot het belangrijkste handelscentrum. Gent was tijdens het Nederlandse bewind het meest moderne textielcentrum van Europa geworden omdat koning Willem Britse industriëlen had aangetrokken zoals Dixon, die in 1834 door belgicisten uit zijn huis werd gesleurd en gemolesteerd.

In 1829 was Gent de Europese textielhoofdstad bij uitstek geworden, waar meer dan 7,5 miljoen ton katoen werd verwerkt. Drie jaar later, in 1832, was dit volume teruggevallen op amper 27%, namelijk 2 miljoen ton. In 1829 stelde de Gentse textielindustrie 16 000 arbeiders te werk, die een degelijk loon verdienden van 2 frank per dag. In 1832 waren 8 000 arbeiders werkloos. Degenen die het geluk hadden nog werk te hebben, verdienden slechts 31% van wat ze in de Nederlandse tijd kregen, namelijk 0,62 frank per dag. Dat was de betekenis van België voor Gent.

In Antwerpen was de situatie even rampzalig. Koning Willem had Antwerpen uitgebouwd tot de belangrijkste haven van zijn koninkrijk. In 1818 had de stad 585 schepen ontvangen. Dit aantal was bijna verdubbeld tot 1 028 in 1829. Sinds 1825 was de havenomzet in Antwerpen meer dan het dubbele van die van Rotterdam en Amsterdam samen. Het grootste deel van de Nederlandse koloniale handel verliep via Antwerpen. Ook voor

Alexandra Colen

Antwerpen was België een catastrofe. In 1831 ontving de Vlaamse havenstad nog slechts 398 schepen. Dit betekende een verlies van 60%, met rampzalige gevolgen voor de Antwerpse tewerkstelling.

België maakte van Vlaanderen een land van paupers. De Vlaamse steden waren zich daar terdege van bewust. Terwijl op 4 oktober 1830 in Brussel een voorlopig Belgisch bewind werd gevormd, spraken de Vlaamse steden Antwerpen, Gent, Dendermonde en Sint-Niklaas zich uit tegen elke vorm van scheiding met Nederland, zelfs een zuiver bestuurlijke. Helaas werd Vlaanderen meegesleurd in het Franstalig separatisme dat zijn rijkdom en welvaart vernietigde.

Dit brengt me bij mijn tweede punt. Heeft Vlaanderen ooit van Waalse transfers genoten? Het antwoord is neen. Het Belgisch regime heeft niets gedaan om de economische achteruitgang die de Nederlandse scheiding in Vlaanderen had veroorzaakt, te stoppen. Koning Leopold, die zich van de situatie bewust was, heeft het aanvankelijk geprobeerd. In 1835 werd, zoals we allemaal uit de geschiedenisboekjes weten, de eerste spoorlijn op het Europees continent gebouwd, namelijk tussen Brussel en Mechelen. Leopold wilde een spoorverbinding met Antwerpen om die stad te ontsluiten en opnieuw van een handelsweg te voorzien. In het Belgisch Parlement stuitte dit voornemen op heel wat verzet vanwege Waalse afgevaardigden.

Op 11 maart 1843 verklaarde de heer Gendebien in deze Kamer dat het een schande was dat de eerste Belgische spoorinvesteringen in Vlaanderen gebeurden en niet in Wallonië. De heer Gendebien, leider van de gewelddadige opstand in Brussel tegen de Nederlanders in 1830, dreigde ook de Belgische regering van Leopold omver te werpen als die geen politiek van Walen eerst zou voeren. De afgevaardigde van Henegouwen zei dat de belangen van zijn regio werden opgeofferd aan die van het orangistische Antwerpen. "Hou er rekening mee", zo dreigde de heer Gendebien, "dat indien u de taal van de rede weigert te aanhoren, wij u die van het geweld zullen laten verstaan".

België zwichtte daarvoor en heeft vervolgens een politiek gevoerd van stelselmatige bevoordeling van het Franstalig landsgedeelte. De cijfers tonen dit aan. Tussen 1832 en 1912 werd er in België in totaal voor 2 932 miljoen frank geïnvesteerd in de aanleg van spoorwegen. Professor Hannes van de VUB heeft berekend in welke mate dit ten goede kwam van de landsdelen. Daarvoor nam hij de vier Vlaamse en de vier Waalse provincies en de tweetalige provincie Brabant. Slechts 22,1% van de totale Belgische spoorweginvesteringen kwamen de vier Vlaamse provincies ten goede, tegen 67,8% de vier Waalse.

Aan wegeaanleg en -onderhoud werd tussen 1832 en 1912 434 miljoen frank besteed, waarvan 38,7% in Vlaanderen, 14,5% in Brabant en 46,7% in Wallonië.

Wat de aanleg van waterinfrastructuurwerken betreft, onderhoud van rivieren, aanleg van kanalen en onderhoud van havens, ging het grootste deel van de investeringen vanzelfsprekend naar Vlaanderen. In verhouding echter waren deze investeringen niet erg groot. Wanneer we alle overheidsinvesteringen voor spoorwegen, wegen, waterwegen en havens samen nemen, werd in België tussen 1832 en 1912 een som van 4 287 miljoen frank besteed. Daarvan ging slechts 1 527 miljoen frank, of 35,6%, naar Vlaanderen. Het is dus niet waar dat Wallonië Vlaanderen tijdens de negentiende eeuw heeft gesubsidieerd. Er heeft nooit Waalse solidariteit jegens Vlaanderen bestaan.

Er zijn ook nooit Waalse transfers naar Vlaanderen geweest, integendeel zelfs. Zelfs in de periode dat Vlaanderen armer was dan Wallonië, heeft Vlaanderen Wallonië financieel onderhouden. Het Belgische belastingstelsel tussen 1832 en 1912 was immers zo georganiseerd dat het agrarische en door de Belgische scheiding economisch te gronde gerichte Vlaanderen, hoewel het armer was, meer belastingen moest betalen dan Wallonië. In totaal werden tussen 1832 en 1912 in geheel België 12,3 miljard goudfranken aan directe en indirecte belastingen betaald. Daarvan betaalden de vier Waalse provincies slechts 3,7 miljard frank of amper 30% hoewel er 38,2% van de bevolking woonde. In 1890 betaalde een gemiddeld Vlaams gezin 32,3 frank belastingen per jaar. Een Waals gezin betaalde toen slechts 23,7 frank of 73,3% van het Vlaamse bedrag. Dit betekent bijgevolg dat de belastingdruk in het zogenaamde rijkere zuiden dus meer dan 26% lager lag dan in het arme Vlaanderen.

De reden hiervoor was dat het Belgische fiscale stelsel bewust georiënteerd was op agrarische rijkdom en niet op industriële rijkdom. Men werd belast op zaken zoals het aantal deuren van een woning, het aantal ramen of de grootte van de ramen, zaken die voor Vlaanderen nadelig uitkwamen. Nijverheidsgebouwen echter, waarvan er in het industrieel sterker ontwikkelde Wallonië meer aanwezig waren, werden lager belast dan agrarische gebouwen waarvan het achtergebleven, pre-industriële Vlaanderen er meer had. Het industriële Wallonië betaalde bovendien zelfs minder bedrijfsbelastingen dan het agrarische Vlaanderen omdat de Belgische fiscus het aantal ondernemingen belaste maar niet de grootte ervan. Zo betaalde een Waals bedrijf dat 1 000 man te werk stelde evenveel bedrijfsbelastingen als een kleine Vlaamse onderneming met enkele werknemers. Het gevolg was dat de vele kleine Vlaamse bedrijfjes meer in de staatskas moesten brengen dan de grote industriële giganten in het zuiden.

Alexandra Colen

Het arme Vlaanderen kreeg van België dus niet alleen niets terug, het moest bovendien het rijke zuiden onderhouden met gigantische financiële transfers. Het argument dat het rijke Vlaanderen vandaag een schuld afbetaalt aan het armere zuiden van het land omdat Wallonië in de vorige eeuw het armere noorden zou hebben geholpen, is een leugen. De Vlamingen hebben Wallonië de hele Belgische geschiedenis door onderhouden, zowel in de periode toen Vlaanderen armer was dan Wallonië als vandaag. Er is nooit sprake geweest van enige Waalse solidariteit jegens Vlaanderen, ook niet in de negentiende eeuw, toen Wallonië rijker was. Integendeel, ook toen werden wij geacht "solidair" te zijn met de rijke Walen terwijl onze eigen bevolking crepeerde omdat Waalse separatisten het koninkrijk der Nederlanden te gronde hadden gericht.

België was dus nefast voor Vlaanderen, voor zijn taal, zijn cultuur, zijn economie en zijn toekomst. Het is een schande dat dit vandaag nog steeds zo is. Vlaanderen heeft in de jaren '90 minstens 160 miljard frank per jaar - of in totaal 1 600 miljard frank - betaald aan zogenaamde "solidariteit" met Franstaligen die nooit - en ik herhaal : nooit - solidair zijn geweest met Vlaanderen. Zij hebben steeds een politiek van eigen Franstalig volk eerst gevoerd. Wij eisen niet eens dat Wallonië ons deze sommen terugbetaalt. Daarvoor zijn de Vlamingen te goed. We zijn wel goed maar we zijn niet gek. Wij eisen dat er vanaf vandaag een einde komt aan de transfers. Daarom verwerpen wij deze begroting. Daarom verwerpen wij, indien de Belgische Staat niet onmiddellijk een einde maakt aan de transfers, ook het voortbestaan van de Belgische Staat zelf. Dit zal de Vlamingen een besparing van 160 miljard frank opleveren.

Daarmee kunnen zij niet alleen de zogenaamde huwelijktaks - de fiscale discriminatie van gehuwde koppels in Vlaanderen - volledig wegwerken, wat Vlaanderen zowat 40 miljard frank zal kosten, maar houden zij nog 120 miljard frank over. Met dit bedrag kan een algemene belastingverlaging van zowat 7% worden doorgevoerd of kunnen de maatregelen worden genomen die nodig zijn om de welvaart van Vlaanderen en van haar burgers veilig te stellen. Het garanderen van de welvaart van haar burgers is, wat de Vlamingen betreft, een plicht die de Belgische regeringen, van de eerste tot de laatste, en nu ook de huidige, op een schandalige wijze hebben verzuimd.

M. Eric van Weddingen (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, ce premier budget de la législature marque une rupture par rapport aux budgets des années antérieures. Je pense que, sur ce point, à peu près tout le monde est d'accord. C'est plutôt au niveau de savoir si cette rupture est positive ou non qu'il existe certaines petites divergences.

Je ne vous cacherai pas plus longtemps qu'en ce qui me concerne, j'apprécie sans réserve ce premier budget qui ne contient aucune mesure d'aggravation de la fiscalité. Après vingt ans d'austérité, j'avais pensé que ma génération n'aurait plus jamais connu cela. Non seulement ce budget ne comporte aucune augmentation de la fiscalité mais, en plus, il comporte une réelle diminution de la fiscalité et les diminutions de recettes sont déjà intégrées aux recettes fiscales proposées. Ce n'est même plus une rupture, c'est presque un séisme et je comprends que certains aient pu se sentir légèrement secoués.

Le CVP développe une argumentation d'ailleurs bien étayée et que je ne me permettrai certainement pas d'écarter du revers de la main. Il plaide pour réduire davantage le déficit 2000, en augmentant encore le solde primaire et pour postposer les mesures de réduction de la fiscalité. C'est en tout cas, chers collègues, ce que vous nous avez longuement et avec compétence exposé en commission. Vous n'auriez rien fait avant 2001 et, de toute façon, vous auriez proposé 30 milliards de réductions d'impôts en moins.

Je suis au regret de vous dire que, comme dans les années 1970 mais en sens inverse cette fois-ci, votre formation, avec ce discours, est en retard d'une guerre ! Vous avez fait un rappel intéressant des dix dernières années d'évolution de nos finances publiques mais, si l'on va un peu plus loin, au moment de la crise pétrolière des années 1970, le CVP qui, si je ne me trompe, était au pouvoir, a continué à dépenser. C'était "le fameux train fou lancé dans le brouillard" de M. Gaston Eyskens, pour reprendre cette expression, alors qu'à cette époque, tous les pays industrialisés se mettaient à l'heure de l'austérité. Cette politique à contre-courant, personne ne le conteste plus aujourd'hui, a eu des conséquences désastreuses et a engendré une dette phénoménale que nous subissons toujours.

Aujourd'hui, à l'inverse, après une longue période d'austérité entamée avec les libéraux en 1981 - politique bien nécessaire - il faut réajuster le cap et c'est bien maintenant qu'il faut le faire. Si le CVP était resté au pouvoir, il l'aurait sans doute fait mais, comme il l'a dit, plus tard. Je crois que c'eût été une grave erreur, un peu comme le CVP en fit une lors de la crise pétrolière.

Parlant de crise pétrolière, le CVP me fait quelque peu penser à ces grands pétroliers, qui ont besoin de plusieurs kilomètres pour changer de cap. Et la majorité actuelle a, à cet égard, semble-t-il, une faculté d'adaptation plus rapide aux événements et aux retournements de conjoncture économique.

Certes, le gouvernement propose de réagir maintenant et non dans un an ou deux comme le font d'ailleurs les pays voisins. Voyons en effet ce qui se passe autour de nous.

Eric van Weddingen

Plusieurs pays voisins, pourtant tenus comme nous par le pacte de stabilité, atténuent leur politique budgétaire restrictive de crainte de freiner leur croissance et de creuser l'écart avec les pays à croissance plus soutenue.

Passons en revue les mesures fiscales proposées dans les pays voisins. La France, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie entament, dès 2000, des programmes de réduction de leur fiscalité, pourtant déjà bien inférieure à la nôtre. Prenons d'abord la France, qui déclare ne pas souhaiter utiliser la forte croissance pour réaliser une réduction agressive du déficit budgétaire et donner de nouvelles marges de manoeuvre en cas de choc, mais qui, dans le même temps, annonce pour l'année 2000 d'importantes réductions d'impôts et de taxes tant pour les entreprises que pour les particuliers, à savoir la suppression, dès le 1er janvier 2000, de la contribution exceptionnelle sur l'impôt des entreprises, qui avait été créée en 1997 pour rencontrer les critères de Maastricht.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer van Weddingen, ik wilde al een opmerking maken bij het beeld van de tanker. De christen-democratie vertoont soms misschien wel het beeld van een tanker die slechts met enige vertraging de steven kan wenden. De laatste dagen krijg ik dat beeld echter ook van de huidige coalitie, maar dan wel van een tanker die lek is geslagen, zoals wij dat onlangs ook in de realiteit nog hebben gezien. Dat was een beetje een cynische opmerking, toegegeven. De heer van Weddingen verwijst echter naar de situatie in Frankrijk. Mijn vraag daarbij is zeer eenvoudig en grijpt enigszins terug naar een verklaring van de vice-eerste minister en minister van Begroting van enkele dagen geleden. Daarin was sprake van de tweeëndertigjarige werkweek die zeer binnenkort door deze regering zal worden ingevoerd, met zelfs begeleidende maatregelen in verband met de kosten voor de werknemers. Ik zou graag weten of ook het beeld van de verplichte vijfendertigjarige werkweek zoals in Frankrijk wordt overgenomen uit het Franse voorbeeld. Is dit een steunbetuiging voor het pleidooi van de vice-eerste minister ?

M. Eric van Weddingen (PRL FDF MCC) : Ce à quoi je fais allusion, monsieur Leterme, - je parle aussi bien de la France que des autres pays précités - c'est à l'attitude budgétaire générale par rapport au pacte de stabilité, à l'assainissement des finances publiques dès 2000 en réduisant légèrement - ces pays en considèrent l'actuelle nécessité - l'austérité et en passant à des réformes fiscales qui atténuent la fiscalité.

Monsieur Leterme, ce que je dis n'est pas dirigé contre vous. Je vous ai un peu titillé tout à l'heure parce que votre discours allait dans le sens inverse de ce qui se passe un peu partout.

Il y a peut-être un certain nombre d'idées intéressantes dans les mesures fiscales prises par nos différents pays voisins. Je les évoque.

La France propose une réduction importante de sa fiscalité, tant sur les personnes physiques que sur les entreprises. Je répète que dès le 1er janvier 2000, elle supprimera la contribution exceptionnelle sur l'impôt des entreprises. Il est intéressant de souligner que la taxe sur les entreprises va ainsi passer de 41,6% à 36,6%. La France propose aussi la réduction de la TVA sur les transactions immobilières de 6% à 4,8%, la réduction de la TVA sur la rénovation d'immeubles et sur les services d'aide aux personnes (de 20,6% à 5,5%), plus une série d'autres diminutions d'impôts qui n'ont pas d'équivalent dans notre pays. Je ne vais donc pas m'y attarder.

Prenons maintenant l'Allemagne. Même si le gouvernement allemand annonce des réductions de dépenses, telles que par exemple la suppression des allocations de chômage pour les personnes qui ont travaillé moins d'un an ou des réductions d'emplois dans le secteur public, il prévoit aussi d'importantes mesures de réduction de la fiscalité. C'est ainsi que la taxe sur les ménages, qui frappe les revenus les plus bas et les revenus les plus hauts, sera réduite dès 2000. Pour les revenus les plus bas, cette taxe sera ramenée de 23,9% à 22,9% et pour les plus hauts, de 53% à 51%. En outre, la déduction des dépenses liées à l'éducation des enfants est accrue. Nous en avons parlé, monsieur le ministre et vous voyez que cela se fait également ailleurs. Enfin, la taxe sur les entreprises sera réduite de 40% à 25% le 1er janvier 2001.

Aux Pays-Bas, le gouvernement a mis au point une formule qui paraît intéressante. Si le déficit budgétaire est supérieur à la norme fixée - en l'espèce, 0,75% pour 2000 -, les recettes non prévues au budget de base, c'est-à-dire celles que l'on pourrait enregistrer suite à de meilleurs résultats que prévu -, sont consacrées à concurrence de 25% à la réduction de la fiscalité et le solde - 75% - à la réduction du déficit. Par contre, si le déficit budgétaire est inférieur à la norme choisie, c'est 50% des recettes non anticipées qui sont utilisées à la diminution de la fiscalité; les 5 autres pourcents étant destinés à la réduction du déficit budgétaire.

Voilà donc peut-être une idée pour l'avenir, parce que - compte tenu des paramètres de base que nous avons choisis pour notre budget - des recettes supplémentaires seront peut-être réalisées.

Et la manière structurelle dont les Pays-Bas envisagent d'utiliser systématiquement ce type de recettes mérite peut-être notre attention. Ainsi le gouvernement néerlandais prévoit-il une légère réduction de la fiscalité en l'an 2000, sur la base des règles que je viens de vous rappeler. Mais cette réduction - et c'est cela qui m'inté-

Eric van Weddingen

resse plus particulièrement - sera elle-même suivie en l'an 2001 d'une réforme fiscale d'envergure prévoyant une diminution des taxes sur les revenus, d'une part, de 60% à 52% pour les revenus les plus élevés et, d'autre part, de 36,5% à 33% pour les revenus les plus bas. En sus, relativement à l'impôt des sociétés, une réduction de la taxe sur les entreprises de 35% à 30% sera également mise en oeuvre.

Quant à l'Italie, sa fiscalité est structurellement assez différente de la nôtre et est surtout beaucoup plus basse que la nôtre - je rappellerai que le taux maximum sur les revenus les plus élevés au niveau de l'IPP y est de 40,6%. Et nonobstant ce fait, le gouvernement italien annonce pour l'an 2000 une diminution d'impôts à concurrence de plus de quatre milliards d'euros.

Monsieur le ministre, je connais bien l'adage suivant lequel "comparaison n'est pas raison". Pourtant, il est manifeste qu'après des années d'austérité, le signal est donné en faveur d'un desserrement de la pression fiscale dans tous les pays voisins, de même que nous venons de l'amorcer aussi chez nous. D'ailleurs, si la Belgique avait dû rester la seule à s'entêter dans une fiscalité et une parafiscalité exorbitantes, elle aurait réduit les effets bénéfiques de la croissance et creusé l'écart avec ses principaux concurrents économiques. C'est pour ces motifs que je déclarais tout à l'heure que sont anachroniques les allocutions des détracteurs de l'ampleur des mesures de réduction fiscale du gouvernement. Il est une fois encore...

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik stel vast dat de heer van Weddingen ten eerste pleit voor een vertraging in de schuldafbouw. Ten tweede dringt hij aan op een versnelde belastingverlaging, niet in het minst wat de hoogste inkomensschijven betreft. Ik wil erop wijzen dat de heer Viseur, die ook deel uitmaakt van de meerderheid, daarnet een tussenkomst hield die haaks stond op de uwe. Ik vind dat zeer indrukwekkend. Mijnheer de minister - ik richt me nu tot de afwezige minister van Begroting -, het is bewonderenswaardig hoe u er, tijdelijk, blijft in slagen om deze twee uitersten te blijven verzoenen. Wij verwachten dan ook nog wat in de toekomst.

M. **Eric van Weddingen** (PRL FDF MCC) : Mais, monsieur Leterme, je ne plaide pour rien. Je suis occupé à vous énoncer ce qui se passe ailleurs et ce qui va se dérouler en 2000, 2001 et 2002 tout autour de nous. J'ai cité ces illustrations avec une totale objectivité, puisque je n'ai émis aucun commentaire personnel à leur sujet. Et j'ai cité à chaque fois autant les exemples de réduction des revenus les plus bas que des revenus les plus hauts.

Vous prenez vos désirs pour des réalités, monsieur Leterme. Dans cette majorité-ci, nous sommes encore capables d'émettre des arguments, ou plus exactement de s'échanger - sans s'entre-tuer - de la documentation relative à ce qui se fait dans les pays voisins.

M. **Jean-Pierre Viseur** (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, je constate que dans le budget dont nous discutons aujourd'hui, les réductions d'impôts portent essentiellement sur les revenus les plus bas. Si je m'en réjouis, nous sommes tout à fait d'accord, majorité et opposition, pour discuter démocratiquement des meilleures mesures à prendre après celles qui se retrouvent dans ce budget-ci et qui sont l'objet essentiel de notre discussion d'aujourd'hui.

M. **Eric van Weddingen** (PRL FDF MCC) : Les mesures proposées sont équitables pour tout le monde et nous poursuivrons dans cette voie.

Les informations que je donne ici sur ce qui se passe dans les pays voisins sont des éléments intéressants qui devront entrer en ligne de compte dans les discussions que nous aurons à l'occasion de la prochaine réforme fiscale.

J'en arrive ainsi à la nécessité d'une réforme fiscale d'envergure, annoncée d'ailleurs par le gouvernement. Elle est nécessaire, d'abord parce que notre handicap fiscal par rapport à la moyenne européenne est considérable à ce jour, puisqu'il s'élève à 400 milliards. Mais elle est encore plus nécessaire depuis que nos voisins européens à fiscalité déjà moindre que chez nous, préparent tous aussi une réforme fiscale visant à alléger encore leur propre fiscalité, ce qui va creuser davantage l'écart avec nous si nous ne faisons rien.

Ainsi, au niveau de l'IPP, probablement le volet le plus évident de notre handicap, nos voisins s'apprêtent à réduire le taux le plus bas et le taux le plus haut, nous aurons l'occasion d'en parler.

De plus, si nous nous situons à peu près dans la moyenne en matière d'impôt des sociétés, les projets que j'ai cités en France, en Allemagne, aux Pays-Bas risquent de nous situer à nouveau en champions de l'impôt dans ce domaine. Il faudra donc également réfléchir à cet élément.

En conclusion, qu'il s'agisse d'un budget de rupture positive, cela me paraît ne plus devoir être démontré. Mais c'est aussi un budget équilibré faisant une place non négligeable à l'emploi des jeunes, à la préservation des ressources de la sécurité sociale grâce à un financement supplémentaire, à la lutte contre la pauvreté, à la modernisation de la fonction publique, à la réduction des charges sociales.

Eric van Weddingen

Les institutions financières internationales ne s'y sont d'ailleurs pas trompées puisqu'elles ont unanimement applaudi le budget de la Belgique. Certes, la Banque centrale européenne a souligné la vulnérabilité des finances de l'ensemble de la zone euro aux chocs non anticipés - éventuelle hausse de taux d'intérêts ou ralentissement de conjoncture - et a souhaité que les pays membres prennent de l'avance sur ces objectifs. Ce souhait a été relayé par certains en commission. Dans le même temps, cette institution recommande d'intensifier les efforts pour réduire "les sources de déséquilibre des finances publiques que sont une imposition excessivement élevée, des systèmes de redistribution impossibles à maintenir et des administrations publiques inefficaces(...)".

Le budget qui nous est soumis tient compte de ces recommandations. Le gouvernement s'est même engagé à affecter prioritairement tout boni conjoncturel à une réduction complémentaire du déficit budgétaire.

Pour terminer, même si je l'ai déjà fait en commission, je ne résiste pas au plaisir de citer, en séance plénière, un bref extrait d'un éditorial de la presse financière. Je cite : "La Belgique est aujourd'hui l'un des bons élèves de la classe OCDE". Cela fait plaisir à lire et à entendre. Le passé récent fut nettement moins glorieux, chacun s'en souvient.

Notre pays est à présent dans la bonne voie et la majorité qui nous gouverne n'est pas étrangère au changement de cap."

Voilà, monsieur le ministre, qui résume fort bien mon sentiment. Inutile de vous dire que ce sera sans réticence aucune que je voterai ce budget.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, sta mij toe het te betreuren - dit is ondertussen een ritueel aan het worden - dat onze inhoudelijk goed gestoffeerde werkzaamheden moeten plaatsvinden in een zo weinig bezet halfroond. Sommige fracties zijn totaal niet vertegenwoordigd.

Mijnheer de minister van Financiën, ik betreur het eveneens dat de vice-eerste minister en minister van Begroting zijn misprijzen voor het parlement blijkbaar zodanig cultiveert dat hij, op het enige moment dat zijn aanwezigheid in het parlement echt vereist is, zelfs daartoe niet in staat is. De begroting 2000 wordt besproken in de afwezigheid van de minister van Begroting. Dit vind ik, ongeacht of ik deel uitmaak van de meerderheid of van de oppositie, niet correct ten aanzien van het parlement. Ik vraag u deze boodschap over te maken aan de minister van Begroting. Wij zullen de procedure terzake niet hanteren en niet aandringen op zijn aanwezigheid. Laten wij hopen dat hij in de toekomst zijn agenda beter plant.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, de CVP-kamerfractie zal de begroting 2000 niet goedkeuren. Wij zullen tegen het door de regering ingediende ontwerp stemmen, niet omdat wij het als de opdracht van de oppositie beschouwen, maar omdat wij ervan echt overtuigd zijn dat wij daarvoor goede redenen hebben. Tijdens dit vierdaags debat zullen wij in dat verband onze standpunten verdedigen.

Wij hadden in de commissie de gelegenheid om op basis van concrete cijfers en technisch onderbouwde argumenten aan te tonen waarom wij dit ontwerp niet kunnen steunen. Het debat over de begroting 2000 was ook in de commissie zelden een debat te noemen. De reden hiervan ligt voor de hand. De meerderheid heeft, zoals het ook uit het verslag blijkt, nauwelijks aan de besprekingen deelgenomen. De lankmoedige houding van de leden van de meerderheid tijdens de commissiebesprekingen ligt niet in het feit dat ze volledig instemmen met deze begroting. De weinige interventies van meerderheidsleden wezen integendeel op grote teleurstellingen met betrekking tot deze begroting. Ik denk aan de uiteenzetting van de heer Desimpel, die het economisch beleid en vooral de in deze begroting geformuleerde vooruitzichten inzake een economisch beleid volledig kraakte.

Er was ook de uiteenzetting van collega Viseur, die daarnet de eerlijkheid had om een aantal elementen van zijn betoog in de commissie hier te herhalen. Hij zei dat deze begroting geen enkele maatregel - en zelfs geen aanzet - inzake eco-fiscaliteit bevat. Dat is een cruciaal punt voor ons, net als voor u, wat blijkt uit uw parlementaire werkzaamheden toen u nog deel uitmaakte van de oppositie. Mijnheer Viseur, u zei in de commissie dat u dit jaar akkoord gaat met de begroting, maar dat u de volgende jaren meer verwacht. Dat staat met zoveel woorden in het verslag en u hebt het trouwens daarstraks niet tegengesproken. U gaf te kennen dat u ontgoocheld bent dat er op het vlak van de ecologische correctie van de fiscaliteit niets in huis is gekomen.

M. **Jean-Pierre Viseur** (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, je voudrais demander à M. Leterme en quoi les gouvernements précédents ont pris des mesures d'écofiscalité. Peut-il m'en citer quelques-unes ?

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer Viseur, het is de regering die wordt ondervraagd.

U hebt redenen te over om de regering te ondervragen. Uw uiteenzetting in de commissie was zeer kritisch. Ik maak mij evenwel weinig illusies. Donderdag zullen de groenen wel het groene knopje indrukken.

De interventie van de heer Tavernier in commissie was zeer beperkt, in tegenstelling tot voorgaande jaren, toen hij soms zeer terechte opmerkingen maakte inzake het

Yves Leterme

geheel van de begroting, die trouwens vaak door ons werden ondersteund. Wellicht heeft dat te maken met het feit dat de partij van de heer Tavernier nu deel uitmaakt van de meerderheid.

Collega Van Rompuy heeft daarstraks een algemeen politiek commentaar gegeven op de begroting. Collega Dirk Pieters zal later ingaan op de problematiek van het structurele tekort en op de aantijgingen van collega van Weddigen, onder meer met betrekking tot het schuld-beheer.

In dit vierdaagse debat zullen alle andere leden van de CVP-fractie uit de diverse commissies de overwegend negatieve evaluatie van de CVP-fractie van de diverse departementale begrotingen nauwgezet toelichten. Als wij donderdag tegen deze begroting zullen stemmen, zal dat met overtuiging zijn.

Ik beperk mij tot de kern van onze bezwaren. Ik zal ze samenvatten in een drietal punten. Een eerste belangrijke kritiek is dat deze begroting de begroting van de gemakzucht is. Er is een trendbreuk, die erin bestaat dat men overgaat van de budgettaire discipline naar de gemakzucht. Deze begroting is immers in tegenspraak met het stabiliteitsprogramma wat het primair saldo van entiteit I - waarvoor de federale overheid verantwoordelijk is - betreft. De verlaging van de doelstelling inzake entiteit I van 5,3% naar 5,15% is voor ons onverdedigbaar.

Ter verantwoording van die verlaging verwees de regering in de commissie en tijdens de algemene toelichting bij de begroting, onder meer naar de ESER-correctie. Welnu, tijdens het debat in de commissie en zonder overtuigende tegenargumenten vanwege de regering, toonden wij aan dat het argument van de ESER-correctie voor meer dan twee derde niet opgaat. Immers, de werkelijke oorzaak van het verslappen van de norm met betrekking tot het primair saldo voor entiteit I en voor het laten varen van deze toekomstgerichte begrotingsdoelstelling moet daar niet worden gezocht.

De verlaagde doelstelling inzake het primair saldo entiteit I zorgt er echter voor dat wij, ondanks de zeer gunstige macro-economische omgeving, geen voorsprong meer nemen op de scenario's met betrekking tot de schuldafbouw, zoals bepaald in het stabiliteitsprogramma en door de Hoge Raad van Financiën. Terloops gezegd, gezien de gunstige macro-economische omgeving waarin wij ons bevinden, begrijp ik trouwens niet waarom de heer Lenssen het daarnet in zijn betoog had over de zeer moeilijke situatie waarin de regering haar begroting moet opstellen.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, tijdens de periode 1997-1998 met een vergelijkbare conjunctuur als voor 2000, werd een beduidend grotere inspanning geleverd inzake schuldafbouw dan thans

wordt vooropgesteld. Dat is de realiteit, mijnheer van Weddigen en daarvoor kiest u bewust, zeer bewust zelfs, heren van de meerderheid. Uiteraard loopt u op die manier niet het risico op massaal verzet van de bevolking te stuiten. Maar uw keuze is daarom niet minder onverantwoord.

Ons tweede punt van kritiek in verband met deze begroting is het gebrek aan visie. Op het vlak van de extra uitgaven waarvoor u de marge gebruikt die u kunstmatig creëert, onder meer door overtreding van de norm inzake het primair saldo voor entiteit I, is geen coherente visie te bespeuren.

Maar er is de massale lastenverlaging. Men moet wel toegeven dat de liberalen, ten nadele van onder meer uw doelstellingen, mijnheer Viseur, en van de beleidsdoelstellingen van de eens te meer afwezige SP en van de PS, de lastenverlaging hebben binnengehaald en dat precies daar het zwaartepunt van het gebruik van de budgettaire marge is gesitueerd.

Laat het duidelijk zijn dat wij niet tegen lastenverlaging zijn. Maar - en de heer Pieters toonde dat aan tijdens de commissiebesprekingen - wij zouden deze lastenverlagingen hebben ingevuld, zoals afgesproken tijdens de vorige legislatuur. De strijd tegen de werkloosheid moet volgens ons doelgericht worden ingezet, rekening houdend met de realiteit op de arbeidsmarkt, die verschilt van regio tot regio en van subregio tot subregio. Aldus moet op dat vlak een gedifferentieerd en specifiek beleid worden gevoerd en kunnen wij ons vragen stellen omtrent een lineaire maatregel zoals de geamplifieerde lastenverlaging.

Voorts is ook inzake het versterken van de rendabiliteit van de bedrijven in het algemeen en van bepaalde activiteiten in het bijzonder, een gedifferentieerde benadering aan de orde, zeker op het ogenblik dat budgettaire marges nog zeer beperkt zijn en de terugverdieneffecten die terecht door de regering niet in rekening werden gebracht, quasi onbestaande zijn.

Er is dus een gebrek aan visie en alles wordt op de lineaire lastenverlaging gezet zonder dat met de realiteit rekening wordt gehouden.

Het gebrek aan visie blijkt ook uit een aantal andere elementen. Het valt ons op dat een aantal van de schaarse overblijvende miljarden worden gependend aan ideologisch en partijpolitiek geïnspireerde symboolacties. CVP-collega's uit de verschillende commissies zullen hierop de komende dagen dieper ingaan. Ik denk hierbij aan de anderhalf miljard voor de grote steden en aan de 600 miljoen frank voor de sociale-economieprojecten. Wij betwijfelen niet dat zowel op het vlak van het opnieuw leefbaar maken van het stedelijk weefsel als op het vlak van het stimuleren van het ethisch ondernemen en sociale-economieprojecten zinvolle ini-

Yves Leterme

tiatieven kunnen worden genomen. Ons stoort het gebrek aan visie bij de inschrijving van deze kredieten. Dat is trouwens letterlijk te nemen : het gaat om provisionele kredieten. Wat de sociale-economieprojecten betreft is er na de kritiek van het Rekenhof een beetje verbetering gekomen. In december 1999 worden kredieten ingeschreven terwijl men nog niet weet wat concreet met de anderhalf miljard en de 600 miljoen frank zal worden gedaan.

Deze initiatieven passen bovendien helemaal niet in een breder kader. Er wordt ook niet overlegd met de Gewesten en de Gemeenschappen, die zowel wat het grootste-delijk beleid als het beleid inzake sociale economie betreft de eerste verantwoordelijken zijn. Ik sta niet alleen met die mening. Enkele weken geleden bracht collega-parlementslid en regeringscommissaris Charles Picqué een bezoek aan Antwerpen waar hij 300 miljoen frank beloofde voor de herwaardering van een bepaalde zone. Onder andere dit bezoek bracht de Vlaamse minister-president Dewael ertoe in het Vlaams Parlement te verklaren dat hij over dit project geen contact met het federale niveau had gehad, wat hij niet correct vond aangezien de gewestelijke overheid in eerste instantie verantwoordelijk is voor stadskernvernieuwing, verbetering van het openbare domein en sociale economie.

Er komt dus een massale lastenverlaging zonder een specifieke aanpak en waarbij geen rekening wordt gehouden met het specifieke karakter van de arbeidsmarkten die tussen de regio's en de subregio's onderling verschillen. Daarnaast zijn er een paar symbool-kredietinschrijvingen, zowel aan inkomsten- als aan uitgavenzijde. Een aantal andere, cruciale problemen wordt niet aangepakt. Collega Van Rompuy heeft terecht gewezen op de mobiliteitsproblematiek. Er wordt natuurlijk 8,5 miljard frank vrijgemaakt het GEN. Die 8,5 miljard frank zullen mede tijdens het eerste kwartaal binnenkomen uit de valorisatie - ik zei bijna privatisering - van de staatsaandelen in overheidsbedrijven. Maar de NMBS krijgt volgend jaar minder dan dit jaar. Waar zijn de initiatieven waar de Belgische samenleving en de bevolking om schreeuwen en die ervoor moeten zorgen dat het fileprobleem wordt aangepakt ? Zelfs over de variabilisering van de autokosten, waarover de heer Viseur het had, staat in de begroting niets. Het begin van een nieuwe regeerperiode zou een goed moment zijn geweest om op dat vlak maatregelen te nemen. De coalitie moet immers genoeg cohesie hebben omdat het gaat om maatregelen die enige politieke moed zullen vergen. Ook het fileprobleem en de variabilisering van de autokosten worden verwezen naar de fiscale hervorming die wellicht de wortel wordt waarachter de regering de kiezer wil doen lopen bij de volgende verkiezingen. Wij vinden het onverantwoord dat geen enkele aanzet wordt gegeven, net zoals wij het onverantwoord vinden dat de groenen dit beleid en deze begroting steunen. Nochtans wordt in

deze begroting geen enkele aanzet gegeven om door herinvesteringen in de NMBS of voor de variabilisering van autokosten te proberen beleidsinstrumenten op te bouwen die ervoor moeten zorgen dat het fileprobleem wordt bedwongen.

De CVP betreurt dat de voorliggende begrotingen geen maatregelen bevatten inzake de wegwerking van de discriminaties ten nadele van de gehuwden. In haar alternatieve begroting 2000 maakt de CVP 10 miljard frank vrij om een progressieve afbouw van de discriminaties mogelijk te maken. Onze fractie begrijpt dat deze coalitie niet wakker ligt van de discriminaties ten nadele van de gehuwden. Meer nog, de CVP stelt vast dat de afbouw van de crisisbijdrage een nieuwe discriminatie invoert. We zijn hierover echter niet echt verbaasd. In de commissie stelde mevrouw Moerman dat het huwelijk een gruwel is, een uiterst conservatieve samenlevingsvorm.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de CVP heeft wel degelijk oog voor de veranderingen in de samenleving. De christen-democraten staan wel degelijk open voor iedereen, ook voor degenen die niet leven in een klassiek huwelijk. Er is echter een hemelsbreed verschil tussen openstaan voor andere ideeën en het huwelijk afschilderen als een gruwel en een uiterst conservatieve samenlevingsvorm. Als een lid van de meerderheid een dergelijke uitspraak doet, zijn we niet verrast dat deze begrotingen geen maatregelen bevatten inzake de wegwerking van de discriminatie ten nadele van gehuwden.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de CVP stelt vast dat de regering af en toe een loopje neemt met de budgettaire orthodoxie. De Rijksmiddelenbegroting en de Uitgavenbegroting bevatten een aantal onorthodoxe trucs die de minister van Begroting handigheden noemt. Als men al deze handigheden optelt, dreigen de begrotingsresultaten bij gelijkblijvende economische groei te zullen tegenvallen.

Vorige week berekende het weekblad Trends-Tendances - ik geef toe op onvolkomen wijze - de afstand tussen de beloften van de memorie van toelichting en de verwerking ervan in de begroting. Volgens Trends-Tendances was de afstand 80 à 90 miljard frank.

Alhoewel de CVP niet zo ver wil gaan en rekening houdt met het argument van de regering dat bepaalde maatregelen slechts de volgende jaren op kruissnelheid zullen komen, kunnen de christen-democraten niet naast de discrepantie kijken tussen de genomen beslissingen en de verrekening ervan in de begroting 2000.

Mijnheer de voorzitter, een ander teer punt inzake budgettaire orthodoxie van deze regering heeft betrekking op de beleidsdaden van de regeringsleden die om de haverklap maatregelen aankondigen die ofwel meer uitgaa-

Yves Leterme

ven betekenen ofwel minder ontvangsten maar nog niet in de begroting zijn opgenomen. De regering voert in die zin een virtueel beleid inzake openbare financiën. Ik geef een voorbeeld. De minister van Justitie verklaart in de bevoegde commissie dat de regering beslist heeft dat, ik citeer : "het budget Justitie de volgende jaren finaal met 15 miljard frank op kruissnelheid zal gegroeid zijn tegen het einde van de legislatuur". Ongelukkig voor de heer Verwilghen en justitie maar gelukkig voor de staatsfinanciën werd hij teruggefloten door de minister van Begroting. Hij vond dat minister Verwilghen voor zijn beurt had gesproken en verwees de 15 miljard frank terug naar af.

Deze handelwijze van plannen voor te stellen als regeringsbeslissingen met de daaraan verbonden budgettaire implicaties is de nieuwe regeerstijl.

Een coalitie waarin woorden belangrijker zijn dan daden, een coalitie waarin wat men zegt anders is dan wat men doet of belooft te doen, een coalitie waarin het niet op een leugen meer of minder of op een verdraaiing van de feiten aankomt.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, uit het bovenvermelde moge dus zeer duidelijk blijken dat onze fundamentele kritiek op de begroting niet slaat op het feit dat de vooropgestelde doelstellingen inzake primair saldo - doelstellingen die wat entiteit 1 betreft te weinig ambitieus zijn - niet zouden worden gehaald. Wij weten dat dit het beeld is dat de minister van Begroting van de oppositie wenst op te hangen. Welnu, wij ontkennen op de plaats waar het moet gebeuren : op de tribune van het parlement. Wij betwisten niet dat de vooropgestelde budgettaire oogmerken in de begroting 2000 haalbaar zijn. Het zou er trouwens nog aan mankeren, met een economische groei die thans door een aantal belangrijke onderzoeksinstituten en bankinstellingen op meer dan 3% wordt geraamd.

Onze fundamentele kritiek bestaat erin dat u, tegen de achtergrond van de mooie uitgangspositie die de voorgaande regering u gelaten heeft en de uitstekende prestaties van onze economie, niet de moed noch de slagkracht hebt om inzake de afbouw van onze nog steeds immense schuldenberg de extra inspanning te leveren die ons in staat zou stellen ons land nog beter te verzekeren tegen de economische terugslag en de vergrijzing. Uw beleid steekt wat dat betreft schril af tegen de realisaties van de vorige regering. De heer van Weddingen heeft dus gelijk wanneer hij zegt dat er een trendbreuk is.

De begroting 2000 is dus een gemakzuchtige begroting, die de meevallers uit de gunstige economische conjunctuur vooral aanwendt om de cohesie van de coalitie af te kopen, een coalitie waarin men probeert de interne tegenstellingen onder te sneeuwen onder het nieuwe

begrip van de actieve welvaartsstaat. Ik daag de collega's van de meerderheid uit elk apart neer te schrijven wat dit begrip volgens hen betekent. Ik denk dat u allemaal, collega's van de meerderheid, zou schrikken van het resultaat. Misschien moeten we dat ooit eens organiseren, mijnheer de voorzitter.

De begroting 2000 is om die reden een begroting naar het beeld van deze coalitie, een kleurrijke groep met totaal uiteenlopende meningen, zonder eenheid van visie en met vooralsnog blijkbaar als enige gemeenschappelijke drijfveer dit land eindelijk eens te besturen zonder de christen-democraten, een drijfveer die voorlopig nog zo hardnekkig en sterk is dat de deelnemende partijen bereid zijn af te zweren wat zij vóór 13 juni beleden en wat zij hun eigen achterban vertelden en nog altijd moeten vertellen. Ik denk aan het asiëdossier, de werknemersparticipatie, de kernenergie, de wapenexport, de kernwapens in Kleine Brogel, de vermogensbelasting, het onderwijsdossier of de naturalisatiewet. Voor de meeste coalitiepartners is blijkbaar geen enkel gezichtsverlies er een te veel. Dit onweerlegbare feit hebben alle politieke waarnemers en al die medeburgers die bekommerd zijn om het goed bestuur in dit land de afgelopen weken eens te meer kunnen vaststellen.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, ook het begrotingsbeleid betaalt de tol van dit gebrek aan leiderschap, gezag en cohesie. De kordate schuldafbouw wordt vertraagd. De opbrengsten van de gunstige economische conjunctuur zijn de afkoopsom voor het voortduren van deze coalitie. Ons land en zijn bevolking verdienen veel beter.

De heer **Aimé Desimpel** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, de heer Leterme heeft ons meegedeeld dat de commissarissen weinig animo in het debat brachten. Ik betwijfel dat. Wij hebben kritische opmerkingen gemaakt. Blijkbaar gaat hij er niet mee akkoord dat wij opmerkingen maken. Hij vergeet ook dat de nieuwe wet pas op 1 januari 2000 van kracht wordt. De nieuwe effecten van deze begrotingswet moeten zich nog uiten.

Als een van de weinige ondernemers in dit parlement wens ik van deze gelegenheid gebruik te maken om een aantal kritische vaststellingen te doen alvorens iets dieper op de begroting in te gaan.

De oppositie en berichten in de pers doen het uitschijnen dat de economie en onze bedrijven geen moeilijkheden meer hebben. Niets is minder waar. Minstens 20% van al onze bedrijven zijn bedrijven in moeilijkheden die in aanmerking komen voor een gerechtelijk akkoord. De helft van deze groep heeft een negatief eigen vermogen. In veel bedrijven staat het water tot aan de lippen. In 1999 zullen opnieuw bijna 8 000 faillissementen worden uitgesproken. Niet minder dan 540 000 Belgen leven

Aimé Desimpel

permanent in het buitenland, waaronder vele duizenden ondernemers en KMO's, die het hier de laatste decennia niet meer zagen zitten en elders aan de slag zijn gegaan. De concurrentiepositie met de omringende landen moet nog veel verbeteren. Wij moeten vooral de niet-actieve potentiële actieven opnieuw aan het werk krijgen en dat zijn er nog meer dan 800 000. De lage activiteitsgraad in ons land is een record in Europa. Ik denk dat wij dat vooral moeten toeschrijven aan de vorige regeringen. Het is een belangrijke opdracht voor deze regering voor de zoveel overgeërfde problemen een oplossing te vinden.

Toch kunnen wij optimistisch zijn voor de toekomst. De groeicijfers zullen waarschijnlijk nog beter zijn dan algemeen verwacht.

Het psychologisch effect veroorzaakt door het jaar 2000, biedt gunstige perspectieven. Het budgettair resultaat van deze regering zal waarschijnlijk beter zijn dan voorspeld. Vooral de herneming van de Europese economie en de lage eurokoers laten ons het beste verhoppen. Als ondernemer wil ik daarom de regering oproepen vanaf 2001 een gedurfder budget op te stellen, meer werk te maken om bepaalde discriminaties weg te werken en nog vlugger de actieve welvaartsstaat te realiseren.

Ik denk hierbij vooral aan een vluggere afschaffing van de crisisbelasting, een substantiëlere verhoging van de pensioenen voor de kleine zelfstandigen, een BTW-verlaging voor de bouw van een eerste sociale woning, het wegwerken van de discriminatie in onder andere de horecasector, een grotere inspanning ten voordele van de 6% mensen die onder de armoedegrens leven, consistentere oplossingen voor de werkloosheidsval en de te grote loonwag, het wegwerken van de achterstand in de concurrentiepositie, het stimuleren van het wetenschappelijk onderzoek, de beroepsherscholing, en dies meer. Mijnheer van Weddingen, dit betekent ook een doelgerichte verlaging van de vennootschapsbelasting naar het Europees gemiddelde en verdere lastenverlagingen. De Maribel-terugbetalingen zullen inderdaad de maatregelen van 1 april gedeeltelijk neutraliseren. Voor onze ondernemingen is dit niet zo gunstig.

Nochtans zorgt deze regering ongetwijfeld voor een trendbreuk. Het startschot wordt gegeven op 1 januari 2000. Ik begrijp heel goed dat de regering het eerste jaar zeer voorzichtig te werk gaat. Persoonlijk ben ik ervan overtuigd dat vanaf het tweede jaar veel meer mogelijk zal zijn. Al deze maatregelen komen de koopkracht ten goede en zullen het vertrouwen doen terugkeren. Het is de creatie van meerwaarden die onze maatschappij de middelen zal geven om meer sociale welvaart in eigen land te scheppen en onze ontwikkelingshulp in zoveel landen, die het zoveel moeilijker hebben, consistent te verhogen.

Het zou deze regering sieren de armoede in eigen land volledig weg te werken. Ik meen dat dit kan. We kunnen ook een voorbeeldrol spelen in de derde wereld, waar de problemen vooral door de grote mogelijkheden moeten worden opgelost.

Het regeerakkoord vereist onder meer dat de maatregelen en de initiatieven van de diverse beleidsdomeinen moeten passen in de aangegeven voorwaarden, zodat een gestage daling van de fiscale en parafiscale druk over de duur van de legislatuur wordt gerealiseerd. In het regeerakkoord is ook afgesproken dat de vrijgemaakte beleidsruimte onder meer moet worden aangewend voor een vermindering van de parafiscale heffingen op arbeid om een nieuwe tewerkstellingsdynamiek op gang te brengen. Een analyse van de begroting toont aan dat de regering in 2000 hiermee een start maakt.

Uit de begroting kan immers worden afgeleid dat zowel de fiscale als de parafiscale ontvangsten en de totale inkomsten lager liggen in 2000 dan in de aangepaste begroting van 1999. De totale fiscale en parafiscale ontvangsten dalen van 41,5 naar 41,4% van het BPP en de totale inkomsten van 43,3 naar 43,2%.

Een analyse van de regeringsmaatregelen wijst uit dat er geen belastingverhogingen worden doorgevoerd. De regering voorziet wel in een aantal maatregelen die een onmiddellijke daling van de fiscale druk tot gevolg heeft.

Ik geef een korte opsomming van deze maatregelen. Ten eerste is er de herinvoering van de indexering van de belastingschalen. Tot het invoeren van de indexering werd besloten tijdens liberale regeringsdeelname. Het werd voor het eerst toegepast voor het aanslagjaar 1987 door de wet-Grootjans. Ingevolge de wet houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen die werd goedgekeurd ter uitvoering van de begroting voor 1993 werd de indexering opgeschort gedurende ten hoogste vier aanslagjaren. Het ging dus om de aanslagjaren 1994 tot en met 1997. De volmachtbesluiten voorzagen echter in een verlenging van de desindexering voor de aanslagjaren 1998 en 1999. Dat is duidelijk de schuld van de vorige regering. Hierdoor werd de belastinghervorming van 1988 op de helling gezet. Deze hervorming was er gekomen na jarenlange strijd om het principe van de indexering van de belastingschalen te erkennen in de belastingwetgeving.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik kan mijn liberale collega's aankondigen dat ik hen steeds zal terechtwijzen als ik fysiek en mentaal aanwezig ben, zowel hier als in de commissie, als zij van het dossier van de herindexering van de belastingschalen een pluim op de hoed van de huidige meerderheid willen zetten. Collega's, inzake de herindexering van de belastingschalen hebt u geen enkele beslissing genomen. Mijnheer Desimpel, ik daag u uit om het tegendeel te bewijzen.

Yves Leterme

zen. Het voorgaande kabinet heeft in de memorie van toelichting bij de laatste begroting aangekondigd dat de herindexering volwaardig zou worden doorgevoerd, wat ook in de wet was voorzien. De desindexering liep immers ten einde in 1999. Ik daag u uit om het tegendeel te bewijzen.

De heer **Aimé Desimpel** (VLD) : De herindexering komt er in elk geval op 1 januari.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Wanneer gaat de herindexering in ?

De heer **Aimé Desimpel** (VLD) : Ik meen dat dit begint te lopen vanaf 1 januari, tenzij ik het verkeerd voorheb.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : U hebt het inderdaad verkeerd voor. Ik wil u echter niet, nog meer in moeilijkheden brengen.

De heer **Aimé Desimpel** (VLD) : Als ze vanaf 2001 een feit wordt, dan geldt ze toch ook voor het aanslagjaar 2000 ?

Het leek er nochtans op dat het principe voorgoed verworven was. De ongunstige effecten van inflatie op de belastingdruk als de belastingschalen niet worden geïndexeerd zijn voldoende bekend. Vooral de ervaring van de jaren '70 had velen overtuigd. De grote belastingverhogingen die we in die periode gekend hebben, waren hoofdzakelijk het resultaat van de inflatie die de belastingbetalers automatisch in hogere belastingschalen duwde. Het leek er dan ook op dat iedereen van de perversiteit van dit systeem overtuigd was. Het niet indexeren van de belastingschalen was in feite een meerjarenplan om de belastingdruk elk jaar te verhogen. Vanuit politiek opportunistisch oogpunt was dit voor de vorige regering natuurlijk heel aantrekkelijk. De regering moest immers slechts één keer naar het parlement stappen om de belastingverhoging te verkrijgen.

Een recente studie toont aan dat de bevrozing van de indexering van de belastingschalen, rekening houdend met het cumulatief karakter, de belastingbetaler sedert het aanslagjaar 1994 meer dan 200 miljard frank heeft gekost. De VLD is dan ook zeer verheugd dat de regering niet beslist heeft om de herindexering van de belastingschalen verder uit te stellen. De herindexering is ook van toepassing op de inkomsten voor 1999. Vanaf de inkomsten van 2000 zal zij via de bedrijfsvoorheffing voor een volledig jaar voelbaar zijn voor de belastingplichtigen. Door de herinvoering van de integrale indexering zullen de belastingplichtigen minder belasting betalen voor een bedrag van 8,4 miljard frank voor de inkomsten van 1999 en 17,5 miljard frank voor de inkomsten van 2000.

Ten tweede is er de geleidelijke afschaffing van de crisisbijdrage. Naar aanleiding van de begrotingscontrole voor 1993 werd door de regering beslist om een aanvullende crisisbijdrage in te voeren in de vorm van drie opcentiemen op alle inkomstenbelastingen. Aldus werd een inspanning gevraagd van de inkomens van werknemers, zelfstandigen, vrije beroepen en vennootschappen alsook van de inkomens uit vermogen.

Een deel van de opbrengst van de opcentiemen wordt rechtstreeks geaffecteerd bij de sociale zekerheid van zowel de werknemers als de zelfstandigen. Vanaf haar invoering betekende deze bijdrage bijkomende fiscale lasten van ongeveer 175 miljard frank voor de aan de personenbelasting onderworpen belastingplichtigen. Bij de huidige stand van zaken kost deze bijdrage elk jaar meer dan 30 miljard frank aan de belastingbetalers. De regering heeft beslist om conform de bepalingen van het regeerakkoord een aanvang te maken met de geleidelijke afschaffing van de crisisbijdrage, te beginnen met de inkomsten van het jaar 1999 en voor de natuurlijke personen met de laagste inkomens. De geleidelijke afschaffing van de crisisbijdrage zal het mogelijk maken om op kruissnelheid de fiscale lasten te verlagen met 3 miljard frank per jaar.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik wil gewoon de heer Desimpel even verbeteren. Twee zinnen geleden zei hij dat de afschaffing van de crisisbijdrage op kruissnelheid jaarlijks 30 miljard frank kost en nu zegt hij dat het 3 miljard frank is. U kunt dat in uw tekst verbeteren.

De **voorzitter** : Akkoord met deze technische verbetering.

De heer **Aimé Desimpel** (VLD) : Ten derde is er de vermindering van de BTW-tarieven voor bepaalde diensten. In aansluiting op een politieke overeenkomst die op 12 september 1999 op een informele bijeenkomst van de Ecofinraad in Turku werd gesloten, hechtte de raad inmiddels zijn definitieve goedkeuring aan de volledige tekst van de ontwerpverordening met betrekking tot het BTW-tarief dat ten aanzien van arbeidsintensieve diensten moet worden toegepast. Betreffende aanpassing bepaalt dat de raad de lidstaten toestemming kan verlenen om gedurende een periode van maximaal 3 jaar, gaande van 1 januari 2000 tot 31 december 2002, een verlaagd BTW-tarief toe te passen ten aanzien van bepaalde arbeidsintensieve diensten. Voor België bedraagt dit verlaagde BTW-tarief 6%. Het regeerakkoord bepaalt dat, met het oog op het terugdringen van het zwartwerk en het bevorderen van de werkgelegenheid, de regering inzake indirecte belastingen overweegt om in het kader van de Europese richtlijn experimenten op gang te trekken in overleg met de betrokken sectoren voor een BTW-verlaging op arbeidsintensieve diensten. In uitvoe-

Aimé Desimpel

ring van deze bepaling heeft de regering beslist om het verlaagd BTW-tarief te zullen toepassen op de herstellingswerkzaamheden aan fietsen, schoenen en kleren en op de herstellings- en renovatiewerken aan gebouwen tussen vijf en vijftien jaar oud. Voor gebouwen ouder dan vijftien jaar is het BTW-tarief reeds 6%. Deze BTW-verlaging brengt een fiscale minderopbrengst van 2 miljard frank met zich. De VLD is ten zeerste verheugd dat de regering heeft ingespeeld op de mogelijkheid om een aantal arbeidsintensieve diensten aan het verlaagde BTW-tarief te onderwerpen. Natuurlijk kon worden verwacht dat een aantal economische sectoren misnoegd zou zijn omdat zij niet van deze BTW-maatregel kunnen genieten. Het betreft hoofdzakelijk de horeca, de haar-kappers, de bouwsector voor de bouw van een eerste sociale woning en nog enkele andere. De VLD vraagt de regering dan ook om in de eerste plaats voor deze sectoren een aantal maatregelen ter compensatie te willen nemen.

Ten vierde, is er de verbetering van de aftrek voor kinderopvang. De regeringsverklaring bevat een verbetering van de aftrek van de opvangkosten voor kinderen. De regering stelt dan ook voor om de fiscale aftrekbaarheid voor de opvang van kinderen, jonger dan 3 jaar, aanzienlijk te verbeteren op een aantal punten. Het bedrag van de bijkomende belastingvrijstelling verleend voor kinderen jonger dan 3 jaar waarvoor geen opvangkosten worden afgetrokken, zal worden verhoogd van 10 000 frank tot 13 000 frank niet-geïndexeerd, of 16 000 frank voor de inkomsten van 1999.

De verhoging van het maximaal aftrekbare bedrag voor kinderopvangkosten zal middels een koninklijk besluit gebeuren. De regering wil het op 345 frank geplafonneerd bedrag verhogen tot 450 frank.

Deze twee maatregelen komen overeen met een belastingvermindering van bijna 1 miljard frank voor de inkomsten van 1999. De VLD is verheugd dat de regering een aantal maatregelen in verband met de kinderopvang neemt. Ze zal echter zelf een aantal initiatieven nemen om de fiscale aftrekbaarheid van de kosten, verbonden aan alle mogelijke vormen van kinderopvang, te verhogen.

De vier genoemde maatregelen betekenen voor de belastingplichtigen een belastingvermindering van 11,4 miljard frank voor de inkomsten van 1999 en van 24,5 miljard frank voor de inkomsten van 2000. Bij het verstrijken van deze legislatuur zullen deze maatregelen voor de jaarlijkse inkomsten een gunstig effect hebben van niet minder dan 80 miljard frank voor de belastingplichtigen. De VLD kan niet anders dan toejuichen dat in ons land eindelijk wordt aangevangen met de verlaging van de belastingen, wat absoluut noodzakelijk is voor de uitbouw van de actieve welvaartsstaat.

De heer **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, vandaag bespreken wij de begroting voor 2000 van de Belgische Staat en meer bepaald de afdelingen Financiën van de eerste minister, rijksschuld en financiering van de Europese Unie.

Mijnheer de minister, het zal u dan ook niet verwonderen dat wij als Vlaams-nationalisten deze begroting anders bekijken dan de meeste andere partijen. Het Vlaams Blok is het Belgisch staatsverband niet erg genegen. Het gedwongen samenleven van twee volkeren brengt bepaalde problemen met zich die op een verdoken manier in de begroting tot uiting komen. In principe is dit begrotingsdebat belangrijk omdat de begroting voor het parlement het controlemiddel bij uitstek is ten aanzien van de regering. Aan de schaarse belangstelling op de banken - vooral van de meerderheidspartijen - leid ik af dat de meerderheidspartijen nauwelijks interesse hebben voor deze controletaak.

Er zijn talrijke voorbeelden aan te halen waaruit blijkt dat de kloof tussen Noord en Zuid de jongste jaren groter is geworden. Dit is mede het gevolg van een verschillende sociaal-economische en politieke cultuur in beide landdelen. Voor het Vlaams Blok hoeft deze staat niet en bijgevolg hoeft ook deze begroting niet. Ik zou liever vanop deze plaats de begroting van het onafhankelijke Vlaanderen bespreken. Dat is momenteel nog niet aan de orde en waarschijnlijk iets voor de nabije toekomst. Niettegenstaande zal ik als jong verkozen volksvertegenwoordiger proberen om een aantal elementen van de begroting kritisch te onderzoeken.

Ten eerste, de betrekkelijke relativiteit van deze begroting. Het totaal van de federale ontvangsten bedraagt 2 850 miljard frank. Dit bedrag moet worden verminderd met het monumentale bedrag van 615 miljard frank rentelast op de uitstaande schuldenlast, 540 miljard frank voor de dotaties aan gewesten en gemeenschappen, 84 miljard frank bestemd voor Europa en 153 miljard frank voor de sociale zekerheid. Er rest nog een goede 1 600 miljard frank voor de autoriteitsdepartementen en de kapitaalaflossing van de staatsschuld. Over deze 1 600 miljard frank wordt vandaag gesproken.

In de voorstelling van haar begroting voor de komende jaren heeft de regering een aantal prioriteiten vastgelegd. Wat de maatregelen op korte termijn betreft, deze zijn volgens ons niet echt vernieuwend, hoewel het woord nieuw en alle afgeleiden hiervan ongeveer twintig keer voorkomen in de regeringsverklaring van eerste minister Verhofstadt. Het begrip "historische trendbreuk" vanwege het feit dat de regering de begroting als beleidsinstrument hanteert, moet dan ook met meer dan een korrel zout worden genomen, tenzij het een historische trendbreuk is, bedoeld in negatieve zin. Zo hebben wij toch moeten vaststellen dat voor een belangrijk maat-

Hagen Goyvaerts

schappelijk departement zoals Infrastructuur een kleiner budget beschikbaar is dan in de voorgaande jaren. Dat staat in schril contrast met de toenemende belangrijkheid van het probleem van de mobiliteit. En dit alles onder het bewind van een "groene" minister.

Wij kunnen ons niet van de mening ontdoen dat de begroting vooral drijft op de golven van een gunstige economische conjunctuur en op de budgettaire mogelijkheden als gevolg van het strakke begrotingsbeleid van de vorige regeringen. De gunstige economische conjunctuur biedt echter een uitgelezen opportuniteit om de sanering van de overheidsschuld te versnellen. Deze ambitie heeft de huidige regering niet als dusdanig in haar begroting opgenomen, met als gevolg dat het overheidstekort in 2000 marginaal naar beneden zal gaan.

Wat het pakket van de fiscale maatregelen in het kader van de fiscale hervormingen betreft, weten we dat een aantal maatregelen vorige week uitvoerig in de plenaire vergadering werden besproken. Ik verwijs naar onze uiteenzettingen terzake, doch wens een aantal elementen hier te herhalen.

Als wij het geheel van de concrete fiscale maatregelen, zoals voorgesteld in de beleidsnota van de minister van Financiën, bekijken, zijn wij van mening dat het gehalte aan vernieuwing uitermate beperkt is. De herinvoering van de integrale indexering van de belastingschalen is in feite de uitvoering van een maatregel die door de vorige regering werd vastgelegd en is bijgevolg niet echt vernieuwend. Het is wel juist dat met de niet-indexering van de belastingschalen, op een onwettige manier en via een pervers mechanisme de fiscus sinds 1994 zowat 200 miljard aan de belastingbetaler heeft onttrokken, voornamelijk gefinancierd met bijdragen vanuit Vlaanderen.

De verlaging van de BTW op de renovatie en andere arbeidsintensieve diensten is een toepassing van een Europese richtlijn en bijgevolg ook niet echt vernieuwend. Daartegenover staat dat men de dienstencheques ondertussen heeft afgeschaft, hoewel deze maatregel in Vlaanderen, in tegenstelling tot Wallonië, het nodige succes kende. Enerzijds, voert de minister van Financiën maatregelen in om de arbeid te stimuleren en, anderzijds, schaft de minister van Tewerkstelling en Arbeid maatregelen af. Dit is voor ons het bewijs van een weinig samenhangend federaal beleid inzake maatregelen om arbeid te creëren. Het blijft tevens zeer de vraag wat het effect van de BTW-verlaging zal zijn op de werkgelegenheid.

Wat het aantal banenplannen betreft, heeft België de afgelopen jaren zowat het grootste arsenaal aan maatregelen voorgesteld. De praktijk wijst evenwel uit dat alle plannen tot nu toe steeds een kleinere hoeveelheid jobs hebben opgeleverd dan vooropgesteld.

Dat zal ook zo zijn voor de operatie-startbanen. Het doorvoeren van een vermindering van accijnzen op sigaren en cigarillo's als fiscale maatregel is op zich lachwekkend. Het is net alsof het fiscale beleid met deze accijnsvermindering valt of staat. De crisisbelasting van 3% mocht stilaan worden afgeschaft, want een crisisbijdrage in deze tijden van hoogconjunctuur is wat bij de haren getrokken. Ze afschaffen is een maatregel die uiteraard bijdraagt tot een verhoogde fiscale populariteit van deze regering. Alleen zullen, ten gevolge van de fasering in de tijd en de indeling volgens inkomensgroepen, de gehuwden op termijn worden benadeeld ten opzichte van de samenwonenden en bijgevolg in een veel later stadium genieten van de afschaffing van de crisisbijdrage. Zodoende draagt deze maatregel op korte termijn niet echt bij tot het wegwerken van de fiscale discriminatie van gehuwden. Laten wij hopen dat de toekomstige maatregelen, zoals aangekondigd door de minister van Financiën, dit drastisch wijzigen.

Ik kom nu tot de aftrekbaarheid van de kosten voor kinderopvang. De combinatie van gezin en werk blijft voor vele gezinnen een probleem. Vandaar dat wij van mening zijn dat de problematiek van de kinderopvang in een breder kader moet worden bekeken. Naast een degelijke en betaalbare kinderopvang zou de regering tevens de ouders die zelf voor de opvang en de opvoeding van hun kinderen zorgen, moeten vergoeden. De invoering van een opvoedersloon in het kader van het statuut van de thuiswerkende ouder is een sociaal-economisch degelijk alternatief.

Over de invoering van de loonlastenverlaging voor werknemers in de particuliere sector is het laatste woord nog niet gezegd. De opportuniteit van deze maatregel blijft een vraagteken, temeer omdat Vlaanderen niet echt een probleem van jeugdwerkloosheid kent in de categorie van 15- tot 24-jarigen. In Vlaanderen bedraagt ze 9,6%, terwijl dat in Wallonië 33,2% is. Bijgevolg is er de vrees dat de lastenverlaging in Vlaanderen in een aantal gevallen zal worden gebruikt om hooggeschoolden binnen een onderneming bijkomend te verlonen in plaats van nieuwe jobs te creëren.

Op de begroting is 48,2 miljard frank uitgetrokken om de impact van de voorziene lastenverlaging van 32 000 frank per werknemer te dekken. Wat de financiering van die 48,2 miljard frank betreft, blijkt er iets aan de hand te zijn. Uit een nadere analyse van de uitgangspunten is een en ander voor interpretatie vatbaar. Omwille van het feit dat de lastenverlaging wordt doorgevoerd vanaf 1 april 2000, moeten, wat de financiering betreft, slechts drie kwartalen, in plaats van vier, in rekening worden gebracht. De sociale lastenverlaging en de startbanen verwijzen daarentegen naar respectievelijk twee en vier kwartalen. Indien men het aantal voltijdse werknemers die voor deze maatregel in aanmerking komt in rekening

Hagen Goyvaerts

brengt, komt men echter tot een totaalbedrag van 68,7 miljard frank, wat 20 miljard frank meer is dan de gebudgetteerde 48,2 miljard frank. Blijkbaar wringt hier het schoentje want volgens het regeerakkoord moet de lastenverlaging in verhouding tot de arbeidstijd worden doorgevoerd en niet enkel op basis van het aantal voltijdse betrekkingen.

Gezien een korte analyse die is uitgevoerd door het blad Trends/Tendances en mijn interpellatieverzoek van vorige week aan de minister van Begroting, had ik graag van de minister - wellicht kan dat gebeuren door de minister van Financiën - een verklaring gehad aangaande die 20 miljard frank verschil ten opzichte van het gebudgetteerde bedrag. Of is de financiële analyse van Trends foutief? Ik zou dat betwijfelen.

De prioriteiten op middellange termijn zijn heel wat vager, evenals de financiële invulling. De financiële gevolgen van de beleidsvoorstellen dienen nauwlettend in het oog te worden gehouden, want het behoort tot de zwakte van de Belgische ministers om hiervan af te wijken. Hoe kan men anders een overheidsschuld van 11 450 miljard frank verklaren? Gezien de beleidsbreuk die de nieuwe regering ten opzichte van het verleden wil stellen is financiële duidelijkheid belangrijker dan ooit, al was het maar om het risico van een mogelijke financiële ontsporing in de kiem te smoren.

Precies daar knelt het schoentje alweer, mijnheer de minister. De meerjarenbegroting is onvoldoende uitgewerkt. Nochtans via een meerjarenbegroting kon u uw beleid geloofwaardig maken, terwijl u thans de indruk wekt dat de tijd van saneren voorbij is.

Tevens komt het mij voor dat deze begroting - en dat geldt ook voor de vorige begrotingen - weinig transparant is, meer bepaald wat het relatieve aandeel in de financiering betreft ten opzichte van het relatieve aandeel in de uitgaven, wat in algemene termen wordt omschreven als financiële transfers. In dat verband verwijs ik naar recente cijfers van professor Senelle, een onverdachte bron in deze materie, die duidelijk weergeven dat de huidige financiële transfers van nagenoeg 190 miljard - met inbegrip van ongeveer 118 miljard van de sociale zekerheid - van Vlaanderen naar Wallonië, onaanvaardbaar zijn, ook in de toekomst. Zulke bedragen kunnen moeilijk worden weggemoffeld onder de noemer solidariteit.

Omgerekend betekent dit dat elk Vlaams gezin jaarlijks 165 000 frank schenkt aan elk Waals gezin; dat is onduidelijk veel geld. De tabellen van de 30 cm dikke stapel begrotingsdocumenten zijn ook in dat verband weinig transparant.

Ten slotte nog een paar woorden over de beloofde inperking van de kabinetten van de federale regering. Na de inkrimping die de regering na haar aantreden heeft

uitgevaardigd, worden uiteindelijk de kabinetten van vijftien ministers en drie staatssecretarissen bemand door meer dan duizend personeelsleden, de tijdelijke en externe deskundigen niet meegeteld. Naar internationale normen is dit ontzettend veel. Afgezien van het feit dat dit alles bijna 2 miljard kost, zouden wij redelijkerwijze mogen verwachten dat de beleidsvoorbereiding tussen de kabinetten en hun administratie met een dergelijk personeelskader optimaal verloopt. In België is dit echter twijfelachtig en moet men voorzichtig zijn met het lobby vanuit de kabinetten voor lokale realisaties als ondersteuning van de lokale populariteit van de betreffende minister. Een prachtig staaltje van samenwerking mochten wij vorige week nog meemaken, bij de behandeling van het artikel met betrekking tot de dossierkosten voor naturalisaties, dat zowel was opgenomen in het wetsontwerp met betrekking tot de fiscale maatregelen als in het wetsontwerp inzake de naturalisaties, dit alles met de nodige heibel tot gevolg. Slordig huiswerk dus!

Niettegenstaande de flatteuze bewoordingen zoals "ambitieuze op politiek vlak en voorzichtig op begrotingsvlak", heeft de federale regering ook veel weg van "wait and see".

Het parlement dient uiteraard te evalueren of de hypothesen die de regering Verhofstadt vooropstelt, in de praktijk worden gehaald. Om een oordeel te vellen over het beleid van deze regering die deze hypothesen ondersteunt, moet de minister van begroting - die niet aanwezig is - zijn examen nog afleggen.

Voor het Vlaams Blok is uw begroting niet overtuigend, mijnheer de eerste minister. Dat moest mijn betoog bewijzen. Bijgevolg zal het Vlaams Blok de federale begroting niet goedkeuren.

De heer **Jef Tavernier** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, ik kon mij dermate aansluiten bij het betoog van de heer Viseur dat ik het niet nodig achtte hem te onderbreken.

Het is het goed recht van een aantal collega's uit de oppositie te trachten te wijzen op een aantal tegenstrijdigheden of tegenstellingen op budgettair vlak.

Wij staan voor een regeerperiode van vier jaar. Tot verbazing van sommigen houdt de regeringsverklaring soms merkwaardig nauwkeurige elementen in,

die sommigen bij de bespreking van de regeerverklaring niet eens hebben gezien. Ik denk bijvoorbeeld aan het feit dat de naturalisatieprocedure gratis is. Dit was vorige week plotseling een onderwerp van discussie hoewel het reeds vijf maanden in de regeerverklaring staat. Een aantal punten van het regeerakkoord wordt nu tot verbazing van sommigen uitgevoerd.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik ben niet zo zeer verbaasd. Ook op een ander punt is de afgelopen dagen gebleken dat niet iedereen die de regering steunt en heeft helpen ontstaan de regeringsverklaring grondig heeft gelezen. Wat de naturalisaties betreft, wordt in het regeerakkoord geen enkele link gelegd met de inburgering. Blijkbaar hebben sommige coalitiepartners het regeerakkoord niet goed gelezen, hetgeen ze nu tot hun scha en schande moeten merken.

De heer **Jef Tavernier** (AGALEV-ECOLO) : Mijnheer de voorzitter, ik heb vastgesteld dat de minister van Justitie over dit onderwerp een zeer correct antwoord heeft gegeven dat volledig paste binnen het kader van het regeerakkoord.

Het is een voorzichtige begroting, die de richting aangeeft waarin de regering wil gaan. In het jaar 2000 wordt niet alles gerealiseerd wat de regering in de vier jaar van de regeerperiode waar wil maken. Dit is normaal en verstandig. De heer Leterme is toch wat ongeduldig. Nu de CVP eindelijk in de oppositie zit, wil ze een beleid dat helemaal verschilt van het beleid dat ze de afgelopen twintig jaar heeft gevoerd. Wij willen dat ook, maar we zullen dit grondig voorbereiden. Nu geven we een aantal aanzetten en we zullen dit doen met minder normen-fetisjisme dan de voorbije jaren. Ik heb de indruk dat sommigen nog altijd menen dat het op budgettair vlak nog strenger moet, dat het primair saldo nog groter moet zijn en dat het netto te financieren saldo nog kleiner moet zijn.

Wij hebben gezegd dat we de afbouw van de overheids-schuld op een normale manier zullen voortzetten. We voelen ons niet genooddacht om dit sneller te doen. Omdat de begroting is gebaseerd op zeer gematigde vooruitzichten inzake de economische groei, zal automatisch ruimte ontstaan om de overheidsschuld sneller af te bouwen als de economische groei groter blijkt te zijn. Voor de middelen die eventueel vrijkomen hebben we immers geen bestemming vastgelegd. Bij de vergelijking van cijfers moet steeds rekening worden gehouden met de oorspronkelijke begrotingscijfers. Men mag de cijfers voor de begroting 2000 niet vergelijken met de achteraf gecorrigeerde cijfers of de resultaten van de rekening. Anders maakt men een verkeerde vergelijking.

De heer **Alfons Borginon** (VU&ID) : Mijnheer Tavernier, begrijp ik u correct dat de groenen eventuele bijkomende middelen bij de begrotingscontrole willen besteden aan een versnelde afbouw van de schuld ?

De heer **Jef Tavernier** (AGALEV-ECOLO) : Mijnheer Borginon, dit is een goede vraag. Op dit ogenblik zijn er geen vastleggingen gedaan voor de meerinkomsten en de bijkomende middelen. Als de begrotingscontrole po-

sitief uitvalt, moeten we -zoals in Europees verband werd afgesproken en zonder te raken aan de engagementen in de huidige uitgavenbegroting - een maximale inspanning leveren om de overheidsschuld af te bouwen.

Mijnheer de voorzitter, collega's, ik stel vast dat bepaalde partijen enerzijds, een strenger budgettair beleid willen voeren maar anderzijds, meer cadeaus willen geven. Dit is, mijns inziens, contradictorisch.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, de uitspraak van de heer Tavernier is niet ernstig. De CVP heeft in de commissie beklemtoond dat zij eveneens zou gebruik hebben gemaakt van de betere economische en financiële situatie.

Het is geen contradictie een beleid te bekritisseren dat bepaalde accenten legt en zelf andere accenten voor te stellen. De CVP geeft de voorkeur aan een toekomstgericht beleid dat dit land verlost van zijn schuld. De huidige regering doet dit niet.

Beweren dat de oppositie geen lastenverlagingen voorstelt omdat ze de schuldafbouw prioritair stelt, is intellectueel niet correct !

De heer **Jef Tavernier** (AGALEV-ECOLO) : Mijnheer Leterme, ons voorstel is meer dan lastenverlagingen; het bevat andere fiscale tegemoetkomingen zoals lagere BTW-tarieven.

Mijnheer de voorzitter, collega's, een belangrijk element in deze begroting is de lastenverlaging die groter is dan degene die de vorige regering in het vooruitzicht had gesteld. De regering heeft een duidelijke keuze gemaakt. Ze wil een serieuze lastenverlaging totstandbrengen in twee fasen. De eerste fase wordt uitgevoerd in de begroting 2000, de tweede zal na een evaluatie eventueel twee jaar later volgen.

De regering wil een lastenverlaging realiseren die voldoende is om een effect op de werkgelegenheid te hebben. Het is correct dat de groenen terzake een berekend risico nemen. De lastenverlaging is niet onmiddellijk gekoppeld aan aanwerving van bijkomende arbeidskrachten. We menen echter dat we het risico kunnen nemen en dat dankzij de lastenverlaging bijkomende arbeidsplaatsen zullen worden gecreëerd. De maatregel zal echter worden geëvalueerd. Als de evaluatie positief uitvalt en er meer arbeidsplaatsen werden gecreëerd zodat het terugverdieneffect kan spelen, zal de tweede fase worden uitgevoerd.

Pas onder die voorwaarde komt er een tweede stap, niet volgend jaar maar het jaar daarop. Ik vind het een verdedigbare, logische strategie.

In het kader van de aangekondigde belastinghervorming, waarvan een aantal principes in het regeerakkoord staan, vind ik de begroting een verstandige zaak. Ik vind

Jef Tavernier

de planning van de minister van Financiën zeer verstandig. Men gaat immers niet naar een serieuze belastingshervorming 3 tot 4 maanden na de vorming van de regering. Men bereidt dat op een serieuze manier voor, in overleg met de partners van de meerderheid en het parlement. Ook al zouden we in een aantal gevallen veel verder moeten gaan, durf ik te zeggen dat ik met hetgeen in het regeerakkoord staat en de aanzetten die de minister van Financiën heeft gegeven, mij perfect kan terugvinden in die begroting. Daarom keuren wij, in afwachting van, de begroting goed.

Het is juist, zoals collega Viseur heeft gezegd, dat een en ander zich nog niet onmiddellijk in cijfers vertaalt. Als we het over duurzame ontwikkeling hebben, hebben we het nog dikwijls over een intentie die geformuleerd wordt in de beleidsverklaringen van de verschillende ministers, in de verschillende departementen. Maar, de eerste stap is toch de beleidsintentie. Ik weet het dat het voor vele ministers, zeker de niet-groene ministers, een omwenteling moet zijn om rekening te moeten houden met duurzame ontwikkeling. Vandaar dat ik hen, omdat zij nu al de intentie verklaren, een jaar respijt wil geven om het volgend jaar mee in de cijfers vertaald te zien.

De heer **Dirk Pieters** (CVP) : Mijnheer Tavernier, u zegt dat na slechts vier maanden een volledige hervorming niet kan worden voorgesteld. Dat is inderdaad volkomen juist. Wanneer moet dergelijke hervorming wel klaar zijn ? Moet ze klaar zijn tegen het einde van de legislatuur om ze dan als een verkiezingsprogramma te kunnen verkopen of moet u volgend jaar in de voorstellen van minister Reynders uw principes reeds terugvinden ?

De heer **Jef Tavernier** (AGALEV-ECOLO) : Mijnheer Pieters, u zou toch moeten weten wat de timing is. Eind 2000 zal een nota worden opgesteld met de krachtlijnen van een hervorming. Wij beschikken dus over een jaar om hierover grondig te discussiëren. Dit is om twee redenen belangrijk. Ten eerste, over een hervorming moet serieus worden gediscussieerd en ten tweede, een aantal van die hervormingen moet in een Europees geheel worden ingepast. Trouwens, België zal in Europa een belangrijke rol spelen omdat het vanaf begin 2001 deel zal uitmaken van de trojka en vanaf de tweede helft van 2001 het voorzitterschap van de Europese Unie op zich neemt.

Als de timing kan worden aangehouden dat ten eerste, eind volgend jaar een serieuze discussienota met krachtlijnen wordt opgesteld en ten tweede, in 2002 wij hiermee een aanvang kunnen maken, dan is er nog tijd genoeg vóór de verkiezingen opdat de bevolking een oordeel zou kunnen vellen over de evenwichtigheid en de correctheid van de oefening.

De heer **Dirk Pieters** (CVP) : Mijnheer Tavernier, hoor ik u zeggen dat, nadat de nota is opgesteld, erover zal worden gediscussieerd om tegen 2002 een definitieve

nota op te stellen ? Zal 2002 het belastingjaar zijn ? Hebt u daar al enig idee van ? De vraag hieromtrent is zeer duidelijk en ook de minister mag erop antwoorden. Is het de bedoeling dat in deze legislatuur, in de veronderstelling dat u de termijn uitdoet, u de belastinghervorming in de begroting zult opnemen of is dit een belastinghervorming waarvan u de budgettaire weerslag voor het grootste gedeelte naar de volgende legislatuur doorschuift ?

De **voorzitter** : De minister is meer bevoegd om op deze vragen te antwoorden.

M. Didier Reynders, ministre : Monsieur le président, je vais répéter le calendrier.

La première mesure fiscale - si j'ose l'appeler ainsi - que nous avons prise sur les revenus du travail vise à ne plus prélever d'impôt supplémentaire. Il n'y a donc plus d'augmentation - et c'est peut-être l'aspect le plus marquant de ce budget - de taxe, d'impôt, de cotisation sur le travail. Autrement dit, il y a une volonté claire d'arrêter le mouvement d'augmentation de l'imposition.

La deuxième mesure tend à éviter une augmentation larvée de l'impôt qui reprendrait une partie du pouvoir d'achat garanti par l'indexation des salaires. Il s'agit de la réindexation intégrale des barèmes fiscaux qui sera appliquée à partir du 1er janvier 1999 sur les revenus promérités dès cette date. Nous veillerons à ce qu'elle se répercute encore plus fortement dans les précomptes, en 2000, ce qui pourtant n'avait pas été entièrement prévu.

La troisième mesure consiste en la suppression progressive de la cotisation complémentaire de crise déjà prévue dans la loi fiscale que vous avez votée pour les revenus 99 et 2000.

Ensuite, vient, bien entendu, la réforme fiscale de l'impôt des personnes physiques. Pourquoi ?

Cette réforme arrive au moment où nous avons programmé - nous le confirmerons, cette semaine, dans le cadre du pacte de stabilité - l'équilibre des finances publiques avec un déficit à 0% pour 2002. Dans ces conditions, il est bien entendu que des marges se dégagent.

Je déposerai non seulement une note d'orientation mais déjà probablement des projets, dès la rentrée d'octobre 2000, c'est-à-dire dès la prochaine déclaration de politique fédérale. Nous aurons tout le temps d'en débattre au parlement.

Mon intention est, je le répète, que cette réforme entre en vigueur dès le 1er janvier 2002. Elle s'étalera probablement, mais je ne prends pas d'engagement en la matière, sur plusieurs exercices comme ce fut le cas de la dernière réforme fiscale sur l'impôt des personnes physiques ayant réellement diminué la pression fiscale,

Didier Reynders

c'est-à-dire la réforme Grootjans en 1985. J'ai, en effet, l'intention de m'aligner sur cette réforme et de diminuer réellement la pression fiscale et non de m'aligner sur la dernière réforme en date, celle 1989, dont un de mes prédécesseurs reconnaissait lui-même qu'elle avait été neutre, c'est-à-dire qu'elle reprenait d'une main ce qu'elle donnait de l'autre.

Voilà le calendrier. Je sais qu'il faut attendre encore un peu avant de recevoir le document en octobre 2000 mais je répète que les mesures, déjà intégrées aujourd'hui dans les perspectives budgétaires, représentent, pour reprendre une formule que le précédent premier ministre affectionnait, sur base annuelle, en 2003, une diminution de la pression fiscale de 80 milliards de francs, c'est-à-dire 8% du prélèvement aujourd'hui réalisé (plus de mille milliards d'impôt des personnes physiques).

Cette première étape franchie, à l'occasion du budget 2000, qui annonce 80 milliards de réduction sur base annuelle en fin de législature, ce avant d'entamer la véritable réforme fiscale, constitue déjà une démarche appréciable.

Si certains le souhaitent, monsieur le président, je réexpliquerai tout à l'heure la manière dont nous envisageons toutes ces mesures, notamment la réindexation des barèmes fiscaux. Je sais que c'est un thème à laquelle tiennent particulièrement plusieurs membres de cette assemblée.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Ik heb nog een opmerking over de herindexering van de belastingschalen. De huidige regering hoeft geen enkele beslissing terzake te nemen. De nodige stappen hiervoor werden al door de vorige regering genomen.

M. **Didier Reynders**, ministre : Monsieur le président, monsieur Leterme, je répondrai tout à l'heure. Pour l'instant, je confirmerai simplement que nous avons pris deux mesures importantes non traduites dans des textes : leur impact réside justement dans le fait qu'elles ne nécessitent pas de texte.

La première, contrairement à ce qui s'est passé depuis une dizaine d'années, c'est l'absence de toute augmentation sur la fiscalité sur le travail; la deuxième, aucune suspension de l'indexation des barèmes fiscaux. Ainsi, nous montrons clairement notre volonté de ne plus renouveler les pratiques du passé. Et, automatiquement, cela se traduit par une réindexation intégrale; c'est certain.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de minister, kunt u me zeggen wanneer die twee maatregelen zijn genomen en op welke Ministerraad ?

M. **Didier Reynders**, ministre : Non seulement cela a été décidé lors de la confection même du programme de gouvernement, mais aussi lors de l'élaboration du budget. Je n'ai plus la date en tête, mais je pourrais vous la communiquer. J'ai rappelé ces deux mesures lorsque, avec mon collègue du Budget, nous avons présenté le budget à la presse, à la sortie du Conseil des ministres qui l'a approuvé.

Ces deux décisions sont évidentes pour le gouvernement. Elles sont traduites dans l'accord de gouvernement qui a donné lieu à la déclaration de politique fédérale.

Il faut vous y habituer : au cours de cette législature, la diminution de la pression tant parafiscale que fiscale sur le travail sera constante, sans imposition supplémentaire, et la réindexation des barèmes fiscaux sera intégrale. Il n'existe donc aucune volonté de suspendre cette indexation comme cela s'est produit antérieurement.

De heer **Jef Tavernier** (AGALEV-ECOLO) : Mijnheer Leterme, na de uitleg van de minister moet het duidelijk zijn dat er geen verschil is tussen wat hij zegt en wat ik bedoel. De door hem voorgestelde timing en het pad dat men moet volgen om de hervormingen te realiseren, zijn klaar en duidelijk. U zult daarmee rekening moeten houden. Ik begrijp uw ongeduld. Een grondige voorbereiding is echter noodzakelijk.

Dit betekent daarom niet dat we zomaar een blind vertrouwen hebben. We hebben dat voor geen enkele regering en voor geen enkele minister. Aan het vertrouwen is waakzaamheid gekoppeld. We tonen ook onze bezorgdheid inzake de hervormingen. De laatste dagen is die groter geworden toen ik vaststelde dat uit een aantal verslagen over de armoede in België bleek dat ze niet in kwantiteit is toegenomen, maar dat ze op zich wel erger is geworden.

In bepaalde rapporten wordt de armoede tussen verschillende landen op wereldniveau vergeleken. Men stelt daarbij vast dat, ondanks de economische groei van de afgelopen jaren, de onderlinge inkomensongelijkheid is toegenomen. Ik stel bovendien ook vast dat de belastingdruk op verschillende inkomensvormen niet dezelfde is. Het is een uitdaging voor gelijk welke belastinghervorming om ervoor te zorgen dat de inkomensverschillen op Belgisch, Europees en wereldniveau niet toenemen. Dat zal onze constante benadering en bezorgdheid zijn. Het vormt ook de invalshoek van waaruit we de zaak zullen benaderen.

We hebben er vertrouwen in dat deze regering, waarvan we deel uitmaken, de zaak op een correcte en positieve manier kan sturen.

Didier Reynders

De heer **Dirk Pieters** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, het debat over de fiscale bepalingen hebben we eigenlijk vorige week al gevoerd. Vorige donderdag werd daarover trouwens al gestemd. Ik had mij dan ook voorgenomen om daarover niet meer te spreken. Aangezien zoveel collega's uit de meerderheid daarover het woord hebben genomen, kan ik echter niet anders dan nog even in te gaan op de indexering. Het is echter juist dat dit echt een spel wordt. Mijnheer de minister, u onderstreept voortdurend dat de indexering hersteld wordt door deze regering. Zoals de heer Letermé al zei, zullen wij er echter de aandacht op blijven vestigen dat u geen enkele beslissing hebt moeten nemen om de herindexering te bewerkstelligen. Deze beslissing was reeds genomen door de vorige regering. Tot mijn verbazing stel ik vast dat u op dit spoor blijft voortgaan. Misschien zult u mij binnen enkele seconden onderbreken om weer de tegengestelde stelling te verdedigen.

Mijnheer de minister, op dat vlak had u ten aanzien van de vorige regering eigenlijk wat hoffelijker mogen zijn. In de vorige jaren heeft men de begrotingstoestand in grote mate gesaneerd. Hiervoor was een moedig beleid nodig en werden onpopulaire maatregelen genomen. Wij hadden veel liever gezien dat dit niet nodig was. De financiën moesten echter worden gesaneerd. Ik neem aan dat niemand onder u, ook de heer van Weddingen niet, dat in twijfel trekt. Dankzij deze maatregelen hebben we nu een budgettaire toestand waarin het niet langer nodig is om tot saneringen over te gaan. Het is nogal merkwaardig dat de minister opmerkt dat hij geen enkele fiscale of parafiscale lasten verhoogt, integendeel zelfs. Dat lijkt mij de evidentie zelf te zijn. Ook wij zeggen dat er een budgettaire marge van 50 à 55 miljard frank bestaat, rekening houdend met de reeds genomen beslissing om de indexering te herstellen. Ook wij zien dus geen noodzaak om nu te saneren, heffingen en belastingtarieven te verhogen of te overwegen de genomen maatregelen in verband met de indexering opnieuw in te trekken. Het is nonsens dat wij dit zouden hebben overwogen, wij geven zelf aan dat er volgens ons een budgettaire marge van 55 miljard frank bestaat. Dat is dus niet wat ons scheidt. Ook met ons in de regering zou de budgettaire marge zijn gebruikt om de budgettaire weerslag van de herindexering op te vangen. Wij zouden echter ook andere maatregelen hebben genomen, onder meer lastenverlaging. Ook daarover was reeds beslist. Wij zouden echter meer aandacht hebben besteed aan het stelselmatig wegwerken van de discriminaties. Daar ligt het verschil tussen deze regering en de vorige of de regering zoals ze er met de CVP zou hebben uitgezien dus niet.

Mijnheer de minister, het verschil is dat volgens u de budgettaire marge 85 miljard frank bedraagt en volgens ons slechts 55 miljard frank. Het gaat hier dus om een

verschil van 30 miljard frank. Als dit een eenmalig gegeven is, hoeft dat volgens mij niet dramatisch te zijn. Als men natuurlijk verscheidene jaren na elkaar 30 miljard frank te veel uitgeeft, dan krijgen we een toestand waarin de sanering van de publieke financiën ongedaan is gemaakt.

In mijn uiteenzetting voor de commissie heb ik de vergelijking gemaakt met de periode 1988 tot 1990.

Ook die tijdsspanne werd gekenmerkt door een dalend begrotingstekort, maar een stijgend structureel begrotingstekort, met name het begrotingstekort gezuiverd van conjuncturele invloeden. De enige verklaring voor de verbetering van de overheidsfinanciën in de periode 1988-1990 was de sterke economische groei. Structureel was er een verslechtering. Nu zal hetzelfde gebeuren, zeker als de budgettaire marge ook de volgende jaren zo ruim wordt genomen. Ook nu zal het tekort afnemen, hoewel dat relatief is : voor 2000 wordt gemikt op een tekort van 1%, net zoals het resultaat zal zijn in 1999 en zoals het resultaat was in 1998. Ik ga daar echter niet dieper op in.

Het tekort zal lichtjes afnemen en zal in ieder geval niet toenemen, daar ben ik van overtuigd. Wanneer u volgend jaar met uw begrotingscijfers uitpakt, zult u kunnen zeggen dat er een daling is geweest en geen stijging. Dat is niet het discussiepunt. Dat gunstige resultaat zal echter geheel en al zijn toe te schrijven aan de zeer goede economische groei ten belope van misschien wel 3%. Dit resultaat zal blijken, ondanks het feit dat u structureel eigenlijk de financiën in een slechtere positie brengt, omdat u een marge gebruikt die er eigenlijk niet is. Ook nu, net als in de aangehaalde periode, gebeurt dit pro-cyclisch. Net zoals de belastingverlagingen van 1988 werden doorgevoerd terwijl er nochtans een zeer sterke economische groei was, zo ook wordt een budgettaire impuls toegediend aan een reeds goed draaiende economie. De bijkomende lastenverlaging zonder tewerkstellingsgarantie ten gunste van de ondernemingen bewijst dit zelfs, niet alleen op macro-, maar ook op micro-schaal.

Mijnheer van Weddingen, u hebt de vergelijking gemaakt met de tachtiger jaren en zelfs met de zeventiger jaren. Inderdaad, op het einde van de zeventiger jaren hebben wij ons allen - niet enkel de CVP ! - vergist door het budgettaire beleid iets te lang aan te houden. Overigens, de politiek liep daar voor op de sociale gesprekspartners. Herinner u dat vanaf 1978-1979 vooral onder impuls van de CVP werd gepleit voor het bijsturen van de begroting, maar daarvoor kon in de diverse regeringen geen meerderheid worden gevonden. Herinner u dat toppunt uit de tachtiger jaren toen er zelfs stakende PS-ministers waren, omdat de CVP voorstellen had gedaan om de begroting te saneren waarmee de PS het niet eens was.

M. Eric van Weddingen (PRL FDF MCC) : Cher collègue, vous avez dit : "nous nous sommes tous trompés", je suis tenté de dire "sauf nous" parce que nous n'étions pas au pouvoir dans la seconde moitié des années 1970. Par contre, dès 1981, nous y étions et, comme je l'ai rappelé tout à l'heure nous avons, ensemble, mené une politique de rigueur et d'économie. Sur une seule législature, on est passé de plus de 13% de solde net à financer à 7,8%. Sur ce point-là, nous sommes d'accord mais replaçons les responsabilités là où elles doivent l'être.

De heer **Dirk Pieters** (CVP) : Dit is volkomen juist wat het werk van de tachtiger jaren betreft. Wat ik over de zeventiger jaren heb gezegd, deed ik enkel omdat u zei dat de CVP daarvoor verantwoordelijk was. Dit is niet zo. De CVP was daarvoor verantwoordelijk, samen met anderen. Samen ook met de gemeenschap, die op dat moment nog niet bereid was om de nodige aanpassingen te doen.

Mijnheer van Weddingen, wij hebben ons toen reeds vergist en in 1988 hebben wij dat opnieuw gedaan. U zegt terecht dat België in de zeventiger jaren niet tijdig de begroting heeft gesaneerd, wat andere landen wel deden. Mijnheer Reynders, op het einde van de periode 1981-1987 hebben wij inderdaad de wetten-Grootjans gekend. Ik herinner mij goed en de lektuur maakt heel duidelijk dat daarover ook in die tijd discussie was of het budget dat reeds kon dragen.

In het buitenland, waarnaar u zonet in uw redeneringen verwees, zijn er belangrijke hervormingen aan de gang die de fiscale druk op inkomen verminderen en wij mogen de boot niet missen. Dat wordt prioritair tegenover de sanering van de begroting. In de periode 1987-1989 is dit met wisselende partners gebeurd. Zowel de PRL als de toenmalige PVV deden dat met de CVP. Nadien is het voortgezet door de volgende coalitie. Daarover moeten we elkaar de zwartepiet niet toeschuiven. We moeten trouwens de verdienste ook niet aan een partij toeschrijven. Iedereen wilde die belastinghervorming en iedereen heeft achteraf moeten toegeven dat ze, met betrekking tot de invloed op de sanering van de publieke financiën, te snel is doorgevoerd of dat men in de periode 1988-1991 niet voldoende compenserende maatregelen heeft genomen. Daardoor is de toestand van de financiën verslechterd zodra de economische groei stilviel.

M. Eric van Weddingen (PRL FDF MCC) : Cher collègue, il ne faut pas essayer de nous convaincre que la politique menée entre 1988 et 1991 a été mauvaise. Nous sommes tout à fait de votre avis, d'autant plus qu'une fois encore, c'était la vôtre et non la nôtre puisque nous n'en étions pas.

Je pourrais vous citer des extraits d'interventions que j'ai faites à l'époque, à cette même tribune où, précisément, je mettais en exergue le fait que tous les fruits de la

croissance n'étaient pas affectés à l'assainissement de la dette, alors que le déficit était énorme. C'était l'époque du "retour du coeur". Vous ne devez donc certainement pas nous convaincre à ce niveau-là, nous le sommes complètement.

Par contre, lorsque vous faites la comparaison avec l'époque actuelle, reconnaissez qu'elle est quand même très différente. Vous vous référez à une période où le solde net à financer s'élevait encore à 7,8% et où l'endettement était beaucoup plus important qu'il ne l'est aujourd'hui. Je ne dis pas qu'il faut relâcher l'effort actuellement; en effet, il faut continuer à s'inscrire scrupuleusement - c'est ce que fait le gouvernement - dans le cadre du pacte de stabilité. Mais vouloir aller encore plus loin que le pacte de stabilité, à la veille d'une période où tous les autres pays mettent l'accent sur une réduction d'un certain nombre de charges excessives et alors que chez nous, elles sont plus excessives encore qu'ailleurs, cela signifie exactement ne pas changer de cap au bon moment.

De heer **Dirk Pieters** (CVP) : Mijnheer van Weddingen, ik ben het daar niet mee eens omdat de voorwaarden inzake de openbare financiën in het buitenland gunstiger zijn dan bij ons. Vergeet niet dat wij nog steeds een schuldratio hebben van meer dan 120%. De toestand van onze financiën is bijzonder broos door de hoge schuldmargin. Iets wat in het buitenland geldt, geldt daarom niet per se bij ons. Ik denk dat we vooral dat uit de ervaring van 1988 hadden moeten leren. Ik herhaal dat er in 1988-1990 ogenschijnlijk niets aan de hand was. Het tekort vergrootte niet veel, maar zodra de economische groei wegviel, is het tekort zeer sterk gestegen en hebben we de daaropvolgende jaren - van 1992 tot 1998 - volop moeten saneren. Laten wij deze les niet vergeten.

U zegt trouwens dat alle internationale instellingen ons een goed rapport geven. Dat is niet helemaal zo. Ook vroeger zeiden het IMF, de OESO en de EEG geregeld dat België op de goede lijn zat. Dat zullen ze in de toekomst ook doen als deze begroting eenmalig is. 30 miljard frank te veel uitgeven is niet zo dramatisch omdat de economische groeivoorzichten goed zijn en het effect op de cijfers zullen compenseren. Wanneer dit enige tijd aangehouden wordt, dan krijgt het probleem echter een structureel karakter. Daarop hebben de internationale instellingen wel gewezen. Ik zal als voorbeeld citeren wat de OESO in haar recent rapport schreef en ik citeer :

"Le budget 2000 prévoit d'importantes diminutions de recettes et, malgré la vigueur de l'économie, le déficit des administrations publiques semble devoir ne se contracter que marginalement. Des réductions de dépenses seront nécessaires afin de ramener le budget 2001 sur le chemin des budgets équilibrés après 2002".

Dirk Pieters

De minister van Begroting heeft, tegenover de stelling die ik had ontwikkeld, een uiteenzetting gegeven waarin hij aangaf dat het jaar 2000 een buitengewoon jaar zou zijn. Hij heeft toegegeven dat de economische groei heel positief is en dat het niet daarom is dat men een grote budgettaire expansie moest doorvoeren. Hij heeft het ook gehad over het raar psychologisch klimaat in dit land, over het verstoorde vertrouwen, over de gevolgen van de affaire-Dutroux en de dioxinecrisis. Naar aanleiding van het jaar 2000 wilden wij, zo zei hij, wat extra marge geven, maar dat zal eenmalig zijn. Welnu, als die rechtzetting volgend jaar gebeurt is er inderdaad niets dramatisch aan de hand, dan zal het structurele tekort inderdaad niet vergroten en zal de regering, wat het te volgen pad voor de sanering van de financiën en meer bepaald voor de afbouw van de schuld aangaat, gewoon het werk van de vorige regering voortzetten. Ik heb de indruk dat het de stelling van de minister van Begroting is dat hij dat wil doen en dat het zijn prioriteit is. Hij is jammer genoeg niet aanwezig en ik kan hem daarover niet ondervragen, maar dat is wat hij in de commissie duidelijk heeft gemaakt. Als ik de minister goed begrepen heb, en hij kan die stelling volgend jaar waar maken, dan hoef ik tegenover hem volgend jaar helemaal niet kritisch te zijn.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik wens mijn collega bij te staan en nogmaals onderstrepen dat, nu we van de heer Pieters de onweerlegbare bewijsvoering horen, het jammer is dat de minister van Begroting niet aanwezig is. Het is geen ernstig begrotingsdebat met de regering als de belangrijkste titularissen afwezig zijn.

De **voorzitter** : Wij zullen dat aan de minister laten weten.

De heer **Dirk Pieters** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, collega's, vele anderen vragen een andere aanpak. De heer van Weddingen verwees naar Nederland en Frankrijk. Hij zei dat op vele terreinen onze belastingen nog beduidend boven het Europese niveau liggen en dat daaraan moet worden gesleuteld. Volgens de heer van Weddingen is men eindelijk begonnen met een belastingverlaging en moet men daarmee voortgaan. De heer Desimpel vindt keer op keer dat de minister van Financiën goed bezig is, maar dat hij inzake de verlaging van de BTW-tarieven en de vennootschapsbelasting niet ver genoeg gaat.

In de regeringsverklaring is bepaald dat de fiscale discriminaties moeten worden weggewerkt. Dat is ook onze ambitie. Wij durven echter niet beweren dat wij dat in deze legislatuur zouden hebben gedaan. Wij zouden dat doen volgens de budgettaire marge die er is. U kondigt echter niet aan dat u volgens de budgettaire marge zult werken. Neen, u zegt gewoon dat u de fiscale discriminaties gaat wegwerken. Welnu, volgens ons kost dat 60

miljard frank. Het hangt ervan af hoe u te werk gaat. U kunt het zelfs doen opbrengen. Als u alle samenwoners belast zoals u de gehuwden belast, kunt u uw doel realiseren, maar dan zal de fiscale druk toch wel verhoogd zijn.

De regering kondigt dus een aantal initiatieven aan, ook inzake mobiliteit. Ik verwijs nu ook even naar het communautaire dossier. Het ziet ernaar uit dat er geen vooruitgang zal worden geboekt, ofwel een vooruitgang waarvoor de federale overheid de factuur zal betalen.

Daarvoor zal ook geld beschikbaar moeten zijn. Enerzijds zijn er degenen die kiezen voor budgettaire orthodoxie, niet omdat ze het leuk vinden maar omdat het moet en omdat budgettaire orthodoxie ook een aantal voordelen heeft. Anderzijds zijn er partijen, parlementsleden, ministers en de regering die initiatieven aankondigen waarvoor geen geld is ingeschreven. Er ontbreekt een meerjarenplan waaruit zou blijken dat men die budgettaire ruimte wel heeft voorzien en men die beloften goed heeft ingeschat. Daarom trouwens heb ik vorige week nog gezegd dat wij misschien nog niet zouden zijn gestart met de afschaffing van de aanvullende crisisbelasting. Het hangt af van de prioriteiten die men stelt en waarvoor men een meerjarenplan moet opstellen. Men moet de cijfers op papier zetten. Zo niet, kan men enerzijds beloften blijven spuien, en anderzijds blijven zeggen dat men, inzake de begroting, orthodox bezig is. Dat kan niet. Er komt een moment waarop u ofwel het grote aantal beloften moet inslikken en terugkeren naar budgettaire orthodoxie, ofwel die beloften zult invullen, maar dan zult u de financiën structureel verzwakken. Misschien zal dat een tweetal jaar niet eens opvallen omdat het deficit niet toeneemt, met name als de economische groei voldoende sterk is. Dat zal zich evenwel laten gelden zodra er een periode van laagconjunctuur komt. We hebben uit de geschiedenis geleerd dat laagconjunctuur kan en zal optreden. Dat blijkt uit alle economieboeken. Ik hoef daarvoor niet, zoals mevrouw Colen, de geschiedenis van de vorige eeuw te evoqueren. Wij moeten ervoor zorgen dat men die periode voorbereidt.

Mijns inziens zal de begroting 2001 een belangrijk moment worden. Ofwel zullen wij dan vaststellen dat de budgettaire marge veel kleiner is en u met andere woorden de raad van de OESO opvolgt en u volgend jaar rechtzet wat u nu enigszins uit de hand laat lopen, ofwel zal uit de cijfers die u volgend jaar indient blijken dat u op dezelfde weg wilt voortgaan. Dan voorspel ik u dat de vergelijking met de periode 1988-1992 in zeer hoge mate relevant zal blijken de jaren nadien.

In afwachting van de cijfers van 2001 moet ik, bij wijze van besluit, even bij de cijfers van 2000 blijven. In tegenstelling tot hetgeen daarstraks werd gezegd, kan ik enkel vaststellen dat de regering-Verhofstadt ervoor

Dirk Pieters

heeft gekozen het stabiliteitsprogramma niet voor 100% na te leven. Collega Leterme heeft reeds toegelicht dat entiteit I - federale overheid en sociale zekerheid - op een primair overschot van 5,15% rekent, terwijl het stabiliteitsprogramma 5,30% voorschrijft. Dat de globale overheid uiteindelijk toch 6% als primair overschot haalt, is te danken aan het hogere primaire overschot van entiteit II, de Gewesten, de Gemeenschappen en de lokale overheden. Bovendien laat de regering-Verhofstadt de regel van de conjuncturele boni, eveneens vervat in het stabiliteitsprogramma, vallen. Die regel zegt dat het primaire overschot bij een reële groei hoger dan 3% moet worden verhoogd. Opnieuw kiest de regering ervoor dit niet te doen.

Eigenlijk worden hiermee de twee belangrijkste regels van het stabiliteitsprogramma in de prullenmand goegoid. Immers, hierdoor stapt deze regering af van de keuze van de vorige regering voor een snelle afbouw van de enorme schuldenberg. Men is echter fier over deze zogenoemde structuren voor volledige vernieuwing.

De idee bestaat dat men vroeger niet aan politiek kon doen en alleen maar kon besparen, terwijl men tegenwoordig wel aan politiek kan doen. Welnu, die idee, dat men voorheen niet aan politiek deed, maar thans ineens wel, gaat eraan voorbij dat schuldenafbouw ook een politieke keuze is met name de keuze om minder intrestlasten te betalen. Dat is kiezen tegen de omgekeerde herverdeling van arm naar rijk.

Zodra de socialisten inzagen dat de sanering van de publieke financiën sociaal rechtvaardig is - wij waren immers in een situatie beland waarbij de kleine belastingbetaler moest opdraaien voor de intresten die moesten worden betaald aan de grote beleggers - hebben zij het programma inzake sanering en verdere schuldenafbouw mede ondersteund.

Bovendien wordt hiermee ruimte gecreëerd voor de toekomst. Want, gelet op wat de vergrijzing van de bevolking zal kosten vanaf de jaren 2010 en, erger nog omstreeks 2030, en gelet op onze gevoeligheid voor tegenvallende renteëvoluties, kan het project tot afbouw van de schuldenberg als zeer jeugdvriendelijk worden beschouwd. Immers, afbouw van de schuld zorgt ervoor dat de jongeren van vandaag zich binnen twintig of dertig jaar geen zorgen zullen moeten maken omtrent de uitbetaling van hun pensioen en omtrent het instandhouden van de welvaartsstaat. Daarvoor hebben wij gekozen, goed wetende dat in de marges hiervan voldoende ruimte bestaat om andere dingen te doen.

Ik herhaal wat ik daarnet zei: ook voor ons is er 50 miljoen frank te besteden; men moet de zaken niet voorstellen als zijnde alles of niets.

Deze regering zal in 2001 voor een grote keuze staan, met name al dan niet terugkeren tot de orthodoxie. Maar thans stellen wij vast dat de regering haar beloftes niet of onvoldoende waarmaakt en daarom zullen wij de voorliggende begroting niet goedkeuren.

M. Didier Reynders, ministre: Monsieur le président, chers collègues, je répondrai volontiers aux questions qui ont été posées sur des points particuliers. Mais auparavant j'émettrai deux remarques.

Premièrement, je sais que de nombreux débats se sont tenus sur cette fin ou non de siècle ou de millénaire, mais ce qui est certain, c'est que nous discutons du dernier budget du siècle ou du millénaire.

Deuxièmement, je voudrais remercier l'ensemble des intervenants, tant de l'opposition que de la majorité qui ont tenu à animer le débat en commission des Finances et du Budget et également en séance plénière. Le budget fait peut-être aujourd'hui moins recette que par le passé, mais il est intéressant que l'on ait pu avancer dans la discussion sur un certain nombre de thèmes concrets.

En ce qui concerne le thème de l'assainissement des finances publiques, M. Pieters vient de rappeler certaines convictions très ancrées: si le budget présente aujourd'hui une marche de manoeuvre, c'est évidemment parce que l'assainissement des finances publiques a été entamé depuis une vingtaine d'années, et ce presque sans discontinuer. Je l'ai d'ailleurs précisé en commission et lors du débat sur la loi fiscale. Si je dis "presque", c'est parce que, comme d'autres l'ont fait remarquer, il y a eu, entre 1988 et 1991-1992, un temps d'arrêt dans l'assainissement des finances publiques. Nous parlerions peut-être déjà aujourd'hui d'un équilibre et même d'une réforme fiscale si ce temps d'arrêt n'était pas intervenu.

Par ailleurs, j'insisterai sur un terme qui a presque disparu ces derniers mois du vocabulaire politique. J'espère qu'il disparaîtra complètement dans les prochains mois ou années; il s'agit du terme "rage taxatoire". Je suis l'un de ceux qui l'a beaucoup utilisé, notamment à cette tribune, parce que, ces dernières années, l'assainissement des finances publiques a été mené, pour une bonne part, par l'augmentation constante des recettes. A cet égard, j'avais d'ailleurs interrogé l'un de mes prédécesseurs, M. Maystadt, qui n'avait pas souhaité répondre à la question du rendement de la non-indexation des barèmes fiscaux et de la cotisation de crise. Ce n'est qu'après deux ans qu'il nous a apporté une réponse. Comme tout nouveau ministre, M. Viseur, lui, a souhaité répondre tout de suite aux questions qui étaient en souffrance. J'ai donc reçu une information détaillée sur le coût de la mesure pour les contribuables. Comme vous le savez, j'ai remis cette information à jour en vue des débats en commission. La non-indexation et l'imposition

Didier Reynders

de crise, tant sur les personnes physiques que sur les sociétés, ont rapporté plus de 300 milliards de francs durant toute cette période. Je ne prétends pas que l'assainissement a été abandonné, au contraire. Comme je l'ai rappelé, à partir de 1992/1993, on a poursuivi l'assainissement. Mais on l'a repris trop fortement à travers la fiscalité, en particulier celle sur le travail. C'est de là que provient le terme "rage taxatoire" qui a été utilisé pendant un temps. On peut diverger sur la nécessité ou non de cet assainissement. Je crois que nous ne l'avons pas fait souvent dans cet hémicycle. J'ai toujours défendu l'idée d'atteindre les fameux 3% du critère de convergence, puis de se diriger vers un pacte de stabilité. Par contre, il est certain que, ces dernières années, on a trop eu recours à la fiscalité, surtout celle sur le travail, parfois même de manière larvée. C'est le cas de la non-indexation des barèmes fiscaux.

Dernière remarque sur cet assainissement des finances publiques. Je vous rassurerai si vous avez encore un quelconque doute : non seulement le budget est confectionné sur des hypothèses prudentes et des engagements ont été pris sur ce que nous ferons des marges supplémentaires qui pourraient intervenir, mais, en matière d'endettement, l'orientation est de tendre vers une diminution de la charge de la dette. Nous voulons d'ailleurs accélérer le mouvement : en 2000, nous avons l'intention de passer de 114,9% du produit intérieur brut à fin 1999 à 112,5% à fin 2000, ce qui constitue une diminution plus forte que celle annoncée pour 1999.

Mon intention est de tendre vers la fin de la législature vers un endettement équivalent à environ 100% du PIB, c'est-à-dire faire en sorte qu'en une année de richesse nationale, on soit à même de rembourser la dette. Ce sera peut-être une référence.

Bien entendu, nous continuerons à la défendre par la suite. Le chiffre que j'évoque ne tient aucunement compte de cessions d'actifs. Nous aurons l'occasion de présenter ces chiffres prochainement, y compris à l'échelon européen.

Auparavant, je voudrais rassurer plusieurs intervenants, dont M. Borginon. Certes, nous évaluerons la plupart des mesures proposées. En ce qui concerne la réduction de TVA, nous devons le faire avec la Commission européenne, puisque cette mesure est valable pour trois ans, du 1er janvier 2000 dès que la directive sera sortie, jusque fin décembre 2002. A ce moment, nous présenterons une évaluation de l'impact de cette mesure sur l'emploi. De même, nous évaluerons l'ensemble des autres mesures, par exemple, celles visant à garantir la capacité concurrentielle d'un secteur.

Lors du débat fiscal, M. Viseur, notamment, avait évoqué le fameux article 4. Il est clair que nous vérifierons, au fil du temps, si des mesures de réduction fiscale sur un secteur d'activités déterminé ont réellement un impact sur l'emploi et l'activité dans ce secteur.

M. van Weddingen demandait ce que nous ferions si les recettes venaient à augmenter en fonction de la croissance économique. Dans un premier temps - je l'ai confirmé aux autorités européennes -, si nous devons le constater lors du contrôle budgétaire du budget 2000, cela se traduirait par une réduction du déficit. Prioritairement, les moyens provenant d'une croissance plus importante seront affectés à la diminution du déficit, l'intention étant de nous acheminer le plus rapidement possible vers l'objectif zéro que nous nous sommes fixé pour 2002.

Au-delà, les moyens seront utilisés en tant que marges disponibles pour de nouvelles politiques, notamment en matière fiscale. Telle est bien l'idée de la réforme fiscale. En effet, nous souhaitons la mettre en oeuvre à partir de 2002, soit à partir du moment où cet équilibre budgétaire sera atteint.

Le pacte de stabilité que nous allons devoir présenter en le réactualisant jusqu'à 2003, sera normalement prêt à la fin de la semaine. J'espère pouvoir, conjointement avec le ministre du Budget, le présenter au Conseil des ministres avant de le soumettre aux instances européennes. Ce pacte confirmera notre volonté d'équilibre structurel, bien entendu au-delà de 2002, ainsi que notre volonté d'un surplus primaire et dès lors, d'une diminution de l'endettement.

Toutefois, les marges ne seront disponibles que progressivement. Elles devront ainsi être affectées à de nouvelles politiques, y compris en matière fiscale. Personne n'en a jamais douté. M. Leterme y faisait allusion tout à l'heure.

Il va de soi que cette politique d'assainissement, permettra, au fil du temps, de dégager des moyens nouveaux. M. Van Rompuy y a fait allusion à plus longue échéance, notamment pour les besoins liés au vieillissement de la population.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de minister, vanaf welk begrotingsjaar kunnen de overschotten, die zijn ontstaan doordat het primair saldo groter is dan wat in het stabiliteitsprogramma was vooropgesteld, worden besteed aan minder ontvangsten binnen het kader van een fiscale hervorming of aan meeruitgaven door de verhoging van de departementale begrotingen ?

M. **Didier Reynders**, ministre : C'est déjà le cas pour le budget 2000 à partir du moment où nous respectons le programme de stabilité, qui a d'ailleurs été décidé par un gouvernement précédent. Nous avons respecté les chiffres de ce programme, ce qui signifie que si des moyens supplémentaires devaient intervenir - ce que nous avons d'ailleurs examiné lors de la confection du budget 2000 -, nous les utiliserons à de nouvelles politiques. Cela explique déjà des mesures fiscales.

Didier Reynders

Les chiffres retenus par M. Pieters divergeaient de 30 milliards par rapport à ceux du gouvernement. Il a parlé de 55 milliards, alors que selon le gouvernement, il s'agit de 85 milliards. Je ne reviendrai pas sur ce que nous avons dit en commission, mais les marges sont celles-là.

Je voudrais ajouter deux choses. La première, c'est que pour l'année 2000, nous souhaitons utiliser la croissance qui serait éventuellement plus forte. Vous avez cité les études menées par J.P. Morgan ou Fortis. Si l'on suit certaines de ces études, celle-ci peut atteindre 4%. Pour 2000, s'il s'agit d'un effet de croissance, on pourra l'utiliser pour accélérer la réduction du déficit. Une fois que nous atteindrons un équilibre structurel,...

M. Yves Leterme (CVP) : Et en 2001 ?

M. Didier Reynders, ministre : En 2001, nous agissons dans la même logique en vue d'atteindre le plus rapidement possible l'équilibre structurel. Nous nous y sommes engagés pour 2002, date à laquelle nous ferons l'évaluation.

Je vous annonce ce que nous ferons au moment du contrôle budgétaire en 2000. Vous me demandez ce que nous ferons lors de la préparation du budget 2001, voire lors du contrôle budgétaire de 2001. Ne brûlez pas les étapes. Nous respecterons le programme de stabilité, tout en suivant la logique de diminution du déficit.

Le programme de stabilité sera mis à jour pour le Conseil des ministres de ce jeudi.

Mais au-delà de cela, l'idée est bien entendu la suivante. Lorsque l'on aura atteint le déficit structurel de 0% - ce qui signifie probablement un léger boni -, nous pourrions débattre de l'utilisation des marges en faveur de nouvelles politiques. Celles-ci seront notamment réinvesties en dépenses. En effet, personne dans cet hémicycle ne met en doute le fait qu'il faille réinvestir dans la justice, la police, voire dans d'autres politiques en faveur de l'emploi ou de l'environnement. Si j'ai bien compris, personne n'a non plus mis en doute la volonté de diminuer la charge qui pèse sur le travail. Nous devons le faire en tenant compte de cet assainissement.

De heer Yves Leterme (CVP) : Mijnheer de minister, ik zie uit naar de bespreking van het stabiliteitsprogramma in het parlement. Ik neem aan dat we hieraan, al was het maar in de commissie voor de Begroting, een debat kunnen wijden. De besteding van conjuncturele boni en meerontvangsten die hoger zijn dan wat in het stabiliteitsprogramma is voorzien aan een schuldafbouw of aan een bijkomende fiscale hervorming is cruciaal voor de regering. Het gaat immers om het inwilligen van gemaakte

beloften. Ik stel vast dat deze bezorgdheid niet alleen bij ons leeft, maar ook bij, niet zozeer wantrouwige, dan wel zeer waakzame leden die het beleid op de voet volgen. Ik denk hierbij in de eerste plaats aan de groenen.

M. Didier Reynders, ministre : C'est dans cet esprit que je l'ai non seulement signalé aux autorités européennes, mais que j'ai également déposé un document lorsque j'ai présenté le budget 2000. Je le répète : toute amélioration de nos finances publiques au moment d'une amélioration de la croissance attendue, par rapport aux 2,5% pris comme hypothèse dans le budget, sera affectée prioritairement à une diminution du déficit. Nous poursuivrons bien entendu en 2001 et 2002 avec - je le répète - l'objectif d'un équilibre structurel.

On a évoqué un certain nombre d'autres mesures, notamment en matière fiscale. Je voudrais préciser quelques éléments. Sur le plan des mesures qui interviendraient en-dehors de la réforme de l'impôt des personnes physiques, on a parlé de la mobilité, de l'environnement, de la politique des villes.

Comme je l'ai déjà précisé à plusieurs reprises en commission des Finances, les différents ministres examinent actuellement, en concertation, les politiques qu'ils souhaitent mettre en oeuvre dans leur sphère d'activités propre. Par exemple, en matière de politique des villes, j'ai déjà étudié avec M. Picqué, commissaire au gouvernement, la mise en oeuvre d'éventuelles réductions fiscales en matière de droits à l'enregistrement, de révision des revenus cadastraux, et ce au-delà de l'enveloppe de 1,5 milliard. Ces mesures seraient adoptées pour favoriser un certain nombre de quartiers dans le cadre des politiques de la ville. En matière de mobilité, on me dit régulièrement qu'il faut transférer la charge de l'acquisition d'un véhicule à son utilisation. J'ai déjà dit à Mme Durant que j'attendais ses propositions en la matière.

Dès ma première participation au Conseil des ministres européens, qui s'est tenu en juillet dernier, j'ai fait remarquer que pour ce qui concernait l'énergie, j'étais tout à fait ouvert à ce que l'on avance à douze, treize ou quatorze, et ce sous deux conditions. La première est que l'on ne mette pas en péril la capacité concurrentielle des entreprises. A cet égard, un débat est actuellement en cours avec la Commission européenne sur les exonérations à mettre en oeuvre. Et la seconde condition est que toute recette fiscale supplémentaire provenant de l'échelon européen soit affectée à une réduction complémentaire des charges sur le travail en Belgique. Pas d'augmentation de la pression fiscale globale.

Didier Reynders

C'est l'accord de gouvernement en ce sens. Et je ne cite que ces trois exemples : mobilité, environnement et politique des villes. Il y en a d'autres. Je veux avancer avec un certain nombre de mes collègues en la matière dès qu'ils feront des propositions. Et cela ne saurait tarder.

Concernant les mesures spécifiques contenues déjà dans la loi fiscale, je ne vais pas y revenir, je l'ai dit tout à l'heure : elles auront un impact de l'ordre de quatre-vingts milliards sur l'impôt des personnes physiques à la fin de la législature. Mais je voudrais rassurer notamment M. Desimpel - qui y a fait allusion tout à l'heure -, mais d'autres également, à propos de mesures spécifiques qui pourraient venir s'y ajouter par la suite.

Dans le domaine de la construction, je confirme que l'étude sera entamée prochainement avec le Bureau du Plan et le service d'études du ministère des Finances, afin de vérifier l'impact d'une réduction de TVA sur les constructions neuves, impact en termes d'emploi et d'activité économique. Cet impact sera vérifié par le Bureau du Plan et le service d'études du ministère des Finances et sera confronté à l'avis du secteur. Nous verrons bien sur cette base si nous pourrions reprendre une expérience qui a été abandonnée - si je me souviens bien - en 1998, peu de temps donc avant la mise en place de ce gouvernement. Je suis ouvert à retravailler en la matière.

Relativement au secteur horeca, j'ai eu l'occasion de recevoir ce matin la fédération des restaurateurs. En ce domaine aussi, je suis prêt à remettre sur la table le problème de la déductibilité des frais de restaurant - vous connaissez cette limitation à 50%. Par contre, le problème de la TVA n'est pas pour l'instant renégociable ou rediscutable en raison du cadre européen. Mais quant au problème de la déductibilité, je l'ai évoqué à de nombreuses reprises et j'en parlerai au Conseil des ministres de cette semaine, ce serait à la condition que l'on lie cette mécanique à l'idée d'un label, d'un code de bonne conduite à respecter par les établissements en matière de droit du travail, de politique sanitaire. Je pense alors que ce débat pourra avoir lieu, tout comme je l'avais annoncé déjà lors de la préparation du budget, et probablement aussi dans le cadre de la lutte contre le travail au noir. Le gouvernement m'avait demandé de mener cette concertation. Cette dernière est entamée et la problématique sera mise sur la table du gouvernement dès jeudi prochain.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de minister, bent u van plan opnieuw een verhoogde aftrekbaarheid van restaurantkosten in te voeren op voorwaarde dat de restaurants in het bezit zijn van een soort label dat ze de sociale wetgeving en de fiscaliteit correct naleven ?

M. Didier Reynders, ministre : Mon intention est de faire en sorte que les mesures fiscales en la matière soient avant tout possibles; or relativement à la TVA, rien n'est possible pour l'instant. Ce qui est possible, c'est une révision de la situation de déductibilité. Et en l'espèce, si l'on veut avancer, je propose que l'on examine cette mesure non seulement sous l'angle de l'activité économique, de la haute intensité en main-d'oeuvre que représente ce secteur, mais aussi sous l'angle des engagements que pourrait prendre ce secteur - dont on sait qu'il peut être concerné notamment par le travail au noir - de respecter scrupuleusement les législations, les réglementations en matière sociale comme en matière sanitaire. Vous vous souvenez, je suppose, du débat très profond qui a eu lieu récemment en Belgique en matière sanitaire, quant au contrôle de la qualité de l'alimentation. J'ai constaté que le secteur - en tout cas la fédération des restaurateurs - était favorable à cette perspective, que je vais dès lors soumettre au gouvernement. Je pense que des collègues seront également ravis de participer à ce débat, parce qu'il se peut que des réductions de charges sociales, par exemple, interviennent aussi de manière spécifique dans ce contexte. D'autres membres du gouvernement ont déjà évoqué cette idée de label, de code de bonne conduite. J'essaie de la cadrer de manière spécifique dans une mesure précise.

Au-delà de cela, et plus rapidement, monsieur le président, quelques questions m'ont été posées, notamment à propos du contentieux fiscal et des statistiques en cours aujourd'hui. Je vous dirai que je n'ai pas demandé en priorité à mon administration de calculer statistiquement le nombre de recours introduits depuis la mise en oeuvre de la nouvelle loi sur le contentieux fiscal, c'est-à-dire au mois de mars ou d'avril de cette année, parce que ma première préoccupation a été de voir ce qui avait été décidé par mon prédécesseur aux Finances et son collègue de la Justice, afin que la rentrée judiciaire se déroule bien en la matière. Manifestement, peu de choses avaient été décidées. Pour prendre un seul exemple, l'appel à des candidatures pour de nouveaux magistrats, diffusé par le collège de recrutement, ne parlait même pas de la qualification fiscale, alors qu'une nouvelle réforme entrerait en vigueur. Dès lors, notre préoccupation première a été d'essayer de faire en sorte que l'on mette en place les structures nécessaires pour appliquer une réforme votée et adoptée au début de cette année.

Concrètement, mettre en place les moyens, cela signifie que l'arriéré de réclamations administratives au sein du département devrait être résorbé en 2001, d'après les instructions que j'ai données aux administrations. J'espère qu'après cette date, l'arriéré ne s'accumulera plus. En effet, après six mois de procédure, le contribuable pourra s'adresser aux tribunaux de première instance.

Didier Reynders

Dès lors, au début de l'année - j'espérais encore pouvoir le faire au mois de décembre mais je pense que ce sera pour janvier - avec mon collègue de la Justice, nous déposerons une note au gouvernement, notamment sur cette problématique du contentieux et sur la manière de prendre les dispositions nécessaires pour faire appliquer correctement cette nouvelle procédure, pour la compléter et aussi pour préciser les relations entre la Justice et les Finances, comme je l'ai dit en commission au sujet de la note d'orientation de mon département, sur la lutte contre la fraude fiscale et la délinquance financière.

Une question m'a été posée à propos de la Région bruxelloise. Comme pour toutes les Régions et Communautés, je peux commenter ce que le gouvernement fédéral vous propose dans son budget. Si les propositions d'estimation figurant au budget fédéral sont conformes à la loi de financement, il ne m'appartient évidemment pas de faire de commentaires sur la manière dont d'autres entités calculent leur propre budget. Si je devais commencer à donner ce genre d'avis, on me le reprocherait sans doute amèrement. A ma connaissance, je n'ai pas de tutelle budgétaire ou financière à cet égard, sauf lorsque la loi de financement le prévoit expressément et ce n'est d'ailleurs pas une procédure de tutelle - je ne reviendrai pas sur le débat de tout à l'heure -, mais une mesure de concertation. Je sais que la Cour des comptes a émis des remarques sur la manière dont la Région bruxelloise avait, déjà au début des années 90, calculé certaines recettes provenant du fédéral. Il appartient à chaque Région d'inscrire les montants qu'elle souhaite. Pour ma part, je défends ce qui est prévu par le fédéral en application de la loi de financement.

Monsieur Viseur, vous êtes revenu sur la problématique des cadres du département. Nous souhaitons - c'est confirmé dans le budget - compléter les cadres, c'est-à-dire que l'effectif réel corresponde au cadre fixé pour le département des Finances. Nous voulons même accélérer ce processus. C'est la raison pour laquelle j'avais déposé un dossier relatif au recrutement, dans le secteur du recouvrement, de 360 contractuels qui devront ensuite, bien entendu, réussir l'ensemble des épreuves leur permettant de devenir statutaires. Cette opération avait déjà été réalisée dans le domaine de l'impôt des sociétés, l'ISOC. Ce dossier suit son cours. Il a été approuvé par les autorités budgétaires et nous pourrions donc commencer ces recrutements. Je souhaite même aller au-delà de ce qui est annoncé dans le budget. Dans le secteur du recouvrement, une extension de cadre est à l'examen pour l'instant. Il est probable que des opérations semblables en termes de recrutement de contractuels voire d'extension des cadres devront intervenir pour le secteur des douanes.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, de commissie heeft lang stilgestaan bij dit punt. De minister heeft geantwoord dat de regering in 2000 het kader van Financiën wil opvullen.

Mijnheer de minister, dit betekent dat 4000 bijkomende ambtenaren moeten worden aangeworven.

M. **Didier Reynders**, ministre : Je répète ce que j'ai dit en commission. Les comparaisons des chiffres doivent tenir compte des unités budgétaires et des unités physiques qui ne correspondent pas de la même manière, à cause des temps pleins et des temps partiels. L'intention est de remplir le cadre mais je ne dis pas que nous y arriverons dans l'exercice 2000 pour une raison bien simple : comme dans d'autres secteurs, déjà aujourd'hui, il n'est pas évident de recruter des statutaires. Il faut que des lauréats réussissent les examens. C'est pourquoi, dans certains secteurs prioritaires, j'ai souhaité accélérer les choses. C'est l'objet du recrutement de contractuels pour le recouvrement. Je ne garantis pas que nous arriverons à mener la même opération dans tous les secteurs de l'administration fiscale.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik stel vast dat de minister, mijns inziens terecht, zijn vroegere uitspraak nuanceert.

Het kader van Financiën is vastgesteld op 29 376 ambtenaren. Op dit ogenblik zijn er 27 498 fysieke eenheden en 24 846 volle eenheden. Het verschil is iets meer dan 4000 eenheden.

Mijnheer de minister, u nuanceert uw vroegere uitspraak en bent niet van plan het kader in 2000 op te vullen.

M. **Didier Reynders**, ministre : L'intention n'est pas de compléter le cadre dans l'année 2000 parce que cette situation serait probablement impraticable. Nous allons aussi modifier des cadres. Je pense notamment au secteur du recouvrement. Il n'est d'ailleurs pas exclu, comme je viens de le faire pour les contractuels en matière de recouvrement, de privilégier l'engagement de niveaux 1, 2+ et 2, plutôt que de s'orienter vers des engagements complémentaires de niveau 3 ou 4 dans une administration qui n'en a pas besoin. C'est une évolution sur laquelle nous reviendrons.

Deux mots de conclusion, monsieur le président, sur les mesures en matière fiscale et plus largement sur le budget, au nom de l'ensemble du gouvernement, c'est-à-dire aussi du ministre du Budget.

En matière de fiscalité, je ne vais pas rappeler ce que j'ai dit tout à l'heure. Nous avons déjà voté une loi fiscale qui a donné une tendance à travers plusieurs mesures sur l'impôt des personnes physiques. Si vous le souhaitez, je vous expliquerai qu'il n'y a pas d'impôt nouveau, qu'il y a

Didier Reynders

une réindexation des barèmes fiscaux, que nous supprimons progressivement la cotisation de crise et que certaines mesures spécifiques interviennent en matière de TVA dans certains secteurs exposés à la concurrence.

Nous aurons rendez-vous en octobre de l'année prochaine pour le débat sur la réforme de l'impôt des personnes physiques. Je confirme que les principes de cette réforme se trouvent dans l'accord de gouvernement. Je les reprendrai dans des documents beaucoup plus détaillés à la prochaine rentrée parlementaire.

En matière de budget, je suis heureux qu'un certain nombre d'arguments aient pu être échangés, non seulement sur le budget 2000, mais aussi sur les perspectives futures. Nous y reviendrons très vite, notamment lors du contrôle budgétaire. D'ici là - nous souhaitons associer le parlement à ce débat -, le programme de stabilité adapté (jusqu'en 2003) sera présenté à l'instance européenne. J'espère pouvoir le présenter - avec mon collègue ministre du Budget - au Conseil des ministres de ce jeudi. En tout début de l'année prochaine (probablement le 5 janvier), nous présenterons les chiffres 1999.

Sur base des chiffres de 1999 et du pacte de stabilité adaptée, nous pourrions très vite entamer les débats sur le contrôle budgétaire. Je suis convaincu que la pru-

dence que nous avons annoncée depuis le début de ces travaux budgétaires pourra être constatée. La diminution du déficit tel que nous l'avons annoncé sera probablement accélérée. J'espère - cela rassurera peut-être tout le monde - qu'à ce moment-là, la volonté de voir l'endettement se restreindre sera de plus en plus visible dans les chiffres. Il faut se faire à l'idée que, non seulement l'assainissement des finances publiques porte ses fruits, mais que, également, dans certaines matières, il commence à faire réapparaître un vieux concept, celui de l'effet boule de neige, qui cette fois sera positif.

Le président : La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

- *La séance est levée à 19.33 heures. Prochaine séance plénière mardi 21 décembre 1999 à 10.00 heures.*

- *De vergadering wordt gesloten om 19.33 uur. Volgende plenaire vergadering dinsdag 21 december 1999 om 10.00 uur.*

BIJLAGE

PLENAIRE VERGADERING
MAANDAG 20 DECEMBER 1999

INTERNE BESLUITEN*COMMISSIE***Samenstelling**

Volgende wijzigingen werden door de VLD-fractie voorgesteld :

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

Plaatsvervangers

De heer Etienne De Groot vervangen door de heer Pierre Lano en mevrouw Fientje Moerman door mevrouw Yolande Avontroodt.

INTERPELLATIEVERZOEKEN**Ingekomen**

1. de heer Philippe Seghin tot de minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu over "de substitutie van een voorgeschreven geneesmiddel door een ander geneesmiddel".

(nr. 200 - verzonden naar de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing)

2. de heer Stef Goris tot de minister van Landsverdediging over "de inschrijving in het Memorandum of Agreement van het Joint Strike Fighter-programma".

(nr. 201 - verzonden naar de commissie voor de Landsverdediging)

3. de heer Dirk Van der Maelen tot de minister van Landsverdediging over "de eventuele deelname van België aan het Joint Strike Fighter-programma".

(nr. 202 - verzonden naar de commissie voor de Landsverdediging)

ANNEXE

SEANCE PLENIERE
LUNDI 20 DÉCEMBRE 1999

DÉCISIONS INTERNES*COMMISSION***Composition**

Les modifications suivantes ont été proposées par le groupe VLD :

COMMISSION DE LA JUSTICE

Membres suppléants

Remplacer M. Etienne De Groot par M. Pierre Lano et Mme Fientje Moerman par Mme Yolande Avontroodt.

DEMANDES D'INTERPELLATION**Demandes**

1. M. Philippe Seghin à la ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement sur "la substitution du médicament prescrit par un autre".

(n° 200 - renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société)

2. M. Stef Goris au ministre de la Défense sur "l'inscription au Memorandum of Agreement du programme Joint Strike Fighter".

(n° 201 - renvoi à la commission de la Défense nationale)

3. M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "la participation éventuelle de la Belgique au programme Joint Strike Fighter".

(n° 202 - renvoi à la commission de la Défense nationale)

PLENAIRE VERGADERING
MAANDAG 20 DECEMBER 1999

SEANCE PLENIERE
LUNDI 20 DÉCEMBRE 1999

MEDEDELING

COMMUNICATION

REGERING

GOUVERNEMENT

Verslag

Rapport

Het ministerie van Justitie zendt het verslag 1997-1998
van de dienst Criminele Zaken over.

Verzonden naar de commissie voor de Justitie

Le ministère de la Justice transmet le rapport 1997-1998
du service de la Politique criminelle.

Renvoi à la commission de la Justice